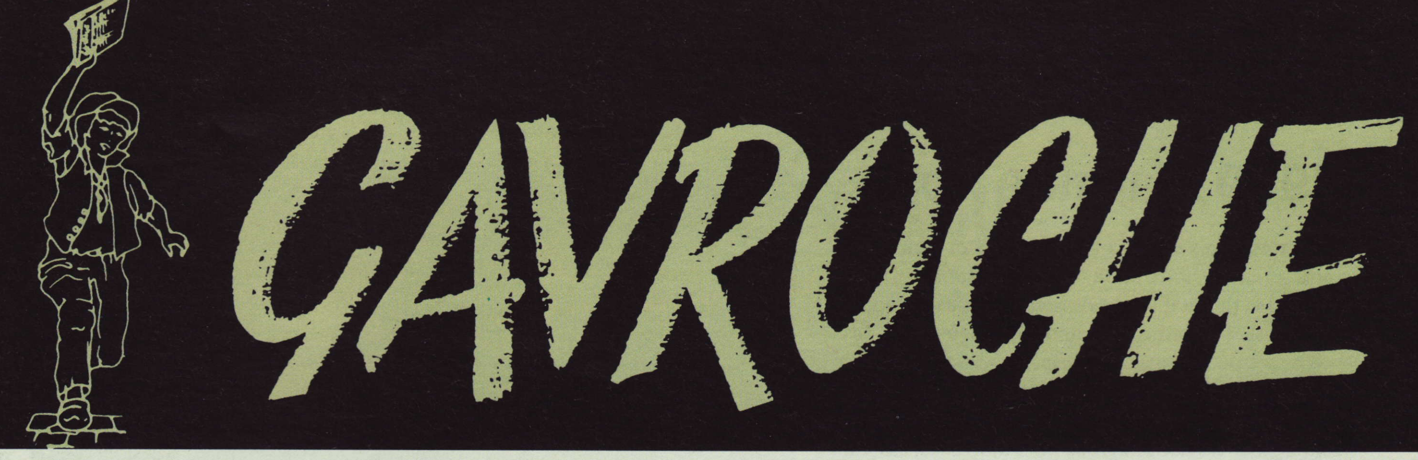


LE NUMÉRO : 8 € / TRIMESTRIEL N° 160 – 28e ANNÉE – OCTOBRE-DÉCEMBRE 2009 **REVUE D'HISTOIRE POPULAIRE**

À Seattle en 1918, lors de l'épidémie de grippe, les policiers portent des masques.

Novembre 1918 : la grippe après la guerre







Michel Ré

Ou le refus de se battre contre un peuple qui lutte pour sa liberté

Photomontages

Un art au service de la propagande dans la « grande guerre »

Résistances

En Espagne, des ouvrières du textile contre le capitalisme mondialisé

1909 : l'armée noire

Sur trois pages avec six photos (deux ci-contre) un article de *L'Illustration* du 11 décembre 1909 défend le projet d' « *armée noire* » exposé pendant l'été par le lieutenant-colonel Mangin dans les colonnes de la *Revue de Paris*.

« En temps de paix, une partie de nos troupes noires serait stationnée en Algérie où pourrait être enfin organisé le service obligatoire des indigènes, qui n'a guère contre lui que les appréhensions des colons : 100 000 Arabes s'ajouteraient aux 120 000 Noirs que nous pourrions porter sur nos frontières en cas de guerre continentale. » L'auteur de l'article résume ainsi le projet destiné à *« compenser l'abaissement de notre natalité par des contingents noirs coûtant beaucoup moins cher que les contingents français qui nous manquent de plus en plus »*.

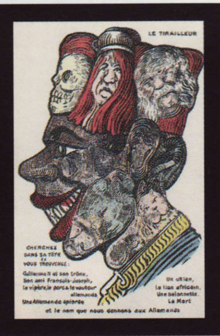
Et de poursuivre avec différents arguments comme la vaillance au combat des Sénégalais démontrée par l'expérience et leur aptitude à faire campagne hors de la zone tropicale.

Mais l'argument définitif qui, semble-t-il, a conquis l'opinion publique, c'est la fureur de la presse allemande face à cette augmentation de troupes noires dans l'armée française. « *Puisque nos voisins jugent que ce projet est détestable pour eux, il faut qu'il soit excellent pour nous.* »

Le colonel Mangin publia en 1910 le livre *La Force noire*. Un projet de recrutement dans les territoires coloniaux qui se réalisa et dépassa les objectifs initiaux : pendant « la grande guerre » plus de 600 000 coloniaux ont combattu dont 160 000 soldats d'Afrique. 81 000 tués ou disparus, parmi eux plus de 35 000 tirailleurs africains.

Après la guerre, commandant de l'armée du Rhin à Mayence, le général Mangin, surnommé *« le père des tirailleurs »* mais aussi *« le boucher de Verdun »* s'opposa à la campagne *« la honte noire »* des nationalistes allemands contre la présence de soldats noirs accusés d'être barbares et violeurs.





En dernière page, carte postale éditée en 1914 avec une composition à différents éléments qu'il s'agit de retrouver. Voir article *Les photomontages de la Grande Guerre* à partir de la page 22 (plus précisément pour ce dessin à la page 30).



Nouvelle adresse

Attention, *Gavroche* a changé d'adresse !
Merci d'adresser désormais votre courrier à :
Scoop Presse – Gavroche,
52 avenue de Flandre, 75019 Paris

SOMMAIRE N° 160













GAVROCHE

Revue trimestrielle d'histoire populaire, Numéro 160, 4e trimestre 2009.
52 avenue de Flandre 75019 Paris. Tél. : 01 42 76 94 11. Courriel : revue@gavroche.info.
Site Internet : http://www.gavroche.info Directrice de la publication : Sophie VIRLOUVET.
Collaborations pour ce numéro : D. ANDRO, H. BRACCO, M. CHUECA, J.L. DEBRY, B. DE PERTHUIS, G. DOIZY, C. JACQUIER, C. LE DIOURON, C. PATILLON, A. PRUNIER, F. SAENEN, A. ZANDITENAS.
Commission paritaire : 0712K81974. I.S.S.N. : 02-42-9705

Distribution en librairie : DIFFUSION POPULAIRE, 21 ter, rue Voltaire, 75011 Paris. Tél. : 01 40 24 21 31.
Publication, secrétariat de rédaction et mise en page : Scoop Presse – 52, avenue de Flandre – 75019 Paris. Impression : 27 Offset – 27930 Gravigny.

Grippette, follette, coquette, influenza de 1889 ou... grippe espagnole de 1918?

Réponse inconnue au moment où se réalise ce numéro, en cette fin d'été. Les signaux d'alarme officiels se multiplient, mais personne ne sait encore si la grippe 2009 rentrera dans l'histoire au titre des épidémies célèbres comme en 1580, 1675, 1780, 1837, 1889 puis 1918, cette dernière ayant causé la mort de millions de personnes.

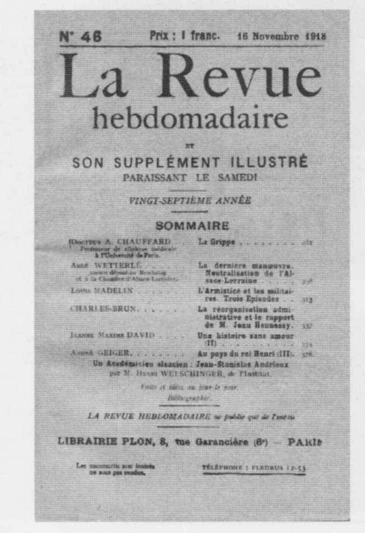
Avant de s'intéresser plus particulièrement à la pandémie de 1918-1919 restée dans la mémoire collective sous le nom de grippe espagnole, retour en images sur celle de 1889 venue de Perse en passant par l'Italie. Des Italiens qui avaient adopté le terme *d'influenza* pour qualifier ce mal influent, mystérieux, insaisissable. Quant au mot grippe, il nous viendrait de l'allemand *gripan*, saisir avec des griffes, saisir violemment. Avec des expressions comme « *agripper* », « *prendre en grippe* », restées dans le langage populaire. C'est ce que rappelle un certain Dr Chauffard, professeur de clinique médicale à Paris, dans un article paru en novembre 1918 dans *La Revue hebdomadaire*.

Les premières lignes auraient pu être écrites cette année: « *La grippe est une bien singulière maladie! Tantôt elle se fait oublier, et semble si reculée dans le passé que l'on finit par la croire inexistante, et tantôt elle reparaît brusquement, passe au premier plan, et, comme aujourd'hui, ne fait que trop parler d'elle et de ses méfaits.* »

Le professeur rappelle « *qu'elle est si légère et si bénigne dans certaines épidémies, qu'elle devient, comme on l'a dit, la maladie à la mode; tout le monde tousse plus ou moins, personne n'est vraiment malade, on en rit, et les aimables causeurs du XVIII*e *siècle lui donnaient de petits noms plaisants: la grippette, la petite peste, la follette, la coquette, etc. Si grave à d'autres époques qu'elle devient redoutable à l'égal des plus virulentes infections. Et cependant, c'est bien la même maladie, avec son mode si spécial d'universelle dissémination.* »

Et le docteur de faire état de sa surprise en octobre 1889, quand éclata « *la grande épidémie qui fit à Paris tant de victimes* ». « *La grippe épidémique était loin de toutes les pensées, et n'entrait plus dans les souvenirs de presque aucun médecin vivant. Nous fûmes pris par surprise, et, pour ma part, devant les premiers cas que j'eus à observer, mon embarras fut extrême; des malades qui paraissaient gravement atteints par l'intensité de la fièvre, du mal de tête, du brisement général, de l'atteinte profonde des forces, étaient guéris en deux à trois jours; on ne savait quelle étiquette mettre sur ces cas inattendus, et j'eus le sentiment très net que je me trouvais devant une maladie nouvelle pour moi et que je ne connaissais pas. Mais au bout d'un peu de temps, la diffusion et l'allure épidémique du mal permirent de faire le vrai diagnostic, c'était la grippe du XVI*e*, du XVII*e *siècle, des deux siècles suivants, qui reparaissait parmi nous. Même alors, et une fois la maladie reconnue, nous conservions des illusions sur la bénignité de la grippe, et deux autorités médicales des plus qualifiées crurent pouvoir rassurer la population pendant l'automne 1889, affirmer qu'il n'y avait dans la maladie régnante aucun motif d'inquiétude. Quelques semaines plus tard, c'était ce mois terrible de janvier 1890, qui a laissé de si douloureux souvenirs à tant de familles parisiennes.* »

Le médecin conclut son article sur une note d'optimisme en signalant qu'un vaccin immunisant aurait déjà été mis en pratique mais s'interroge tout de même: « *le nombre énorme des sujets atteints simultanément par l'épidémie rendra toujours très difficile de réaliser en temps voulu l'immunisation vaccinale de toute une population...* » La question reste d'actualité.


N° 46 Prix : 1 franc. 16 Novembre 1918

La Revue hebdomadaire

ET

SON SUPPLÉMENT ILLUSTRÉ
PARAISSANT LE SAMEDI

VINGT-SEPTIÈME ANNÉE

SOMMAIRE

DOCTEUR A. CHAUFFARD, Professeur de clinique médicale à l'Université de Paris	La Grippe	[illegible]
Abbé WETTERLÉ, ancien député au Reichstag et à la Chambre d'Alsace-Lorraine	La dernière manœuvre. Neutralisation de l'Alsace-Lorraine	298
Louis MADELIN	L'Armistice et les militaires. Trois Épisodes	313
CHARLES-BRUN	La réorganisation administrative et le rapport de M. Jean Hennessy	337
JEANNE MAXIME DAVID	Une histoire sans amour (II)	[illegible]
André GEIGER	Au pays du roi Henri (II)	378

Un Académicien alsacien : Jean-Stanislas Andrieux par M. HENRI WELSCHINGER, de l'Institut

LIBRAIRIE PLON, 8, rue Garancière (6e) — PARIS

TÉLÉPHONE : FLEURUS 12-53

La grippe à l'italienne

Dans les colonnes de *L'Illustration* en hiver 1889-90, on ironise sur *l'influenza. « Le mot n'est pas nouveau, mais il est à la mode. Cet hiver, a dit un homme d'esprit, nous serons malades en italien ».* Et le rédacteur de se moquer des papotages de salon sur cette maladie vulgaire si elle n'est que grippe, mais intéressante et importante quand elle devient influenza. *« Ce qu'elle a de plus terrible, c'est son nom :* influenza. *Il donne l'idée d'un fantôme, d'une apparition. »* Sinon, elle reste *« une maladie qui vous prend quatre jours de votre existence dans un moment où l'on n'a pas trop de ses journées pour faire des visites ou des emplettes. »* Le plumitif mondain n'était pas seul à se moquer de la maladie qui semblait n'épargner personne, pas même les hautes sphères des ministères. Ainsi, dans son numéro du 11 janvier 1890, *L'Illustration* publie sur deux pages un texte illustré par Caran d'Ache, pastiche de la fable de La fontaine *« Les animaux malades de la peste ».* Mais, pleine page révélatrice d'une réalité moins souriante, la semaine précédente, ce journal publiait les dessins d'une grande tente installée dans le jardin de l'hôpital Beaujon à Paris remplie de malades alités.

L'ILLUSTRATION

LES PARISIENS MALADES DE LA GRIPPE

Fable imitée de La Fontaine.

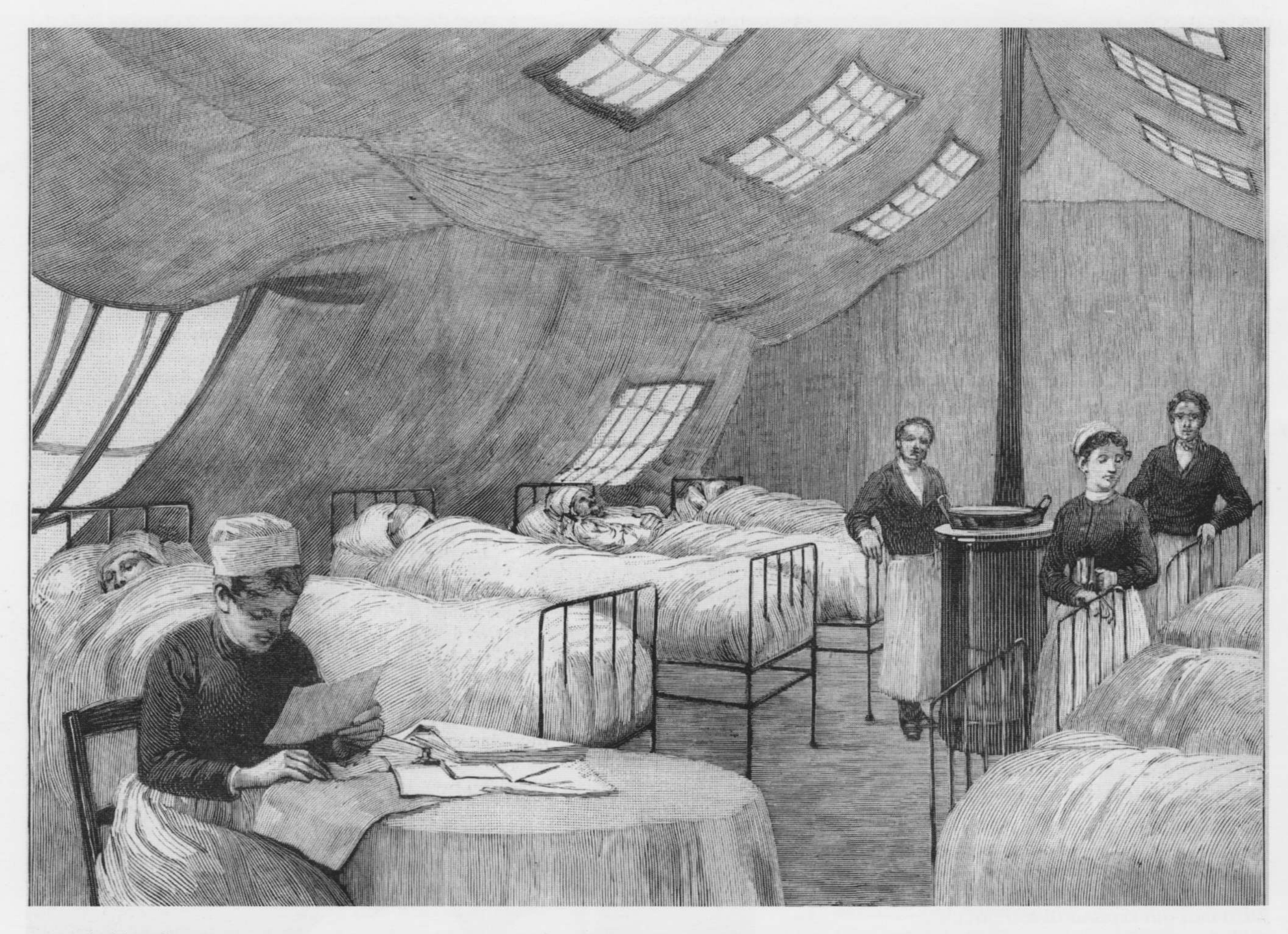
TEXTE DE M. JULES OUDOT. — DESSINS DE CARAN D'ACHE



Un mal qui répand la terreur,
Fléau que baptisa l'Italie en fureur
Pour n'avoir pas signé les traités de commerce,
l'Influenza ! (puisqu'il vous faut son nom),
Tout comme un boulet de canon,
Chez les Parisiens arriva droit, de Perse.
Il n'en mourait aucun, mais tous étaient grippés.
(...)







Intérieur d'une tente installée dans les jardins de l'hôpital Beaujon à Paris pour accueillir les nombreux malades de l'épidémie grippale de l'hiver 1889. L'Illustration, *4 janvier 1890.*

1918, une épidémie sans gravité suivie d'une pandémie mortelle

Ces dernières années, l'actualité a mis sur le devant de la scène plusieurs épidémies, grippe aviaire, grippe porcine, maintenant grippe mexicaine... comme si c'étaient des événements exceptionnels. Pourtant, les épidémies sont vieilles comme le monde. De tout temps, l'humanité a eu à y faire face, et vu l'incompétence de la médecine jusqu'à une date très récente, l'épidémie était un fléau que l'on subissait, et qui laissait des traces profondes dans la population, les vieilles peurs se réveillant très facilement.

En Europe, le souvenir de plusieurs épidémies est resté vivace, en particulier la Grande Peste de 1347-1351, et le choléra de 1832-1841.

La peste noire, appelée aussi La Grande Peste, est une peste bubonique qui a touché la population européenne entre 1347 et 1351. Elle n'est ni la première ni la dernière épidémie de ce type. Par contre, elle est la première épidémie de l'histoire à avoir été bien décrite par les chroniqueurs contemporains.

Beaucoup d'œuvres littéraires et de légendes y font allusion, la légende allemande du joueur de flûte de Hamelin, reprise par les frères Grimm par exemple ; Jean de La Fontaine résume très bien le souvenir laissé par cette peste noire :

Un mal qui répand la terreur,
Mal que le ciel en sa fureur
Inventa pour punir les crimes de la terre,
La Peste (puisqu'il faut l'appeler par son nom)
Capable d'enrichir en un jour l'Achéron...

(Les animaux malades de la peste)

On estime que la peste noire a tué entre 30 et 50 % de la population européenne en cinq ans, faisant environ vingt-cinq millions de victimes. Cette épidémie eut des conséquences durables sur la civilisation européenne, d'autant qu'après cette première vague, la maladie refit ensuite régulièrement son apparition dans les différents pays touchés : entre 1353 et 1355 en France, et entre 1360 et 1369 en Angleterre, notamment.



1918, des grippés s'entassent dans un hôpital d'urgence à Fort Riley dans le Kansas.
Photo Archives américaines.

Vers 1826, une pandémie de choléra, d'origine asiatique, fait son apparition aux Indes, gagne Moscou en 1830, Berlin en 1831, pour finalement atteindre les îles britanniques en février et la France en mars 1832. À Paris le premier cas de choléra est attesté le 26 mars 1832, et l'épidémie y fera près de 20 000 victimes en six mois, et autant à Marseille. La maladie rôdait depuis quelque temps, aussi, dès juin 1831, Casimir Perier[1], décréta des mesures de police sanitaires en réactivant les dispositions de la loi de 1822 sur les contrôles sanitaires aux frontières. Il ne fut pas récompensé de sa clairvoyance puisqu'il fait partie des victimes de cette épidémie, ainsi que Sadi Carnot[2], et le philosophe Hegel[3] entre autres. Le livre de Jean Giono *Le hussard sur le toit* et le film tiré de cette œuvre évoquent cette épidémie de choléra.

Cet événement éprouvant eut aussi des conséquences positives : dans les années qui suivirent l'épidémie, le préfet de police de Paris prit des mesures draconiennes d'assainissement des quartiers insalubres de la capitale, développa et améliora le réseau d'égouts.

La grippe espagnole de 1918-19

Dans la mémoire collective, la première guerre mondiale reste l'événement le plus tragique du début du XXe siècle, et pourtant un autre s'est avéré encore bien plus meurtrier, la grippe espagnole ! Selon les estimations, entre 20 et 30 millions de personnes ont succombé à cette épidémie dans le monde (les trois-quart en Asie) en à peine deux ans. À titre de comparaison, on évalue à 13 millions le nombre de morts dus aux combats.

Les réjouissances consécutives à l'arrêt des combats sont, dans de nombreux foyers, contrariées par une épidémie surprenante et très mortelle. Pendant deux ans, en 1918 et 1919, un virus mystérieux se répand, les poilus rescapés des tranchées sont tout à coup frappés par une fièvre sans raison apparente et s'alitent pour ne plus se relever. Des familles entières sont décimées.

Appelé *influenza* par les Anglo-saxons et grippe espagnole en France, le virus a été identifié seulement à la fin du XXe siècle comme une variante particulièrement agressive du virus de la grippe.

Pourquoi grippe espagnole ? Parce que seule l'Espagne – non impliquée dans la première guerre mondiale – a pu, en 1918, publier librement les informations relatives à cette épidémie. Les journaux français parlaient donc de la *« grippe espagnole »* qui faisait des ravages *« en Espagne »* sans mentionner les cas fran- ●●●

1. Casimir Perier : (Grenoble 1777 - Paris 1832) Ministre de l'Intérieur en 1831, puis président du Conseil, c'est lui qui réprima l'insurrection des Canuts à Lyon, il meurt du choléra qu'il avait contracté en visitant les malades à l'Hôtel-Dieu.

2. Sadi Carnot : (1796-1832) fils de Lazare Carnot, mathématicien et physicien, auteur du théorème de Carnot, fondateur de la thermodynamique.

3. Georges-Fréderic Hegel : (1770-1831) philosophe prussien.

●●● çais qui étaient tenus secrets pour ne pas faire savoir à l'ennemi que l'armée était affaiblie, et pour ne pas alarmer les populations dont le moral était alors au plus bas.

On sait que beaucoup de gens en sont morts, mais c'est à peu près tout. On la « redécouvre » maintenant parce que l'épidémie de grippe actuelle est tout à fait du même genre, et parce qu'on connaît bien mieux le virus de la grippe.

Petite histoire de la grippe espagnole

Un premier virus grippal, dit « virus père », serait apparemment apparu en Chine. Cette souche a probablement sévi dès 1916, mais elle ne fut identifiée comme telle et suivie avec plus d'attention qu'à partir d'avril 1918 et jusqu'à juin 1918.

Ce virus a ensuite muté en une souche particulièrement contagieuse et virulente. Cette souche s'est répandue en deux principales vagues meurtrières : l'une de la mi-septembre à décembre 1918, l'autre de février à mai 1919.

Les débuts de cette pandémie sont discrets, car le virus n'est d'abord pas mortel. C'est pourquoi l'origine géographique du virus père de la grippe de 1918 reste très incertaine, d'autant que, à tout moment de l'année, divers points du globe subissent des épidémies de souches grippales différentes, bénignes et parfois endémiques. L'hypothèse la plus communément admise est une apparition du virus en Chine (région de Canton). Bien qu'elle ne repose sur aucune preuve indéniable, cette hypothèse s'appuie sur deux constats effectifs :

- Une épidémie de grippe bénigne, mais à forte contagiosité, sévit effectivement en Chine au printemps 1918 (ce qui est fréquent).
- Second argument : cette région du monde, par son interaction entre les populations humaines, aviaires et porcines, a toujours été la source principale des épidémies de grippe.

Le virus aurait atteint les États-Unis par le biais d'un bataillon américain revenant de cette région chinoise vers une base de Boston.

D'autres hypothèses prétendent qu'elle serait originaire d'Europe et font apparaître les premiers cas de grippe espagnole dans les tranchées françaises en avril 1918, notamment dans des bataillons britanniques stationnés dans les environs de Rouen. Il y a effectivement eu des morts dus à une épidémie de grippe particulièrement contagieuse, mais les conditions d'hygiène des tranchées étaient amplement suffisantes à transformer une grippe des plus banales en maladie mortelle.

Toujours est-il que cette épidémie, liée ou non à l'épidémie chinoise, se répand rapidement, par le biais des mouvements de troupes alliées, d'abord en Grande-Bretagne, puis aux États-Unis, et enfin en Italie et en Allemagne, atteignant son apogée vers juin 1918. En juillet, l'Europe considère l'épidémie comme pratiquement terminée, elle a atteint un nombre élevé d'individus, surtout dans les armées, mais elle s'est manifestée sans gravité, est de courte durée, et avec des symptômes classiques peu alarmants.

Simultanément à ces épidémies internationales, d'autres foyers épidémiques plus restreints ont été observés en Inde et en Nouvelle-Zélande, en juillet, et en Afrique du Sud, en août. On ignore aujourd'hui encore s'il s'agit d'une seule ou de différentes souches, toutes cependant n'engendraient que des symptômes bénins.

Septembre 1918 : l'épidémie américaine devient mortelle

C'est aux États-Unis, dans la région de Boston, aux environs du 14 septembre 1918, que les premiers cas mortels d'une grippe sont signalés.

À compter de cette date, cette vague virale se caractérise par une mortalité 10 à 30 fois plus élevée que les épidémies grippales habituelles, soit un taux de mortalité moyen de près de 3 % des grippés.

Du fait de sa grande contagiosité, elle se répand au gré des transports ferroviaires et maritimes de cette époque, partout où vont les voyageurs contaminés, civils ou militaires, inconscients du danger et de la puissance meurtrière de ce qu'ils colportent. Dès le 21 septembre 1918, dans l'ensemble du nord-est des États-Unis, des côtes américaines du golfe du Mexique, ainsi qu'en Californie et dans la majorité des grandes villes de l'est américain, sont signalés des décès dus à la grippe : c'est le début d'une augmentation significative et anormale du nombre de cas mortels.

Dans le même temps, les premiers cas sont signalés en Europe, le virus y est probablement apporté par le biais de renforts américains venus aider les armées alliées. Une semaine plus tard, début octobre 1918, c'est l'ensemble du territoire des États-Unis et de l'Amérique du Nord qui est atteint. Il aura suffi de 15 jours à ce virus pour être présent sur l'ensemble de ce continent nord-américain.

C'est alors seulement que l'épidémie prend réellement une ampleur considérable. En effet, si elle est déjà présente dans un grand nombre de pays, le nombre de contaminés n'est pas encore très élevé. Il explose alors.

Aussi, le mois d'octobre 1918 voit le plus de cas mortels aux États-Unis : un taux de mortalité de près de 5 % chez les malades, soit, relativement à la population entière, du fait que 30 à 40 % de la population étaient atteints, un taux de mortalité global de 2 %. L'État américain, ainsi

que la population, prennent soudainement conscience de l'importance de cette épidémie. Le même schéma se reproduit, en Europe, puis dans le monde entier.

Octobre 1918 :
L'épidémie devient pandémie

Les États-Unis sont subitement submergés par cette épidémie nouvelle, bon nombre de villes américaines sont paralysées du fait du grand nombre de malades, beaucoup de personnes refusent d'aller travailler. Les médecins américains, désemparés, sans aucune information ou aide possible, font face à cette épidémie du mieux qu'ils peuvent, mais c'est très difficile (une infirmière sur quatre meurt). Cette épidémie, à son apogée de puissance aux États-Unis, y sème le chaos, le désarroi, et surtout la mort ; l'Europe compte ses premiers morts dans les rangs des militaires alliés. Avec son arrivée en Europe, ce virus devient international.

Suivant la même évolution qu'aux États-Unis, la maladie, partant du nord-est de la France, conquiert bien vite l'ensemble ●●●



Lors de l'épidémie de grippe, à Seattle, le poinçonneur du bus ne laisse monter que les passagers munis de masques.
Photo Archives américaines.

●●● des insalubres tranchées alliées ainsi que le territoire français et, par les mouvements de troupes britanniques, la Grande-Bretagne.

Vers le 15 octobre, l'épidémie atteint, en France puis en Angleterre, une importance considérable. Avec une à deux semaines de décalage, l'Espagne, l'Italie, l'Allemagne et l'ensemble des pays limitrophes comptent leurs premiers morts. De là, l'Europe étant à l'époque le centre colonisateur du monde, des bateaux, avec à leur bord des marins grippés, partent vers l'Afrique, l'Amérique du Sud, les Indes et la Chine, ainsi que vers l'Océanie. Ces marins colportant vers ces terres alors encore épargnées un virus épidémique, l'épidémie devient mondiale.

Fin octobre et début novembre, d'abord en France et Grande-Bretagne, ensuite dans l'Europe entière durant le mois de novembre 1918, l'épidémie prend les mêmes proportions qu'aux États-Unis. Pire : les populations européennes, affaiblies par quatre ans de guerre et de pénuries, subissent des pertes plus grandes encore que celles des États-Unis. La France, à elle seule, subit quasiment autant de pertes que l'ensemble des États-Unis. Des villes entières sont paralysées, autant par la maladie que par sa crainte. Aux États-Unis, l'épidémie perd enfin de sa force, après deux mois en moyenne de sévices : septembre, le mois de la propagation, et octobre, le mois des morts.

En Europe, pour la France et la Grande-Bretagne, le mois de la propagation ayant été octobre (avec également un grand nombre de morts), c'est principalement le mois de novembre, en raison des infrastructures sanitaires débordées, qui voit les plus grandes vagues de morts. Pour les autres pays d'Europe, la période de propagation de la maladie s'étend de mi-octobre à mi-novembre, celle des morts, de mi-novembre à mi-décembre.

Parmi les comptoirs et colonies européennes, seule l'Australie est en mesure d'appliquer une quarantaine rigoureuse. Pour les autres, l'épidémie est inévitable. Les Européens débarquent, amenant avec eux le mortel virus. À partir de début novembre 1918, le virus se répand très vite dans toute l'Afrique, l'Amérique latine, les Indes et la Chine, ainsi que dans l'Océanie. Le pourcentage de grippés dans les populations locales oscillant entre 30 et 80 % de contaminés, parmi lesquels de 1 à 20 % de cas mortels. L'épidémie, là aussi, passe en deux mois sur une région, elle cesse donc son activité vers début janvier 1919, avec un pic de mortalité en décembre 1918.

L'Inde, à elle seule, aurait eu 6 millions de morts, la Chine tout autant.

Après deux mois d'accalmie, de décembre 1918 à janvier 1919, la pandémie semble définitivement achevée. Pourtant, 1919 voit étrangement une recrudescence importante du nombre de cas de grippe espagnole. Cette nouvelle « vague », par chance, n'est que mineure, l'ensemble des individus déjà atteints lors de la précédente présentant désormais une immunité et ne pouvant donc colporter le virus. Cette vague pandémique, qui balaie elle aussi la planète entière, se contente d'enclencher des foyers épidémiques localisés un peu partout sur terre, notamment dans les régions épargnées jusqu'alors, telle que l'Australie, qui n'échappe pas cette fois à la pandémie.

C'est donc sur l'ensemble des continents humainement habités que le virus de la grippe de 1918-1919, dite espagnole, sema son lot de morts, signant définitivement son caractère pandémique.

Caractéristiques du virus

La progression du virus est foudroyante : des foyers d'infection sont localisés dans plusieurs pays et continents à la fois en moins de 3 mois, et de part et d'autre des États-Unis en sept jours à peine. Localement, deux voire trois vagues se sont succédé, qui semblent liées au développement des transports par bateau et rail notamment, et plus particulièrement au transport de troupes.

Les décès sont essentiellement de jeunes adultes, ce qui peut surprendre : c'est habituellement la génération la plus résistante aux grippes. Ceci a d'abord été expliqué par le fait que cette tranche d'âge (notamment pour des raisons professionnelles ou de guerre) se déplace le plus ou vit dans des endroits où elle côtoie de nombreuses personnes (ateliers, casernes...). La multiplicité des contacts accroît évidemment le risque d'être contaminé. L'atteinte préférentielle d'adultes jeunes pourrait peut-être aussi s'expliquer par une relative immunisation des personnes plus âgées ayant été contaminées auparavant par un virus proche.

Cette grippe se caractérise d'abord par une très forte contagiosité : une personne sur deux est contaminée. Ensuite, on note une incubation de 2 à 3 jours, suivie de 3 à 5 jours de symptômes : fièvre, affaiblissement des défenses immunitaires, qui finalement permet l'apparition de complications normalement bénignes, mais ici mortelles dans 3 % des cas, soit 20 fois plus que les grippes « normales ». Sans antibiotiques, ces complications ne purent pas être freinées.

Les caractéristiques génétiques du virus de 1918 ont pu être établies grâce à la conservation de tissus prélevés au cours d'autopsies récentes sur des cadavres inuits et norvégiens conservés dans le pergélisol (sol gelé des pays nordiques). Ce virus est une grippe H1N1.

Du fait, sans doute, de la priorité militaire de l'époque, et malgré la virulence de cette pandémie mondiale, aucune étude scientifique approfondie ne fut entreprise. Seuls, çà et là, des médecins isolés écrivirent de petits traités exposant les symptômes constatés, des statistiques de contamination ou de taux de mortalité.

On a cependant constaté que la pandémie de 1918-1919 fut essentiellement caractérisée par trois faits :

- Un taux de mortalité induit (ce n'est pas la grippe qui tue directement) effrayant, avec une moyenne d'environ 3 % du milliard de grippés de l'ensemble de la planète.
- Une morbidité extrêmement élevée, c'est-à-dire un très grand nombre de cas, estimée à 50 à 70 % de la population mondiale atteinte. Ceci s'expliquant par le fait qu'il s'agissait d'un virus grippal de type nouveau vis-à-vis duquel la population ne possédait aucune immunité.
- Une courbe de mortalité tout à fait anormale, avec un pic sur les 20-40 ans, notamment aux alentours de 30 ans.

Dans l'ensemble, ce n'est pas la grippe en elle-même, mais les complications pulmonaires qui la suivirent qui furent ainsi la cause principale des cas mortels. Avec les grippes précédentes, seuls 1 % des grippés présentaient des complications pulmonaires plus ou moins graves, et parmi ceux-ci, seuls 1 % des cas étaient mortels. Avec cette vague de grippe espagnole, ce sont près de 15 à 30 % des grippés qui présentèrent des complications pulmonaires, et environ 10 % de ces cas eurent une issue fatale.

Ainsi, sur une population mondiale estimée à l'époque à environ 1,9 milliard d'individus, l'ensemble des estimations évaluent à plus d'un milliard le nombre de personnes atteintes par ce virus, sans distinction de continent, d'ethnie ou de niveau technologique de civilisation. Au contraire, bien que le taux de mortalité fût plus élevé chez les tribus primitives en raison de l'absence de soins, ce sont les civilisations urbaines et industrialisées, à fortes concentrations de population, qui furent les plus touchées du fait qu'elles favorisaient la propagation rapide du virus.

Plus précisément, au cours de ces différentes vagues, les États-Unis, premier pays touché, perdirent près de 549 000 citoyens ; la France, modeste pays en comparaison, déplora pourtant près de 408 000 morts, le Royaume-Uni 220 000 « seulement ». De l'Allemagne et de l'Autriche, alors dans le chaos de la défaite, ne ressort aucune étude statistique. Globalement, en Europe occidentale, il y eut sans doute près de 2 à 3 millions de morts. L'Inde et la Chine, comme on l'a vu précédemment, comptèrent chacune environ 6 millions de morts. Le Japon près de 250 000.

Pour les autres pays, tels que les colonies africaines, l'Amérique du Sud et la Russie (alors en pleine refonte communiste), il n'est fait mention nulle part de quelconques statistiques, mais on peut, en fonction des populations de l'époque et de la mortalité moyenne, y estimer le nombre de morts total à près de 6 millions. Probablement plus. On obtient ainsi de 20,5 millions à 21,5 millions de morts dus à cette pandémie.

Les épidémies ont un côté « démocratique », elles tuent assez indistinctement, et la grippe espagnole a tué, elle aussi, un certain nombre de gens célèbres : Guillaume Apollinaire[4], Edmond Rostand[5], Gustave Klimt[6], Egon Schiele[7], Rodrigues Alves, alors président du Brésil, entre autres...

On parle beaucoup ces temps-ci de masques, mais ce n'est pas du tout une invention « moderne », ils ont toujours été utilisés lors des multiples épidémies. Dès le Moyen-Âge, les médecins sont le plus souvent représentés avec un masque, qui devait surtout servir pour se protéger des odeurs car on n'avait alors aucune idée du mode de propagation des maladies. Les masques ont été largement utilisés aux États-Unis au plus gros de l'épidémie, ils étaient obligatoires. En Europe, et en particulier en France, on a l'impression qu'on les utilisait peu, ou alors on ne s'en souvient pas...

Les épidémies de grippe ont toujours existé, et vraisemblablement l'humanité aura à y faire face plus ou moins régulièrement. On sait maintenant que celle de 1918-1919 fut particulièrement grave et meurtrière et il est un peu curieux qu'une épidémie de cette importance ait laissé peu de souvenirs dans l'inconscient populaire, la faute à la guerre probablement.

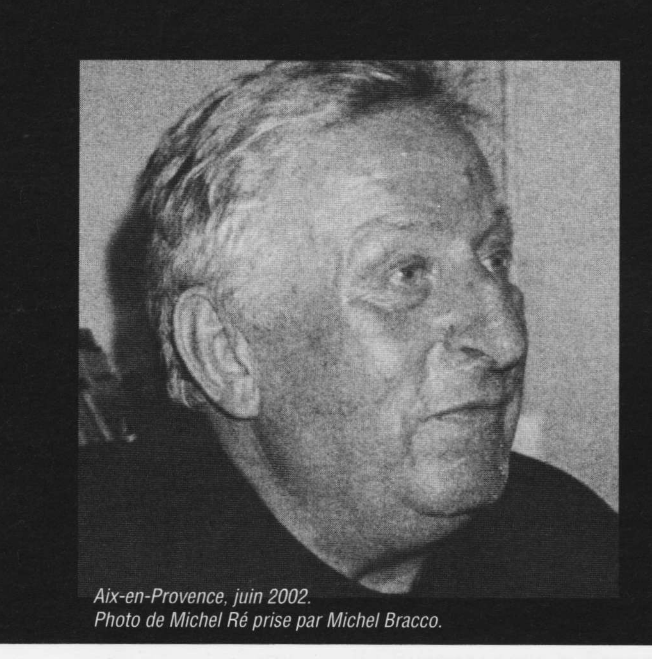
Si cette grippe fut si meurtrière, c'est qu'en Europe au moins, la population était souvent affaiblie par la guerre, mais surtout que sans antibiotique, on ne pouvait pas soigner les complications pulmonaires. Ce n'est plus le cas aujourd'hui, où il est possible de prévoir et de se prémunir (masques, hygiène...) et surtout de soigner efficacement. On peut donc penser que l'actuelle épidémie de grippe, bien que semblable quant au virus responsable, ne se déroulera pas du tout de la même façon que la grippe espagnole. ■

Christiane LE DIOURON

Documentation et photos :
- *La grippe*, Que sais-je n° 978.
- L'Institut Pasteur.
- L'OMS.
- De nombreux sites Internet consacrés aux différentes épidémies et autres catastrophes.

4. Guillaume Apollinaire (1880 - 9 novembre 1918), poète français. Il s'est engagé en 1914, a été gravement blessé à la tête en 1916, il fut trépané et a ensuite travaillé bénévolement jusqu'à la fin de la guerre dans les bureaux militaires.
5. Edmond Rostand (1868-1919), poète et auteur dramatique français, auteur de *Cyrano de Bergerac* et de *L'Aiglon*.
6. Gustave Klimt (1862 - février 1918), peintre autrichien.
7. Egon Schiele (1890 - 1918), peintre autrichien, grand ami de Klimt, mort à 28 ans. Sa femme est décédée également de la grippe espagnole quelques jours avant lui...

RÉPRESSION CONTRE LES RÉFRACTAIRES PENDANT LA GUERRE D'ALGÉRIE
ÉTUDE DE DEUX CAS
DEUXIÈME PARTIE



Aix-en-Provence, juin 2002.
Photo de Michel Ré prise par Michel Bracco.

Michel Ré, soldat du refus

« Les gars de l'OAS ils ont été amnistiés et réhabilités dans leur grade et dans leurs effets. C'est-à-dire qu'ils ont touché leur retraite comme capitaines et comme colonels. Alors que moi, je suis amnistié, mais je ne suis pas réhabilité. »

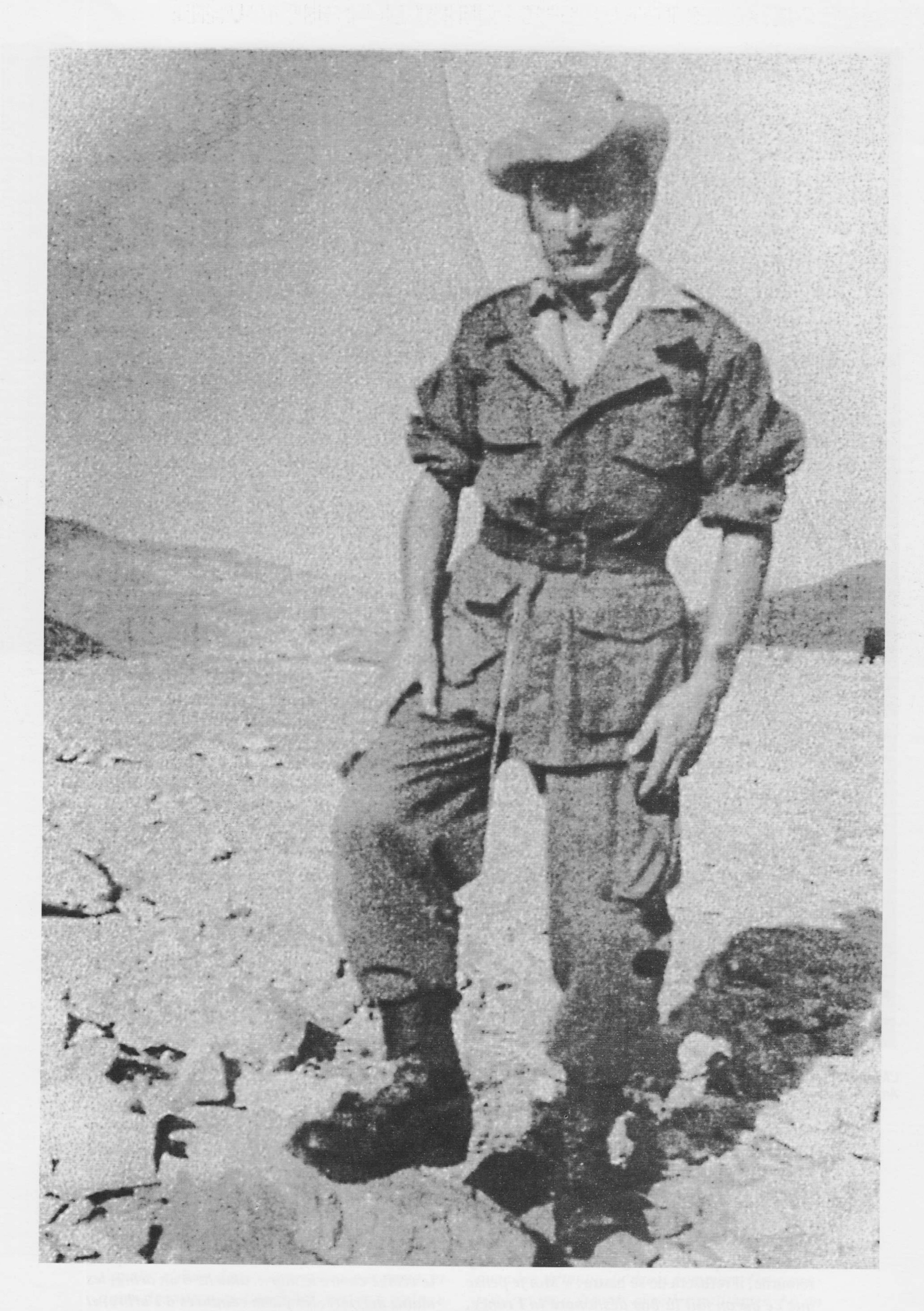
15 septembre 1957, Michel Ré est envoyé en Algérie. Militant des Jeunesses communistes, il refuse d'y retourner après une permission. Il ne veut plus prendre les armes contre un peuple qui lutte pour son indépendance et sa liberté. Condamné, il sera libéré le 15 septembre 1961 après quatre années d'armée dont deux de prison.

Parmi les réfractaires à la guerre d'Algérie (estimés à 3 000), la quarantaine de soldats communistes ayant refusé de porter les armes contre le peuple algérien ne refuse pas la notion de guerre en soi, mais se place en marge de l'armée et en marge de son parti, pour qui tout bon communiste part à la guerre, quelle qu'elle soit, pour y *« travailler de l'intérieur »*.

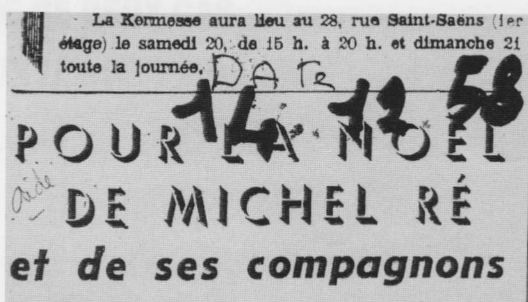
Deux cas se présentent alors : dans le premier, (pour la majorité d'entre eux) ils écrivent de France, au cours d'une permission de détente, pour informer le président de la République qu'ils ne partiront pas en Algérie, et rejoignent leur caserne à la fin de leur permission. Ils sont alors envoyés de force en Algérie ou emprisonnés en France.

Dans le second cas, ils écrivent au président de la République après avoir séjourné en Algérie et participé à des opérations militaires. Ils relèvent alors du tribunal militaire d'Alger, et sont incarcérés en Algérie dans des conditions très éprouvantes. Les refus s'échelonnent de la fin de l'année 1956 au tout début de l'année 1959.

Michel Ré est militant des Jeunesses communistes dans les Bouches-du-Rhône quand il est envoyé en Algérie, le 15 septembre 1957. Il y reste sept mois qui sont déterminants pour sa décision : en opération sur la ligne Morice, non loin du passage obligé des maquisards de la wilaya des Aurès-Nementchas, il est témoin de l'attitude agressive des gradés, du napalm et de la torture.



Avant le refus, mars 1958, Ouenza, Algérie.



La Kermesse aura lieu au 28, rue Saint-Saëns (1er étage) le samedi 20, de 15 h. à 20 h. et dimanche 21 toute la journée.

DATE 14.12.58

POUR LA NOEL DE MICHEL RÉ et de ses compagnons

POUR avoir préconisé la négociation avec ceux contre qui on se bat en Algérie, des jeunes soldats français sont en prison.

En ces jours de préparation des fêtes de Noel, plus que jamais, nos pensées vont vers ceux qui sont le courage, l'abnégation personnifiés. Loin de leurs familes, de leurs amis, ils risquent de passer les fêtes seuls entre quatre murs d'une prison d'Algérie ou de France.



Notre devoir à tous est de demander le retour en France de tous les soldats emprisonnés et leur mise en liberté.

Ils ne refusent pas de faire leur service militaire et de servir leur pays, mais ils refusent d'être en désaccord avec leur conscience en participant à une guerre dont les intérêts sont incompatibles avec ceux de la jeunesse et de la France.

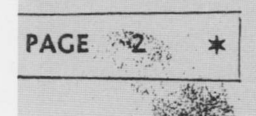
Pour demander leur libération, écrire au Ministre des Forces armées, 14, rue St-Dominique à Paris.

Il faut que ces jeunes sentent autour d'eux la chaude sympathie des jeunes et de tous les braves gens. Notre devoir à tous est de leur manifester notre solidarité par des lettres, des mandats, des colis, des télégrammes.

Pour toute correspondance à Michel RE (jeune ouvrier de Sénas B.-du-Rh.) s'adresser à RE SISTO MICHEL, 2e C. S. T. 5me division, Prison Civile de Constantine, Algérie (affranchir à 20 francs, les emprisonnés n'ayant pas droit à la F. M.).

Que dans les jours qui viennent un élan nouveau soit donné pour la libération de ceux qui sont la fierté de la jeunesse et ont le tort d'avoir raison avant les autres.

Exigeons leur libération. Exigeons la négociation en Algérie.



PAGE 2 *

FRAISSINET

(Suite de la première page)

à la condition que la victoire militaire soit possible, elle risque... lion.

— Vous êtes ... *réplique Fraissinet*, le général ne leur a-t-il pas proposé la négociation ? Ne leur a-t-il pas conseillé d'arborer le drapeau blanc ? Croyez-vous que si les Algériens renonçaient à leur droit à l'indépendance, croyez-vous que je m'opposerais à la négociation ?

— Je vous arrête *enchaîne Defferre*, vous me rendrez cette justice que toujours je me suis opposé à la reconnaissance du droit à l'indépendance pour le peuple algérien.

Cette conversation imaginée n'est pas inventée. Les positions des deux directeurs des quotidiens colonialistes marseillais sont celles-là mêmes publiées à maintes reprises dans leur journal respectif. D'accord sur le double but : intégrer le pétrole et refuser l'indépendance, Defferre et Fraissinet divergent sur les moyens et méthodes pour parvenir au même but.

Le véritable problème humain

Si le chef de gouvernement veut d'abord régler le problème humain, qu'attend-il pour accepter les offres incessantes de négociation formulées par les porte-paroles qualifiés du peuple algérien en lutte ? Qu'attend-il pour reconnaître aux Algériens ne serait-

bulletin de l'Avant-Garde

L'Avant-Garde. *Bulletin des Jeunesses communistes. Archives personnelles de Michel Ré. 14 décembre 1958.*

LE TEMPS DU REFUS

En France

Du 30 mars au 18 avril 1958, il est en permission à Sénas. Lors d'une manifestation des Jeunesses communistes, il annonce qu'il ne retournera plus en Algérie, ou que s'il y retourne, il refusera de se battre : *« Moi je pense que ce qu'on fait là-bas déshonore la France, et que le devoir d'un soldat français, c'est de servir l'armée française, bien entendu, mais en aucun cas de torturer, de massacrer, et surtout pas de faire la guerre au peuple algérien qui se bat pour son indépendance. »* Cinq de ses camarades ont déjà refusé. À l'issue de sa permission, aidé du secrétaire départemental des Bouches-du-Rhône de l'UJCF, (Union des jeunes communistes français), il écrit au président de la République, expliquant que dans un des préambules de la Constitution française, *« il est dit que la République française ne prendra jamais les armes contre un peuple qui lutte pour son indépendance et sa liberté dans un but de conquête. »* Son acte relève alors du refus d'obéissance.

Lois et sévices avant et après le départ

Les actes de désobéissance (insoumission pour non-présentation, refus d'obéissance, désertion) sont définis dans le code de la justice militaire, instauré par la loi du 9 mars 1928, modifié par la loi du 4 mars 1932, encore en vigueur pendant la guerre d'Algérie.

Le refus d'obéissance concerne *« tout militaire qui refuse d'obéir et qui, hors cas de force majeure, n'exécute pas les ordres reçus »* (loi du 9 mars 1928, article 205). Il est puni d'une peine de une à deux années d'emprisonnement, renouvelable autant de fois que le soldat refuse de porter les armes ou d'obéir aux ordres. Après le refus en France, le soldat fait généralement soixante jours de prison régimentaire. S'il maintient son refus, il comparaît devant le tribunal militaire, en France ou après avoir été envoyé de force en Algérie, qui le condamne en général à deux ans d'emprisonnement.

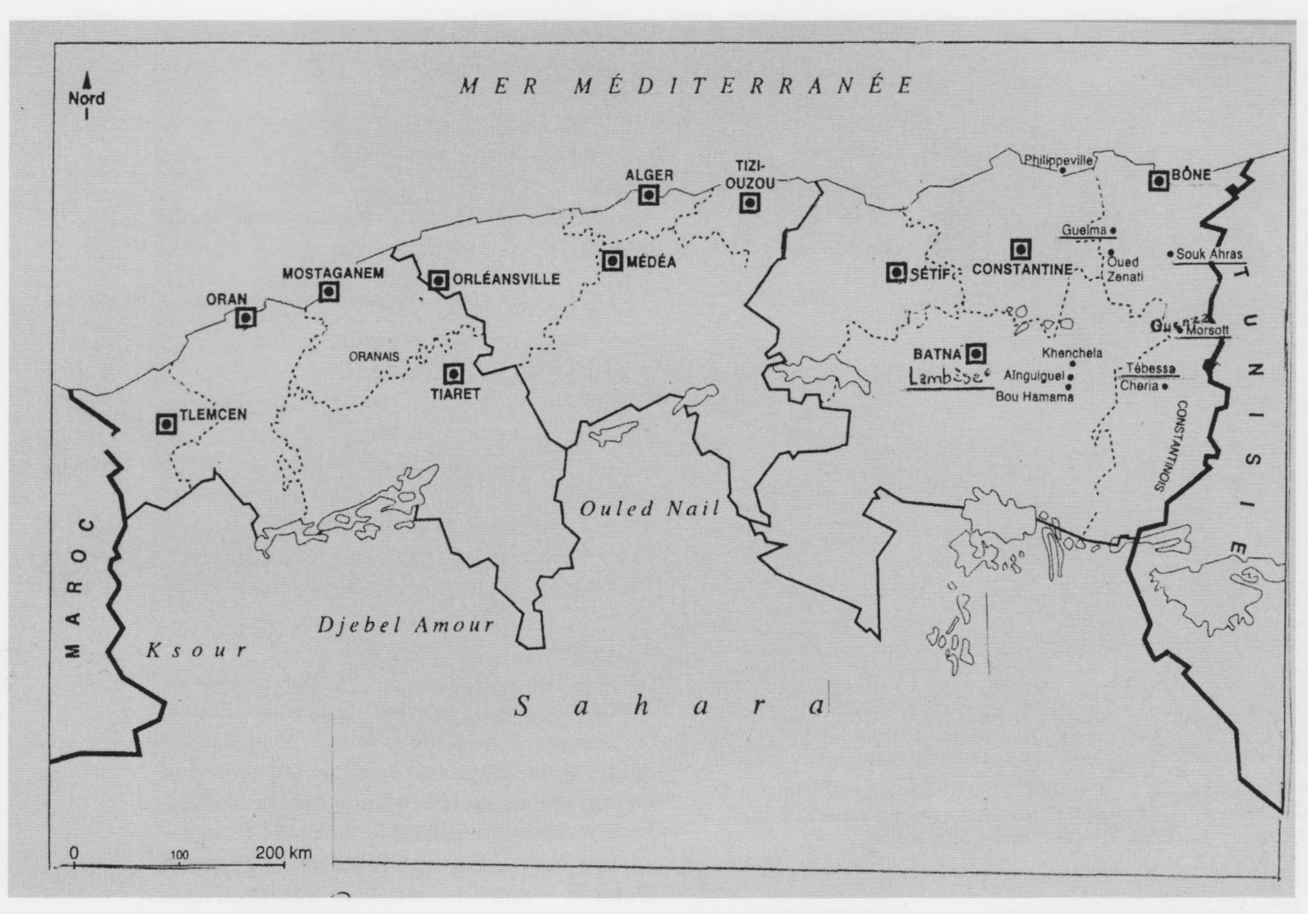
Au terme de sa peine, il doit effectuer la totalité ou le reste du temps de service (intervention de Tramor Quemeneur au colloque scientifique d'histoire militaire organisé par Jean-Charles Jauffret à Montpellier en mai 2000, publié aux éditions Complexes, Bruxelles, 2001).

LE TEMPS DE LA PUNITION

Du 18 avril 1958 au 21 avril 1960

En Algérie (mais n'est-ce pas la France ?)

Le 18 avril, Michel Ré est de nouveau en Algérie, estimant que s'il désertait, cela n'aurait pas de sens, mais que s'il se présentait en Algérie devant le capitaine en disant : *« Je refuse de prendre les armes »* là, ça prendrait un sens politique. Commence alors une longue série de graves sévices physiques et d'humiliations dans diverses prisons, entre autres : *« enfermé toute la nuit dans un tout petit placard où on ne pouvait rester ni assis, ni debout, ni couché... interdit de drapeau le visage contre le mur... attaché à un arbre, les mains derrière, les pieds ceinturés à l'arbre, et des chaînes aux pieds et aux mains »...*



Parcours de Michel Ré du 17 septembre 1957 au 16 novembre 1960 en Algérie (souligné sur la carte).

Le 29 août 1958, Le tribunal militaire de Constantine le condamne à deux ans de prison, à partir de la date de son refus.

Jusqu'au 8 décembre, il reste à la prison civile de Constantine.

Au bagne de Lambèse, du 8 décembre 1958 à fin avril 1959

Le 8 décembre, il est expédié au bagne de Lambèse, au pied des Aurès, avec trois de ses camarades. Dans son ouvrage *Algérie, récit anachronique* (éditions Bouchène, St Denis, 1998), Daniel Timsit témoigne : *« La situation s'est dégradée en automne 1957... Régime de famine, fièvre typhoïde, une bonne centaine de personnes sont mortes à Lambèse. Mortes... Nous maigrissions à vue d'œil. Il n'y avait plus de cantine. La nourriture était infecte... Pour vous dire, "Sanglier" était le surnom du prévôt du quartier pénitencier. Il a tué des gens de ses propres mains. »*

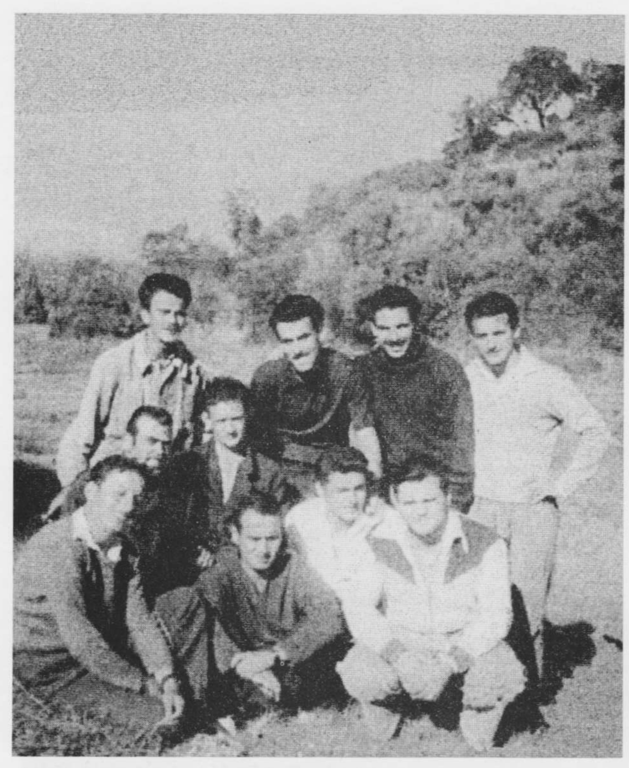
Michel Ré se souvient : *« On l'appelait Sanglier. Un bonhomme qui faisait un mètre quatre-vingt, rien que du muscle. À force de cogner il m'avait envoyé dans les pommes. Je me suis réveillé en cellule. Tout ce que j'avais, c'était deux couvertures par terre, et deux dessus – et Lambèse, c'est à quinze cents mètres d'altitude. »*

À l'automne 1958, le garde des Sceaux Edmond Michelet envoie une commission d'enquête dirigée par Simone Veil, *« celle qui était dans les camps de concentration, qui était avec de Gaulle. Elle a dit au directeur :* "Je veux voir les quatre détenus français. Vous les sortez et moi, un par un, je vais les interroger."» *« Je me souviens,* écrit Timsit qui bénéficie aussi de cette mesure, *elle m'a fait sortir des rangs et elle m'a demandé :* "Comment ça se passe ici ?"... *Je lui ai raconté les gens qui étaient morts à l'isolement, je lui ai raconté dans quelles conditions nous vivions. À mon avis, c'est la commission de sauvegarde qui a dû nous aider... »* C'est ainsi qu'ils sont renvoyés en France.

En France. À la prison des Baumettes, à Marseille, du 1er mai 1959 à novembre 1959 (en transit par la prison de Constantine, puis par celle de Maison Carrée à Alger)

La Ve République s'est installée dans un climat d'opposition à la guerre d'Algérie.

« Je suis arrivé le 1er mai aux Baumettes. Le Secours Populaire a fait une fête, pour essayer de nous faire libérer. On nous a d'abord mis avec les détenus de droit commun. On a protesté, et on a été mis avec les politiques. Là on a pu organiser des manifestations, des ●●●



À Casabianda, Corse, fin 1959, début 1960. Avec les camarades du refus. À partir du haut à gauche : Néhou, Guyot, Liechti, Alexandre, Randa, Michau, Ré, Bleiveis, Dauvergne, François. Sanson prend la photo.

●●● *animations théâtrales dans l'après-midi. On a même fait une grève de la faim contre les tortures et les sévices qu'on faisait dans les prisons de Rennes. Aux Baumettes, on y est restés jusqu'au mois de novembre. Au mois de septembre on nous a proposé de partir en Corse, et on a refusé. Mais au mois de novembre ils ont relancé la demande et alors là on a fini par accepter, parce qu'on a su que c'était Edmond Michelet qui l'avait demandé pour nous regrouper... »*

En Corse, de novembre 1959 au 21 avril 1960

« En Corse on était en semi-liberté... Le samedi et le dimanche on pouvait se promener, aller pêcher, on le voit sur les photos. On avait deux jours de repos et en plus on montait un galon, mais il fallait travailler, c'était quand même pas un endroit de loisir. Là je me suis fiancé, j'ai pu recevoir mon père... On avait même des contacts avec la fédération du PCF à l'époque. Alors on discutait des événements, on nous portait des journaux, du ravitaillement, c'était encourageant parce qu'on ne se sentait plus seul. »

Quand, à force de lutter à l'intérieur de la prison, la dureté de la détention n'est pas à l'extrême, et que les soldats peuvent obtenir des droits politiques, la vie s'organise. Elle est ponctuée de solidarité, de discussions, et d'une très fertile activité intellectuelle et d'étude. Ainsi en va-t-il à la prison des Baumettes, à Fresnes, à Nîmes, ou au camp de Casabianda en Corse.

Le 21 avril 1960, sa punition est terminée. Il lui reste à terminer son temps d'armée... – on le renvoie en Algérie.

Du 21 avril au 23 juin 1960, il est en caserne à Montpellier, puis il est renvoyé en Algérie comme instructeur, *« pour soi-disant éduquer les fellaghas »*. Il continue à s'insurger, en leur faisant connaître son action. L'armée le verse alors dans la musique batterie.

De retour en France le 16 novembre 1960, il se marie et prend toutes les permissions qui lui restent à Sénas, puis il est muté à Draguignan le 26 avril 1961. Pendant cinq mois, il exerce le travail de jardinier du colonel.

Le 15 septembre, il est libéré. Il a fait quatre ans d'armée, dont deux ans de prison.

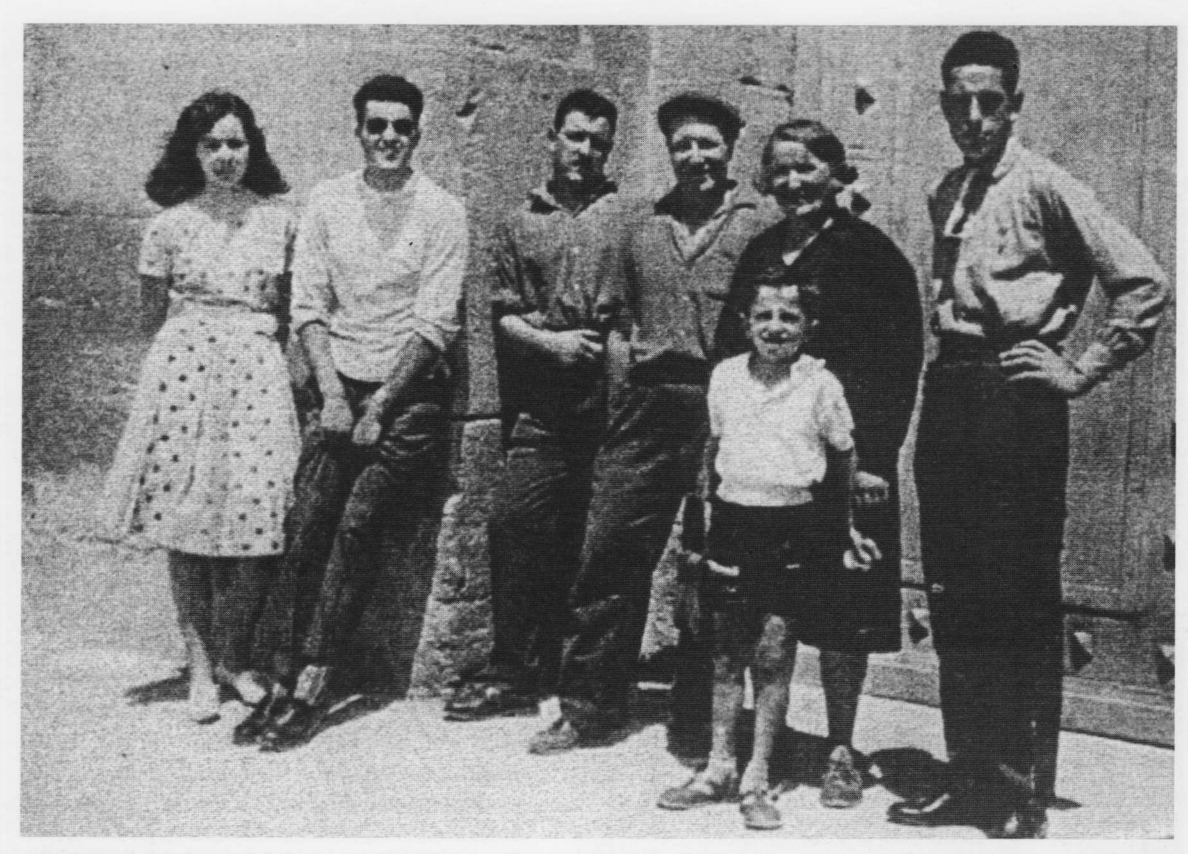
Soutiens et réticences

Pendant un an, seul le Secours Populaire assure le soutien financier des détenus, et paie les avocats. Il effectue en outre jusqu'à la fin des refus un important travail de médiatisation pour le soutien ou la libération des prisonniers. Le Comité international de la Croix-Rouge – agence centrale des prisonniers de guerre à Genève – apporte son aide aux familles. Localement, l'aide se structure aussi, non sans représailles : une pétition est lancée *« pour l'acquittement de Marcel Tassy, secrétaire départemental des Bouches du Rhône de l'Union des jeunesses communistes de France, qui doit comparaître le 3 octobre 1959 devant la 7ᵉ Chambre correctionnelle, inculpé de* "provocation de militaires à la désobéissance"*, pour une circulaire intérieure à l'UJCF qui faisait connaître la vie du jeune cultivateur de Sénas Michel Ré, emprisonné pour avoir refusé de faire la guerre au peuple algérien »* (*L'Avant-Garde*, mensuel des JC, archives privées de M Ré).

Le Parti communiste

L'effort des soldats sera arrimé aux réactions de leur famille et du PCF, qui sortira tardivement de sa tiédeur face à une action qu'il réprouve.

Vers le milieu de l'année 1957, le PC soutient verbalement ses militants. Entre septembre 1957 et janvier 58, il prend publiquement la décision d'inciter ses militants au refus, *« dans l'intérêt de la France »*, formule que l'on retrouve dans les lettres de certains appelés qui refusent à cette période. Le PC manifestera alors une solidarité active, luttant notamment pour la libération de ses jeunes, mais sans remettre en cause l'attitude fondamentale des communistes sur le problème de l'armée et de la guerre, et tout en souhaitant que leurs actes restent isolés.



Devant la prison des Baumettes, juin 1959. Les parents de Michel et ses frères.

Les jeunes communistes ne laissent pas d'être déconcertés par l'ambiguïté de leurs dirigeants. Michel Ré se dit encore aujourd'hui mal à l'aise devant l'accord de son parti au vote des pouvoirs spéciaux en 1956. En 1960, Maurice Thorez réaffirme que, sur les principes définis par Lénine, « *le soldat communiste part à toute guerre, même à une guerre réactionnaire, pour y poursuivre la lutte contre la guerre. Il travaille là où il est placé...* ». Mais devant le soutien sans faille des familles et des militants de base, Léon Feix, spécialiste des questions coloniales puis d'Outre-Mer au Bureau politique, finit par affirmer que « *c'est l'honneur du Parti communiste d'avoir formé de tels hommes.* »

La famille face au refus

« Mon père était un immigré italien antifasciste. Il est venu à Sénas en 1927, et il s'est installé comme agriculteur. Quand j'avais six ou sept ans, il m'a emmené en Italie. J'ai rencontré des maquisards que mon père avait amenés au Pertus où on habitait. Ils ont été trahis par un gars qui est descendu dans la nuit à la Kommandantur, et le lendemain matin il était là avec les Allemands. Un massacre horrible, treize morts, dix maquisards. C'est ce qui m'a amené à refuser de me battre en Algérie, à prendre le problème en conscience. Je dois dire que cette décision n'avait pas fait plaisir à mes parents : comme moi je refusais de servir la France, dans leur tête ils allaient être expulsés. »

Au bout du compte... la guerre !

Au terme de leur emprisonnement, les soldats du refus ont finalement regagné l'Algérie, frappés de découragement devant l'ampleur de l'effort à fournir, tant physique que psychique, pour assumer leur choix jusqu'au bout. Ceux qui appartenaient au Parti communiste ont espéré agir positivement au sein de l'armée, conformément aux directives du parti. Il n'en reste pas moins qu'ils ont été dissous dans le fracas de la guerre.

Seul le fait que « *l'Algérie c'était la France* », et que la France n'était pas considérée comme étant en état de guerre a sauvé ces soldats du peloton d'exécution.

Conséquences au refus

De petit boulot en petit boulot

« Quand je suis sorti de prison, j'ai travaillé un peu puis je me suis inscrit à la main-d'œuvre, parce que je n'arrivais pas à trouver du boulot. Je ne pouvais pas rentrer dans une administration, par ici dans les petits pays comme ça, les choses se savent. J'avais été d'abord un certain temps démarcheur de journal au sein du PCF.

Je n'avais pas non plus le droit de rentrer dans l'administration, parce que j'avais perdu mes droits civiques. J'ai vadrouillé comme ouvrier agricole. Après 68, j'ai commencé à nettoyer des arbres à droite à gauche, j'ai été pompiste un petit moment en 70, et puis je me suis déclaré paysan. Je l'ai été une dizaine d'années. ●●●



Dans le bled comme « instructeur », août 1960. Avec des enfants orphelins de parents tués par l'armée française.



IX • RÉGION

NOTA. — Cette pièce, en cas de perte, ne peut être remplacée par duplicata.

Modèle n° 8
Art. 37 du règlement
Format : 21 × 27

Désignation du corps ou service CENTRE D'INSTRUCTION DU 19° R.A.

CERTIFICAT
DE BONNE CONDUITE

Le (1) Chef d'Escadron SEITZ
commandant provisoirement le Centre d'Instruction du 19°RA
certifie que le (2) 2e Classe RE [illegible] Michel

né le 16 Février 1937, à Salon de Provence,
département des Bouches du Rhône,
a tenu une bonne conduite pendant tout le temps qu'il est resté sous les drapeaux et qu'il a constamment servi avec honneur et fidélité.

A Draguignan, le 22 Aout 1961.

Signature et cachet du chef de corps (ou de service).

(1) Grade et nom du chef de corps ou de service.
(2) Grade, nom et prénoms et numéro d'incorporation du militaire.

Curieusement, l'armée décerne tout de même un certificat de bonne conduite à Michel Ré quand il est libéré.

●●● *Après j'ai monté avec mon père une entreprise de purgeage de ruisseaux, pour subvenir à mes besoins, j'avais un fils qui avait quatorze ans à l'époque. Puis j'ai repris comme ouvrier agricole : tailler, greffer... Je faisais plusieurs patrons qui me déclaraient le temps que je faisais chez eux. Et j'ai pris ma retraite. »*

Les droits civiques

La loi du 17 juin 1966 s'appliquait aux faits de désertion et d'insoumission, si les condamnations étaient inférieures à dix ans – ou si les acteurs étaient déjà libres – pour actions commises avant le 3 juillet 1962. L'amnistie générale de 1968 s'accompagnait d'un non-lieu de la justice militaire pour toutes les infractions commises par des militaires servant en Algérie pendant la période de la guerre. Mais elle ne couvrait les peines de prison que si les amendes étaient réglées, et il fallait aussi payer les frais de justice.

« De mon refus, il en est resté que quand je suis sorti en 61, on m'a enlevé le droit de vote. J'avais fait vingt-huit mois d'armée, plus vingt-quatre mois de prison. Cinquante-deux mois au total ! Mes droits civiques, je les ai retrouvés juste en 68. Quand mon père a demandé sa naturalisation, on la lui a refusée parce que j'avais refusé de me battre en Algérie. Mon père n'a jamais été naturalisé. Il est toujours italien. »

Réhabilitation

La loi du 16 juillet 1974 (Valéry Giscard-d'Estaing est alors président de la République) efface encore toutes les condamnations prononcées pendant ou après la guerre d'Algérie. Les amnistiés récupèrent leurs droits à pensions et les grades civils et militaires qu'ils avaient avant les faits. En 1982, avec l'arrivée de la gauche et de François Mitterrand à la présidence de la République, un projet de loi prévoit la réintégration dans le cadre de réserve de huit généraux putschistes d'avril 1961. L'amnistie s'assortit de la réhabilitation, et les putschistes réintègrent l'armée française en novembre 1982.

Les effets sur la retraite

Michel Ré considère les faits avec amertume : *« Les gars de l'OAS, ils ont été amnistiés et réhabilités dans leur grade et dans leurs effets. C'est-à-dire qu'ils ont touché leur retraite comme capitaines et comme colonels. Alors que moi, je suis amnistié, mais je ne suis pas réhabilité.*

De 1953 à 1963, la MSA (la Mutuelle sociale agricole) ne m'a rien payé du tout. Elle m'a donné un trimestre par ci, un trimestre par là. Les deux ans de prison ayant été amnistiés, on aurait dû me payer entièrement comme ouvrier agricole. Ces deux ans, je les ai passés en plus de l'armée, on me les devait donc. Admettons qu'ils ne me paient pas les dix-huit mois de durée légale où j'étais soldat, mais après on devrait me payer tout le reste ! »

Résonances actuelles, ou répression par l'oubli

Interview de Patrick Ré, fils de Michel

« Mon père a connu l'Italie sous le fascisme. C'est peut-être pour ça qu'il a refusé, il savait ce que c'est que la guerre. Moi je n'ai jamais su ce que c'était, peut-être que j'y serais allé comme

tous les soldats. Mais pourquoi lui, il a refusé, c'est sûr que j'ai compris. Beaucoup de gens étaient d'accord avec son refus, d'autres ne comprenaient pas, tout simplement. Mais des gens vraiment contre, je n'en ai jamais connu. Actuellement? Il y a beaucoup de Maghrébins ici dans le village, et il y a une forme de racisme. Moi j'ai grandi avec. Certains sont venus tout de suite après la guerre et d'autres y étaient déjà. Pour eux, c'était bien que des soldats aient refusé de prendre les armes à la guerre d'Algérie : c'était une guerre qui n'avait pas lieu d'être, ce n'était pas leur histoire.

On n'a pas suffisamment parlé du problème des réfractaires. C'est vrai que depuis quelque temps on voit une petite émission sur le sujet, c'est rare. Moi j'en parlerai à ma fille, je lui raconterai la vie de mon père, c'est normal. »



Dans le bled avec une petite fille de 5 ans pesant 7 kg !

Nouvelles recherches : cinquante ans après le refus de Michel Ré

La municipalité de Sénas

En décembre 2006, je me suis rendue à Sénas pour y consulter les archives municipales sur la guerre d'Algérie. À l'époque, c'est une petite ville d'environ 2 500 habitants. Sur toute la période de la guerre, seulement trois séances du conseil municipal y font référence : deux demandes de sursis d'incorporation, datées, l'une, du 15 novembre 1955, justifiant qu'un frère est actuellement retenu sous les drapeaux (article 22 de la loi du 31 mars 1928 sur le recrutement de l'armée), l'autre, du 15 janvier 1960, pour poursuite d'études à la faculté de médecine de Marseille.

La troisième séance datée du 27 mai 1958 concerne une proposition de vote en vue d'adresser à M. le Président du Conseil, au nom du conseil municipal et de la population de Sénas, une motion lui demandant « *instamment de mettre fin le plus rapidement possible et dans la légalité républicaine aux troubles qui mettent la Nation et la vie économique du Pays en péril* » et assurant être « *de tout cœur avec le gouvernement dans nos modestes moyens pour œuvrer dans cette voie afin d'assainir une situation ardue mais non insoluble, pour que nos Soldats d'Algérie puissent rentrer dans leurs foyers, leur temps légal accompli.* » Le conseil adopte cette motion à l'unanimité.

En revanche il n'apparaît rien sur les grands événements qui jalonnent la guerre, comme les barricades à Alger en janvier 1960, le référendum de décembre, le putsch d'Alger en avril 1961, le 17 octobre 1961 à Paris, ou le cessez-le-feu de mars 1962… Et rien sur Michel Ré !

J'ai alors interrogé trois personnes. L'une d'elles est qualifiée d' « *historien de la mémoire de Sénas* ». Selon elle, « *Il n'y a pas eu de résonance à la guerre d'Algérie à Sénas. Dans les têtes ce n'était pas une guerre. C'est donc normal que rien (ou presque) n'ait été consigné dans les délibérations des conseils municipaux. Ce n'était pas un silence intentionnel. Les parents de Michel Ré, qualifiés de* "clandestins arrivés dans les années 20, qui n'ont pas pris la nationalité française", *n'ont pas vraiment gagné l'estime de cette petite ville conformiste. À l'époque de la guerre d'Algérie, le PC à Sénas n'est pas en odeur de sainteté. Il comptait parmi ses membres des gens qu'on n'aimait pas trop. Pendant la guerre d'Algérie, Michel Ré était militant des Jeunesses communistes. À ce titre, la campagne menée pour sa libération a été faite par la cellule locale du PC, et dans l'esprit de la population, c'était une campagne partisane et propagandiste.*

Dans l'esprit de la population, ceux qui partaient pendant "les événements", c'était pour accomplir le service militaire républicain, pas pour une guerre. En AFN il y avait un ordre à maintenir, assurer la protection et la sécurité de la population pied-noir. C'est devenu choquant quand ça s'est éternisé, vers 58-59. Le frère de Michel, lui, a fait la guerre d'Algérie, volontaire dans la Légion étrangère.

Une sorte de fracture, un clivage sont apparus au village comme pour une campagne partisane. Se porter en force pour défendre Michel Ré serait apparu comme une prise de position politique. À l'époque la mairie était SFIO, assez attentiste, conformiste, respectueuse du pouvoir en place, et soucieuse de ne pas s'en éloigner. Elle avait approuvé le 13 mai 1958. Le village était politiquement habité par trois présences : le PC, qui ne jouissait pas de la sympathie de la majorité de la population ; les socialisants ; la droite, représentée au conseil municipal.

Actuellement, ses représentants, s'ils sont vivants, n'accepteraient sûrement pas de parler : la guerre d'Algérie apparaissait comme ●●●



Avec Mauricette, après la libération. Montpellier, 1960.

●●● *une opération de maintien de l'ordre, nécessaire, de tradition nationale, coloniale. On ne peut pas reprocher cette attitude aux Sénassais, qui estimaient que la politique d'envoi du contingent se faisait légalement, par des élus de gauche. Le PC avait lui-même voté en 1956 l'envoi du contingent (sans parler des pouvoirs spéciaux). Il fallait obéir aux lois, partir était une obligation. Être réfractaire était une aventure déstabilisante. »*

Le fils d'un ancien conseiller municipal m'a donné aussi son point de vue. Il était lui-même sympathisant communiste :

« À propos de Michel Ré, il n'y a pas eu de grosses polémiques à Sénas. Sur toute la durée de la guerre, nous avons été 80 à 100 à partir en Algérie. Seule une dizaine de soldats a compris l'action de Michel Ré. Dans l'opinion des autres, ceux qui refusaient étaient considérés comme des traîtres.

Il n'y a pas eu de documents écrits à ce sujet, mais La Marseillaise *a expliqué son geste. Le village, par contre, l'a ignoré. Il l'a au contraire marginalisé. À Sénas, les gens ont voulu oublier ; ça a évolué de façon contraire : on serait prêt à repartir pour coloniser l'Algérie. Maintenant, avec le racisme, certains seraient du côté de l'OAS. Les propos actuels de Massu sur la torture en Algérie, ils ont été quatre ou cinq à les approuver, les autres disaient que c'étaient des inventions. Et certains osent dire que si à l'époque on nous avait débarrassés complètement des Arabes, on n'aurait plus de soucis. Même la FNACA (Fédération nationale des anciens combattants) a minimisé les propos de Massu. On peut faire la comparaison avec une sorte de révisionnisme, comme pour la Seconde Guerre mondiale. »*

Christiane Marcy connaît la famille Ré depuis longtemps, ils étaient voisins à l'époque de la guerre, leur ferme était relativement proche de sa maison. Elle était jeune quand Michel Ré a refusé. *« Ceux qui sont partis n'étaient pas de notre génération, ils étaient plus âgés que nous. Les relations étaient très étanches à ce moment-là. Moi je n'ai jamais discuté avec un jeune homme du village qui partait en Algérie. Il est vrai qu'on était internes, coupés de la vie du village, et en plus on habitait une ferme à l'extérieur du village. »*

Sa perception du village et de la famille à l'époque, les répercussions actuelles viennent souligner les propos des autres interviewés.

L'atmosphère et la mentalité du village

« Sénas a beaucoup changé, c'était à l'époque un village essentiellement agricole, il y avait un gros marché tous les jours. Il y avait une grande hiérarchie dans le village : les paysans se sentaient un peu "au bas". Il y avait aussi les notables, les commerçants, les paysans, et puis les Italiens au bas de l'échelle, même s'ils étaient paysans ! C'était d'autant plus intériorisé que c'était dit : moi par exemple j'ai été très mal orientée, l'institutrice a dit à ma mère : "Il ne faut pas l'inscrire au lycée, parce qu'elle ne serait pas dans son milieu", *donc on m'a inscrite au collège "moderne et technique" ; ça allait de soi. Le*

lycée était réservé à la fille du médecin, du pharmacien... Heureusement j'ai pu le rattraper par la suite.»

La perception de la famille

« C'est vrai que la famille de Michel Ré – comme d'autres familles italiennes – était marginalisée. Ils étaient pauvres. Bien que propriétaires, ils n'ont pas été vraiment intégrés. La mère ne sortait pas, on ne la voyait pas dans le village, à l'encontre des autres femmes italiennes qui se retrouvaient à l'église, au marché, ou lors de fêtes... C'était l'époque où il y avait deux messes. Si elle y venait, c'était en catimini.»

Une interview plus ancienne de Baya Jurquet à Marseille vient appuyer ces propos: *« Pendant qu'il était en prison en Algérie, la mère de Michel Ré – je crois que c'était une femme de la paysannerie de là-bas, du coin, gens humbles, et combien je les respecte – elle avait honte de sortir dans son patelin. Elle ne sortait plus faire les commissions, elle ne comprenait pas le geste de son fils, qui lui était déjà engagé politiquement; pour elle, son fils en prison, c'était le déshonneur. Avec le Secours Populaire, nous les femmes on a organisé un groupe pour aller la voir le jour de la fête des mères. Il a fallu qu'on lui explique, qu'on la mette en confiance. Je l'ai prise par le bras, et je lui ai dit* "Maintenant on va aller faire le marché" *; ça a été sa première sortie. On a passé la journée avec elle. Là elle s'est détendue, elle a retrouvé son oxygène de femme parmi les autres femmes de son coin. Mais après on ne l'a plus vue. Moi j'ai l'impression qu'elle ne militait pas du tout, elle n'était pas connue des militantes de Marseille; ça ne veut pas dire qu'elle ne s'intéressait pas, mais elle ne comprenait pas assez la situation.»*

Le poids du silence

« On envoie nos jeunes en Algérie, qu'ils se dépêchent d'en finir avec la guerre », pourrait résumer l'opinion du village à l'époque, précise Christiane Marcy.

« Ceux qui revenaient ne parlaient pas. Mon beau-frère est allé en Algérie, il en a parlé trois fois dans sa vie. Il a dû vivre des choses traumatisantes. Il avait dû participer au maintien de l'ordre dans la casbah. Une fois, il est parti à vélo dans le Lubéron, il y avait des ouvriers sur la route, il a entendu parler arabe et ça lui a provoqué une bouffée d'adrénaline.

Si on allait maintenant parler aux gens du village, le vieux fond du village, le villageois paysan, ne verrait pas l'utilité de ressortir ces vieilles histoires.»

Le 4 février 1973, par 242 voix contre 3, le conseil municipal de Sénas se prononce *« en faveur de la reconnaissance de la qualité de Combattants aux Anciens Combattants en Algérie-Maroc et Tunisie ; décide d'en informer les Pouvoirs Publics et les Élus ; demande que le texte de loi voté par le Sénat le 11 décembre 1968 soit le plus rapidement possible soumis à la discussion et au vote de l'Assemblée Nationale.»*



Les parents. « Je dois tout à mon père. Sans lui, je crois que je n'aurais pas refusé de me battre. »

Dès sa création en 1958, la FNACA avait demandé l'assimilation des combattants d'Algérie à ceux des guerres de 14-18 et de 39-45. La carte du combattant était décernée par la loi du 9 décembre 1974, complétée par la loi n° 82-843 du 4 octobre 1982.

Un seul nom de soldat tombé en Algérie figure actuellement sur le monument aux morts de Sénas: il a été inscrit sur la proposition d'un Sénassais, bien que la famille du défunt ait quitté le village au moment de cette demande. ■

Hélène BRACCO

Les cas d'Abdelkader Rahmani (voir *Gavroche* n° 159) et de Michel Ré figurent dans le livre d'Hélène Bracco *Pour avoir dit non, Actes de refus dans la guerre d'Algérie, 1954-1962* (Paris-Méditerranée, 2003), qui présente également d'autres parcours d'hommes ayant refusé de combattre.

Cet article puise ses sources dans la presse communiste de l'époque, les archives privées confiées par Michel Ré et des entretiens étalés sur trois années. La thèse de Sandrine Ségui offre des éléments pour le contexte général (*Les communistes français en guerre d'Algérie, Histoire, mémoire et représentation, 1954-1992,* doctorat nouveau régime, sous la direction de Monsieur Robert Ilbert, université de Provence, Aix 1994). Plus récemment, l'examen des archives municipales de la ville de Sénas, dans les Bouches-du-Rhône, où Michel Ré demeurait, et des entretiens avec des personnalités de cette ville, ont apporté un éclairage nouveau sur ce travail.



Les photomontages de la Grande Guerre

Ou comment un art patriotique de l'image inspiré de la Belle Époque sert une propagande popularisée à grande échelle grâce à une production industrielle.

La guerre a construit tout un imaginaire de fragmentation et de dislocation de matériaux auquel participe aussi la technique du photomontage par le découpage et l'assemblage de fragments de photographies et de dessins. On connaît l'importance du photomontage dans l'œuvre des avant-gardes artistiques de l'après-guerre qui se considèrent comme des mécaniciens de l'image en référence aux chaînes de montage du monde industriel. On note aussi que comme définition du photomontage, ils ont adopté le terme au sens large, c'est-à-dire en y incluant les montages de photographies avec des dessins ou tout autres matériaux. C'est précisément ce procédé qui fut popularisé par la guerre qui a peu utilisé les techniques plus subtiles des trucages dans la chambre noire. Par exemple, à la Belle Époque, pour obtenir le cliché étonnant d'une tête humaine se dissolvant dans un verre d'eau comme un simple sucre, on superposait des négatifs de tête et de verre. On a aussi représenté un couple d'amoureux dans un verre buvant eux-mêmes un verre. Pendant la Grande Guerre, en 1916, par simple assemblage de photographies, on découvre un poilu devant un grand verre dessiné sur lequel est assise une galante accompagnée d'un commentaire affriolant : *« Té, les vins du midi, mon bon, c'est comme les femmes du même patelin : Ça a un petit goût de revenez-y qui finit par vous griser »* (*La carte des vins*, marque La Favorite, 2481). Sur ce thème et avec ce procédé, avant le conflit, on réalisait déjà des montages figurant une femme tenant un verre à la main, et assise sur un verre géant. On voit comment l'imagerie du conflit recycle des clichés plus anciens. À ce sujet, mentionnons la carte postale numéro 745 de la marque Yolande datant de 1912 réalisée pour la souscription nationale de l'aviation militaire figurant une femme tenant le drapeau tricolore dans un décor d'avions et de bulletins de souscription. En 1916, la photographie de cette femme au drapeau est découpée pour être insérée sur un avion dessiné dans une nouvelle composition montrant un couple d'amoureux dans un paysage de Noël (ED Paris N° 281). D'après les souvenirs de Hannah Höch, on sait que c'est en 1917 ou 1918 que Raoul Haussmann adopte le principe du photomontage dada en s'inspirant de portraits militaires montrant un soldat à cheval sur un champ de bataille, ou debout sur fond de canons, entouré de divers symboles patriotiques, tandis que seul le visage était une photographie rapportée sur le dessin. Il est surprenant que ce soit en se référant à un photomontage très simple de la Grande Guerre que certains artistes d'avant-garde découvrent cette technique alors qu'elle était déjà en vogue depuis plusieurs dizaines d'années, et plus élaborée. Si on étudie les photomontages du conflit, on trouve en effet





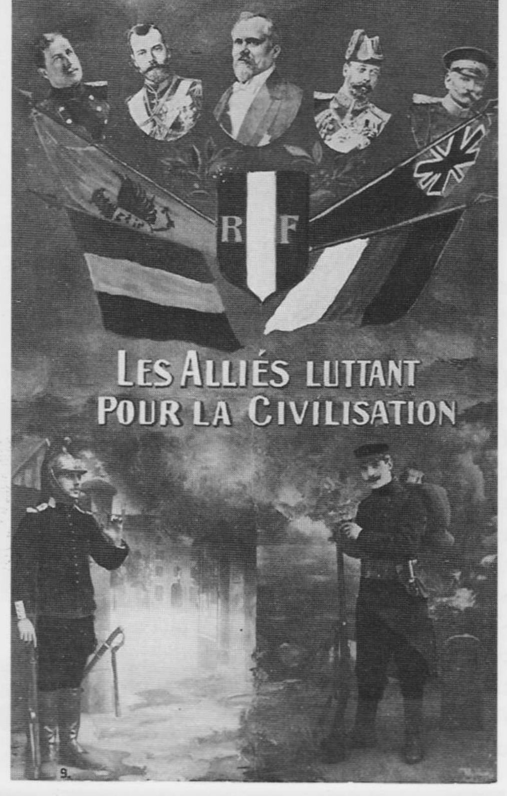
nombre de compositions comme celle dont parle Annah Höch, et plus précisément dans l'importante production de cartes postales patriotiques. En effet, au début des hostilités, avec le départ des hommes mobilisés et les besoins accrus de correspondance, les services postaux sont submergés par une avalanche de courrier. Les tirages des cartes postales augmentent dans des proportions considérables et le courrier sans enveloppe, plus simple à dépouiller par la censure, en justifie l'utilisation. La carte postale se met au service du patriotisme. La question que nous nous sommes posée est de savoir dans quelle mesure ces photomontages ont inspiré les artistes d'avant-garde, voire même anticipé leurs travaux.

Les grands thèmes patriotiques

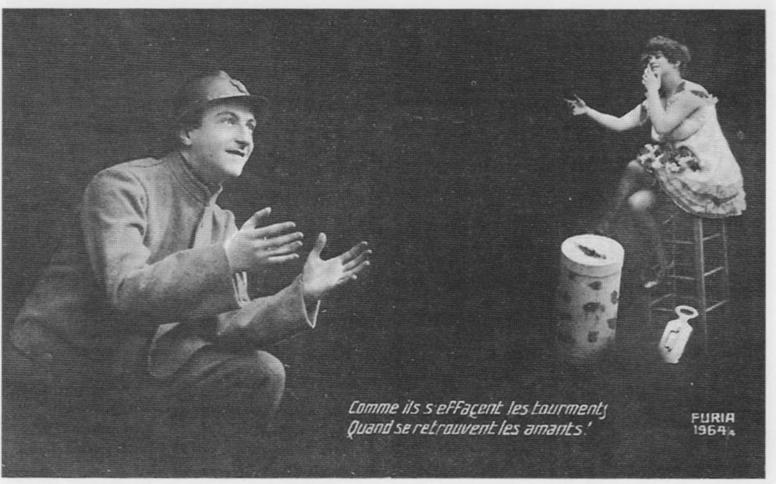
Les premiers photomontages patriotiques du conflit portent sur le thème des alliés et de leurs drapeaux. Ces photomontages sont plus élaborés que ceux mentionnés par Annah Höch car ils mettent en œuvre plusieurs photographies associées à un ou plusieurs dessins comme l'illustrent le numéro 8 de la marque JV (*1914, Honneur Patrie L'union fait la force*), et une autre carte intitulée *Les Alliés luttant pour la civilisation* (sans marque, N° 9). D'après ces compositions, on note déjà un style particulier des premières icônes de guerre. Dans *Les images qui mentent*, Laurent Gervereau précise que *« lorsque Pablo Picasso, Espagnol installé à Paris, écrit à Guillaume Apollinaire le 31 décembre 1914 une lettre ornée de drapeaux français et qu'il gouache le 6 mai 1915 un soleil levant tricolore avec un tonitruant* Vive la France *à André Salmon, cela révèle un état des mentalités particulier au début de guerre »*. L'auteur analyse les représentations du conflit en cours, c'est-à-dire non seulement les représentations de combats, celles du front, de l'arrière, mais aussi et surtout les représentations du temps de guerre qui nous aident à décrypter les reflets singuliers nous permettant de comprendre ces sociétés impliquées dans une phase historique particulière. En effet, la guerre qui relève d'un temps délimité, porte des représentations spécifiques, et génère des figurations sériées formant un langage souvent codifié. Il existe *« des* ●●●











●●● *postures de guerre, des attitudes de guerre, une rhétorique singulière des icônes de guerre »*. Au début du conflit, l'image du drapeau français semble avoir occupé une place de choix dans les esprits comme en témoignent les lettres de Pablo Picasso. Sur ce thème, en association avec celui de l'Alsace-Lorraine ou de la résistance héroïque de la Belgique, les exemples sont nombreux. L'association de symboles incontournables du patriotisme comme le drapeau national, avec des thèmes introduits dès le déclenchement des hostilités, aboutit à un style cocardier, particulier des icônes de guerre. Ce dernier qui s'impose dès les premiers coups de canon se poursuit tout au long de l'année 1915. On en trouve un magnifique exemple avec les numéros 421, 540, 551, 560, 571, 574, 577, 631, 632, 633, 635, 639, 640, 641, 663 de la marque Mug. Le thème du drapeau tricolore reste populaire pendant toute la durée du conflit. Mentionnons en 1916 le photomontage réalisé par Boulanger montrant un poilu sur fond de drapeau tricolore occupant tout l'espace de la composition (Idéa N° 215). Souvent associé au drapeau tricolore, *Le départ des volontaires*, haut-relief de Rude ornant l'Arc de triomphe, connu sous le nom de *La Marseillaise*, est omniprésent. Cette image particulièrement mobilisatrice qui symbolise l'élan national devient l'icône emblématique par excellence de la propagande patriotique. Tout au long de la guerre, elle est parodiée par nombre d'artistes pas forcément talentueux qui l'assaisonnent à des sauces plus ou moins convaincantes. Cette prolifération de représentations médiocres débouche sur un phénomène de saturation, et on parle même du *« sabotage »* de *La Marseillaise*.

Deux niveaux de réalité

D'autre part, la carte postale de guerre réunit souvent deux niveaux de réalité comme le passé et l'avenir, toi et moi, le front et l'arrière, la défaite de 1870 et la revanche, la charge héroïque et la victoire, la tranchée et la permission, etc. La technique du photomontage, avec des fragments de photos ou de dessins, est particulièrement propice pour la réalisation de tels rapprochements. Au début du conflit, nombre de ces photomontages s'articulent autour d'un modèle associant famille et patrie sur le thème de la pensée à l'absent. Le thème du rêve est aussi très présent. Le principe est de subvertir la réalité par un pieux mensonge. Dans *La femme au temps de la guerre de 14*, Françoise Thébaud écrit : *« Du rêve, il en faut dans cet univers masculin et morbide. À défaut de femmes réelles, on offre aux soldats des femmes de cartes postales ou de magazines, celles que Bertrand Mary appelle les déesses de la poste »* qui préfigurent la pin-up des années 1940. Sur ce sujet qui

oscille surtout à partir de 1916 d'un sentimentalisme empreint d'une indiscutable niaiserie caractéristique de l'époque, à la grivoiserie mièvre de caserne, mentionnons deux séries de cinq photomontages, le numéro 1964 (1-5) de la marque Furia avec des légendes du genre *« Comme ils s'effacent les tourments quand se retrouvent les amants »* ; et le numéro 2508 (1-5) de la marque La Favorite intitulé *V'là le plaisir*, avec des légendes aguicheuses : *« V'là le plaisir, poilu ! Ma boîte en est remplie, n'en demandez pas plus, la marchande est jolie ! »* ; ou *« V'là le plaisir ! Tournez rapidement l'aiguille, à défaut de cornets, vous gagnerez la fille ! »*.

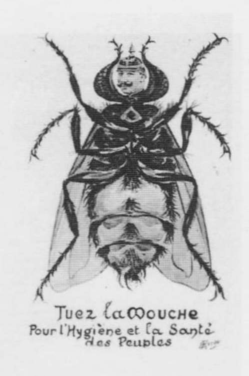


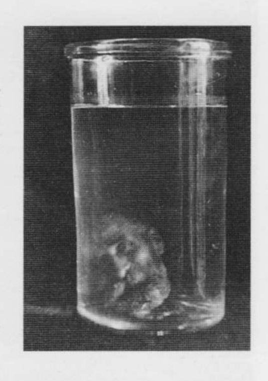
La militarisation des clichés de la Belle Époque

Avant le conflit, à la Belle Époque, l'image de la femme est omniprésente dans l'iconographie. Elle apparaît dans les gravures de mode, sur les affiches publicitaires, dans l'architecture sur les façades des immeubles, et dans toute une variété d'objets décoratifs, du bibelot au bijou. En 1914, d'une surévaluation du féminin, on passe soudain à une surévaluation du masculin. Dans un premier temps, on militarise les clichés de la Belle Époque. En janvier 1915, on trouve dans la marque Gloria un magnifique exemple de cette tendance débouchant sur un style caractéristique des icônes de la Première Guerre mondiale. Il s'agit des numéros N° 120 (*Hommages aux Russes*), 121 (*Alliés contre les barbares*), 122 (*Gloire à Joffre*), 123 (*Gloire aux Anglais*), 124 (*Hommages aux vaillants Belges*), 125 (*Vive la ligne*), 126 (*Honneur aux avions*), 127 (*Gloire à notre 75*), 128 (*Dévouement Charité*), 129 (*Bonjour à celui que j'aime*), 130 (*Vive la France*) et 131 (*Un baiser à mon cher frère*). Ces estampes présentent une homogénéité remarquable dans la représentation de caractères géants. Ces figurations sériées, par leur style caractéristique, participent à l'établissement d'un langage visuel codifié. Ici, les lettres géantes sont associées à des photomontages mettant en valeur Joffre ainsi que les armes et armées des alliés. Ce genre était déjà en vogue avant 1914 pour la production de cartes fantaisies sur les thèmes des prénoms ou des années en caractères géants dans lesquels, le plus souvent, des femmes gracieuses et élégantes étaient représentées. On voit comment le déclenchement des hostilités surdétermine le masculin au détriment du féminin dans un processus de militarisation.

Du photomontage patriotique au photomontage caricatural

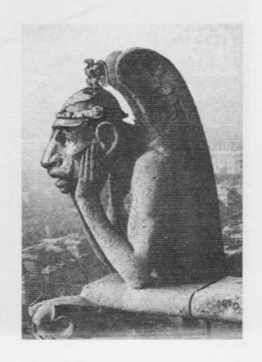
Dès le début du conflit, la tête de Guillaume II découpée sur une photographie et assemblée avec un dessin ou une autre photo devient un sujet de choix. C'est le cas du N° 56 de la marque Gloria où elle figure embrochée sur la baïonnette d'un poilu, et du N° 125 de la marque AG, intitulé *Expiation* où Marianne la tient devant le tableau *Le Rêve* de Detaille. Mentionnons aussi le numéro 9306 de la série JK intitulé *France viens nous délivrer de ce monstre détesté* où l'on découvre le buste de Guillaume II trônant sur un nid de vipères avec la légende : *« Guillaume II empereur barbare et roi parjure »*. La tête du Kaiser, on la retrouve sur une grosse mouche dessinée par un certain E. Ricou avec la légende : *« Tuez la mouche pour l'hygiène et la santé des peuples »*. Cette composition s'inspire d'une série de photomontages réalisée en 1902 par Espinasse et intitulée les *Insectes couronnés*, figurant les monarques de l'époque sous la forme d'insectes dessinés mais dont les visages proviennent de photographies découpées. Cette idée est reprise en 1934 par John Heartfield dans son photomontage *Métamorphose*. On voit que les photomontages de la Grande Guerre ne sont pas seulement patriotiques, mais aussi caricaturaux, et qu'ils réactualisent des œuvres de la Belle Époque reprises plus tard par les artistes d'avant-garde.

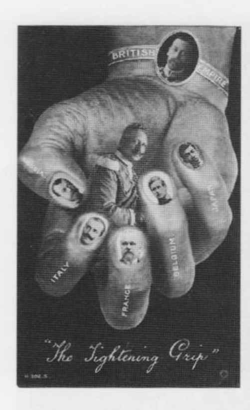




Les monstres des cathédrales

Dans la série de 6 cartes postales de 1914 intitulée *Les monstres des cathédrales* (édition Lorraine), en partant de photographies représentant les célèbres gargouilles de Notre-Dame de Paris, l'artiste remplace les têtes des sculptures par celles dessinées, en imitant la pierre, de Guillaume II, François-Joseph, du Kronprinz, de von Moltke, von Kluck, et von Bülow. Le montage ainsi obtenu a été photographié pour fournir un nouveau cliché destiné à l'impression, et ici, l'intégration du dessin dans la photographie est si parfaite, qu'on a l'illusion d'avoir affaire non pas à un photomontage, mais à une simple photo. Chaque pièce est accompagnée d'une légende vengeresse, et le Kaiser est accusé de tous les crimes : *« Le plus grand monstre, Satan sous l'enveloppe d'un envoyé de Dieu, a* ●●●





●●● *déchaîné l'horrible guerre qui ensanglante l'Europe et ordonné tous les sacrilèges ».* Ces estampes sont intéressantes car elles s'inscrivent dans la tradition du photo-buste, procédé consistant à remplacer la tête d'une statue par la photographie d'une autre personne. En 1909, Bergeret, amateur de trucages photographiques, réalise sa série des *Cinq sens* composée de cinq photo-bustes. Ce thème sera plus tard largement repris par des artistes d'avant-garde comme Johannes Theodor Baargeld, Erwin Blumenfeld et surtout Man Ray dont l'œuvre la plus représentative est celle de Lee Miller dans *Le sang d'un poète*, datant de 1930. On voit qu'ici, la carte postale de la Grande Guerre avec *Les monstres des cathédrales* dont le succès fut prodigieux, sert à nouveau de relais pour populariser certains procédés en vogue à la Belle Époque comme celui du photo-buste qui sera réinventé par les artistes d'avant-garde, un peu comme s'il n'avait jamais existé.



THE TIGHTENING GRIP

La guerre a inspiré des photomontages beaucoup plus complexes et surprenants par leur modernité que ceux déjà cités. Mentionnons l'exceptionnelle composition anglaise au patriotisme ardent intitulée *The tightening grip* réalisée à l'aide de huit clichés découpés et assemblés entre eux (*La main qui étreint*, Rotary Photo H. 202 S). Il s'agit de la photographie d'une main dont les doigts se referment sur une photographie de Guillaume II, et dont chaque ongle est orné d'une photographie d'un chef d'État des pays alliés (Russie, Italie, France, Belgique, Japon). De plus, autour du poignet de cette main, on note la présence d'un bracelet marqué *« British Empire »*, qui est décoré d'une photographie du souverain britannique, Georges V. Ici, chacun des doigts qui se referment sur l'empereur allemand symbolise un pays de l'Alliance, dont l'Angleterre apparaît comme le bras armé. Cette composition a remporté un indéniable succès puisqu'on en connaît plusieurs éditions dont une porte la mention supplémentaire *Fingers of fate*. Précisons que la photographie sur ongle vient des États-Unis. Le numéro 57 du 30 juillet 1904 du journal *Photo Pêle-Mêle* y consacre d'ailleurs un article. On y apprend que certaines Américaines font photographier sur l'ongle d'un de leurs doigts le portrait de leur flirt du moment. On cite l'exemple d'une actrice, miss Beardly, qui a pris le parti de glorifier deux de ses admirateurs en portant ostensiblement leur portrait sur l'ongle du pouce et sur celui de l'index de la main droite. La photographie sur ongle est un procédé simple : *« réduction sur pellicule d'un portrait ordinaire, sensibilisation de l'ongle, application sur cet ongle de la pellicule négative, exposition de la main au soleil durant quelques minutes, et bain fixatif. Mais la* Vie populaire *nous apprend que le droit à l'oubli s'acquiert avec une extrême facilité : les photographes américains ont inventé une solution appropriée, dans laquelle il suffit de plonger le bout du doigt pour faire disparaître instantanément, et sans qu'il n'en reste nulle trace, toute effigie qui a cessé de plaire. Voilà, du moins, qui est rassurant et permet de donner, sans trop de risques, des gages officiels d'attachement! »*.

Cette image de *« la main qui étreint »* telle que l'évoque le photomontage anglais *The tightening grip*, sert d'inspiration à plusieurs artistes français qui à leur tour décident d'exploiter ce thème mobilisateur par son patriotisme ardent appelant à l'unification des alliés contre l'Allemagne. Il est en effet courant qu'un sujet fasse l'objet d'imitations par d'autres artistes ou éditeurs si le

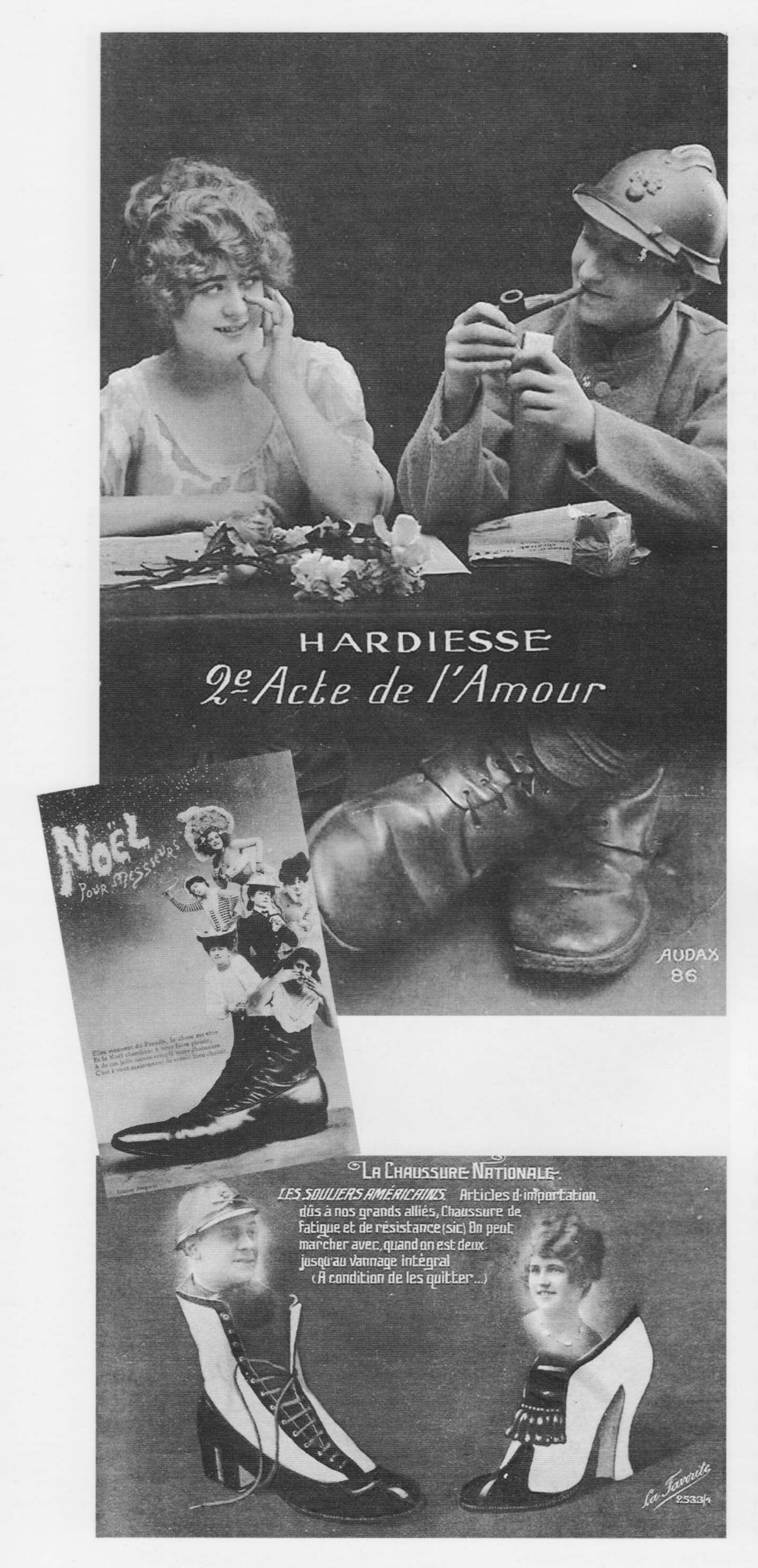
public qui s'y reconnaît l'apprécie parce qu'il résume bien l'état d'esprit du moment. Mentionnons le N° 194 de la marque E. M. lui aussi précisément intitulé *La main qui étreint* avec la légende : *« Comment la voient les poilus du front. Mystères de New York et d'ailleurs »* (Bromure G. Piprot, Boulogne-sur-Seine. Visé Paris Numéro au verso). Il ne s'agit pas ici d'un photomontage, mais d'un simple dessin. On y découvre un poilu embrassant une élégante dans une main féminine qui se referme sur leur étreinte mutuelle. Cette interprétation est en rupture totale avec celle proposée par *The tightening grip*. Du patriotisme mobilisateur contre l'Allemagne, on passe en effet à la gauloiserie la plus niaise et sentimentale, frisant même une certaine trivialité si caractéristique de l'esprit de l'époque, reflet de la vulgarité régnant d'ailleurs dans les tranchées, avec sa promiscuité et son argot influençant le public perméable à cet apport de la communauté combattante. Il faut cependant souligner que cette carte qui date de 1916 a sans doute été réalisée après la publication du photomontage anglais, et qu'entre-temps, dans la carte patriotique française, face à la lassitude des poilus vis-à-vis du patriotisme outrancier du début du conflit qualifié de *« bourrage de crâne »* et de *« patriotisme d'opérette »*, on assiste à un renversement des thèmes abordés qui virent alors à la grivoiserie. En effet, le conflit s'étant enraciné contre toute attente dans la durée, la guerre de position qui s'enlise dans les tranchées a remplacé la guerre de mouvement, et il s'agit maintenant, après une première période de patriotisme exacerbé, de tenir la dure réalité du conflit à distance pour contrer la lassitude qu'en éprouvent les combattants. Le redoutable poilu, terreur du Boche, se métamorphose progressivement en une sorte de *« divan le terrible »*, excellant dans *« la guerre en dentelle »* dont l'art consiste en l' *« offensive horizontale »*. Ce genre de production aurait été tout à fait inenvisageable au tout début des hostilités, dont le traumatisme engendra un réflexe mobilisateur face au danger extérieur pour la défense, dans l'Union sacrée, de la patrie et de la civilisation contre la barbarie allemande.

La marguerite des tranchées

De tout temps on a effeuillé la marguerite et nombreux sont les photomontages de la Belle Époque représentant les amoureux au centre de la fleur qui perd ses pétales au rythme des passions de l'amour. Pendant la guerre, cette activité ludique se poursuit, et dans les photomontages, c'est le poilu qui remplace le civil dans le rôle de l'homme courtisant la belle. Dans *La marguerite des tranchées* des éditions REX (série de 5 cartes, N° 660) réalisé en 1916, la fleur a perdu ses pétales traditionnels qui sont maintenant remplacés par des balles de fusil. Au centre de ce bouquet explosif, on retrouve la photographie du couple qui s'aime. Dans *Je t'aime*, il n'y a qu'une balle qui se détache en tombant de la fleur. Elle n'est d'ailleurs plus qu'une simple douille vide, indiquant que le coup a été tiré. On devine de quoi il s'agit. Dans *Un peu*, ce sont maintenant deux douilles qui tombent sur le sol. Les performances du poilu s'améliorent encore dans *Beaucoup* avec trois douilles. Dans *Passionnément*, on passe à quatre, puis à cinq dans *À la folie*. Cette série est particulièrement intéressante parce que, si le civil est remplacé par le poilu, détail illustrant le premier degré de la militarisation des clichés de la Belle Époque, l'artiste a franchi un pas supplémentaire en métamorphosant d'abord en balles les pétales de la marguerite, puis en douilles une fois le coup tiré. L'aspect ludique et humoristique de la composition en fait bien une marguerite unique qui ne peut avoir ●●●



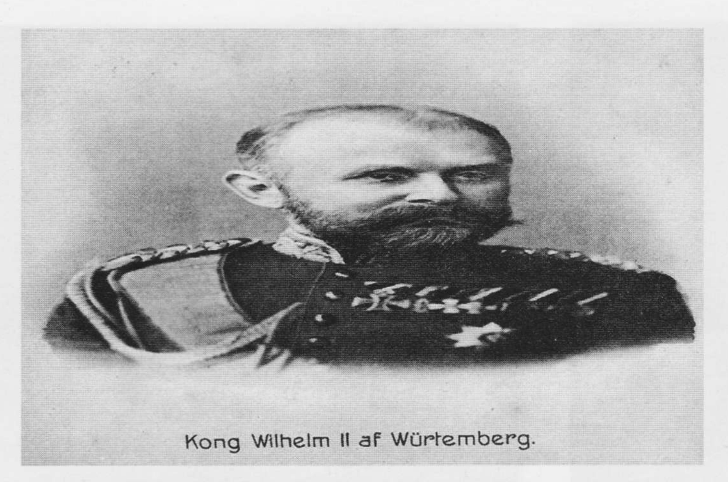


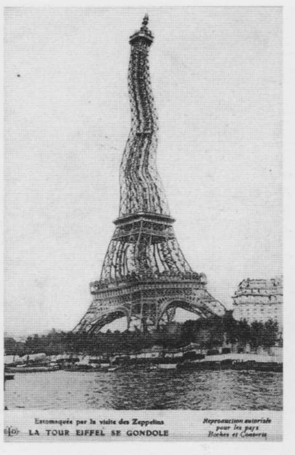


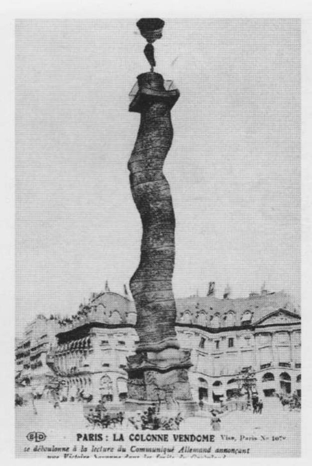
●●● fleuri qu'à cette époque. Cet humour un peu grivois est un reflet supplémentaire de la culture de la Grande Guerre où une certaine vulgarité, considérée comme virile, était bien de mise dans les tranchées.

Tableau rasta dada

De Picabia, on ne connaît qu'une seule œuvre réalisée avec la technique du collage et du photomontage. Il s'agit de sa composition datant de 1920, intitulée *Tableau rasta dada*, qui est dédiée à Arp et à Ernst. En effet, Picabia avait été exposé par Ernst à la Brasserie Winter de Cologne et entretenait avec Arp une amitié née à Zurich, commente Marc Dachy dans le *Journal du mouvement dada*. L'auteur précise aussi que *Tableau rasta dada « peut se lire comme une citation-hommage aux pratiques plastiques venues d'Allemagne »*. Ce photomontage de Picabia représente deux jambes de femme devant un homme fumant la pipe et qui a sur une épaule une chaussure, d'où sort la tête d'une autre femme. Déjà, dans la carte postale illustrée, le sujet de la femme sortant d'un soulier était extrêmement fréquent. On en trouve de nombreux exemples, soit sous la forme d'une seule élégante sortant d'une chaussure, soit de tout un bouquet de jeunes beautés jaillissant de la botte d'un homme à l'occasion des fêtes de Noël. C'est ce genre de photomontage que nous propose en 1904 Bergeret dans *Noël pour messieurs*. Légende : *« Elles viennent du Paradis, la chose est sûre. Et le Noël cherchant à vous faire plaisir, a de ces jolis cœurs rempli vos chaussures. C'est à vous de savoir bien choisir »*. Ce type de montage a été relayé par la carte postale de la Grande Guerre. Maintenant le poilu, qui a remplacé le civil, rejoint la belle dans le soulier. C'est ce qu'illustre une série des éditions La Favorite (N° 2533) intitulée *La chaussure nationale*. Dans le numéro 1, *Les brodequins*, ce sont un poilu et une galante qui, face à face dans une chaussure, sourient. Légende : *« Autrement dits : croquenots, ribouis, godasses, pompes etc. servent surtout à se faire du pied sous la table. Quant aux lacets... Chut!! »*. Le numéro 4 de la série est intitulé *Les souliers américains*, ce qui montre qu'il date probablement de 1917. On note que dans le photomontage de Picabia, l'élément de la composition figurant la tête de la femme sortant d'un soulier ressemble étrangement aux montages de cette série. Là encore, l'emprunt à l'un des thèmes déjà exploités antérieurement est évident. Mentionnons aussi l'intéressante série de photomontages des *Actes de l'amour* (N° 86, marque Audax) réalisée vers 1916, où l'on découvre un poilu faisant du pied sous la table à une jeune galante. Ici, les pieds gigantesques







découpés dans des photographies sont disproportionnés par rapport à la taille des personnages. Ce procédé sera utilisé entre autres par les constructivistes pour donner de la profondeur de champ à l'image.

La déformation

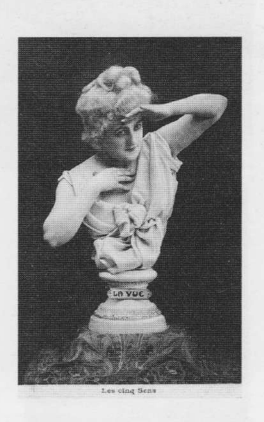
Dans les premiers temps de la photographie, les ratages et erreurs diverses comme les doubles expositions et les déformations étaient considérés comme des défauts à proscrire. Mais le principal procédé de caricature consistant précisément à utiliser la déformation des caractéristiques physiques des personnages pour déclencher le rire, les défauts et ratages furent donc recherchés et utilisés comme divertissement photographique dans la mesure où ils pouvaient être une source d'humour. Parmi les procédés de déformation utilisés dans la carte postale caricature, le plus employé est celui des têtes aplaties ou allongées par réflexion dans un miroir à surface courbe. Cette technique est connue sous le nom de photo-anamorphose. Dans la carte postale de la Belle Époque, on connaît la série des souverains avec la tête allongée de Léopold II de Belgique, et le portrait déformé en largeur du roi Wilhelm II de Würtemberg.

Dans une autre série de cartes, on découvre le visage de Jaurès outrageusement large, et la tête ridiculement longue d'Henry Rochefort sortant d'un encrier posé sur son journal *L'Intransigeant*. Les déformations photographiques les plus connues datant de 1914 sont celles des éditions ELD sur la *« Colonne de Juillet prise de convulsions »* à la suite d'un communiqué allemand annonçant la prise de *« Laisse-çà-là »* par les Bavarois ; sur *« la Tour Eiffel »* qui se *« gondole » « estomaquée par la visite des Zeppelins »* ; et sur la *« Colonne Vendôme »* qui se *« déboulonne à la lecture du communiqué allemand annonçant une Victoire Saxonne dans les forêts du Groënland »*. On connaît l'importance du procédé de la déformation chez les avant-gardes, en particulier chez les futuristes, puis dans le Bauhaus, avant qu'André Kertész n'intronise cette pratique, en 1933, avec sa fameuse série des *Distorsions*.

Les cartes à jouer

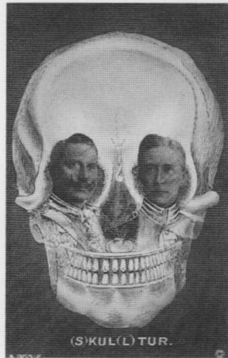
En 1905-1906, Léopold Reutlinger réalise des photomontages en assemblant deux photographies de bustes identiques tête-bêche de célébrités du monde du spectacle afin de former des cartes à jouer dont : Cavalieri, Lysiane, Mieris, Otero, Colonna Romano et Mastio. En 1914, dans le dessin satirique anglais sur carte postale, on trouve aussi ce type de cartes à jouer. C'est ce que fait Alfred Leede avec une composition intitulée *Our Jack of Trumps*. Les réalisations de Léopold Reutlinger sont particulièrement intéressantes car elles annoncent les travaux d'un autre photographe, également dessinateur et peintre, Man Ray. C'est en 1934 qu'il réalise son collage photographique avec Meret Oppenheim sous la forme d'une dame de trèfle. On voit que le collage de Man Ray, considéré après la Grande Guerre comme une œuvre d'art surréaliste, ne fait que parodier les créations de la Belle Époque. D'ailleurs, dans la collection de cartes postales de Paul Eluard, on trouvait plusieurs cartes à jouer de la Belle Époque dont une représentait l'incomparable Cléo de Mérode. Toujours vers 1905, Reutlinger nous propose des cartes postales figurant une actrice face à elle-même dans une position parfaitement identique, comme si un miroir était placé au milieu de la composition, dans le sens vertical du document (série N° 1656, SIP). Ces curieux montages sont réalisés par découpage et assemblage sur fond de velours noir, certaines parties se chevauchant légèrement comme c'est le cas des coudes de Toledo, des mains de Robinne, ou encore de la robe de Farfalla ainsi que de celle de Kara. Reutlinger est, semble-t-il, le seul à avoir exploité la symétrie parfaite qui renvoie au thème des jumeaux. C'est le résultat surprenant obtenu qui, par sa perfection même, n'appartenant pas au monde du réel, interpelle le regard et ●●●

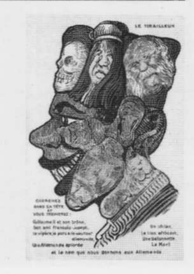












●●● étonne. Dans la carte postale de la Grande Guerre, on trouve l'exemple d'une carte ayant fait l'objet d'un tirage supplémentaire inversé par rapport à la première composition (Mondial 161).

Les arcimboldesques

Dans la collection de Paul Eluard, on remarque également de nombreuses cartes dites *« arcimboldesques »*, parce qu'inspirées du peintre italien Giuseppe Arcimboldo, actif à la cour de Prague au XVIe siècle, et auteur de portraits composés de fleurs, de fruits, de coquillages, et de poissons. Ces cartes arcimboldesques connurent une grande vogue entre 1905-1910. On en connaît plus de cent modèles différents dont une vingtaine représentant des têtes de mort. Ces arcimboldesques sont entièrement dessinées, et beaucoup plus rarement constituées de photomontages, à l'instar du numéro 220 de la marque NPG figurant un enfant endormi, au-dessus duquel plane un inquiétant crâne dont les yeux sont les portraits de deux bambins, le nez, la tête d'un cheval de bois et les dents, des têtes d'enfants. On sait que les surréalistes se passionnèrent pour les peintures visionnaires et étranges de Giuseppe Arcimboldo et de Jérôme Bosch. En général, les cartes arcimboldesques sont composées de corps de femmes formant la tête de personnages notoires comme les souverains, les hommes politiques, les artistes célèbres, ou plus simplement des types comme le bon vivant, le viveur, le gourmand, le buveur, le roué, etc. En 1914, on découvre tout d'abord des cartes géographiques dont les pays sont figurés par des animaux ou des personnages. On trouve aussi des portraits arcimboldesques dessinés comme *Le Tirailleur* qui, comme sur d'autres compositions, relève d'une démarche ludique car il s'agit de chercher les divers éléments qui le composent et qui sont cités dans la légende : *« Cherchez dans sa tête et vous trouverez : Guillaume II et son trône, son ami François-Joseph, la vipère, le porc et le vautour allemands, une Allemande éplorée, un uhlan, le lion africain, une baïonnette, la mort, et le nom que nous donnons aux Allemands »*. Ce nom *« BOCHES »*, figure dans la bouche du tirailleur à la place de ses dents, symbolisant que par sa réputation de férocité, il est prêt à dévorer l'adversaire. Dans les images ludiques, on trouve aussi des têtes à cul qu'il faut retourner pour découvrir la deuxième image inversée, et des portraits uniquement composés de mots d'insultes et d'injures qui, mis bout à bout, dessinent les traits du personnage, réalisations qui annoncent celles de Guillaume Apollinaire datant de 1918, comme *La colombe poignardée et le jet d'eau,* dont la disposition typographique





représente une colombe au-dessus d'un jet d'eau. Parmi les photomontages arcimboldesques du conflit, mentionnons le montage anglais intitulé *(S)KUL(L)TUR* figurant un crâne (skull) dont les orbites sont des portraits photographiques de Guillaume II et du Kronprinz (Rotary Photo A 983-2). Toutes ces cartes étant surréalistes, on comprend pourquoi elles occupent une place de choix dans la collection de Paul Eluard, et on note que la guerre en a élargi les thèmes. Ces arcimboldesques annoncent certains photomontages de John Heartfield comme Le visage du fascisme réalisé en 1928, et la couverture du numéro 3 du *Bulletin international du surréalisme* du 20 août 1935, par Magritte : *La Gâcheuse*. Sur ces deux compositions, le thème de la tête de mort est associé à un visage ou à un corps bien vivant.

Le meilleur fétiche

En 1906, Léopold Reutlinger publie des photomontages montrant une célébrité du monde du spectacle dont Dorgère, Lavalière, Manon, Elsa de Mendès et Morley, debout sur une main. Toujours sur ce thème, c'est en 1907 que la N.P.G. (Neue Photographische Gesellschaft) publie d'autres photomontages figurant plusieurs célébrités de l'époque debout sur une même main. Sur toutes ces réalisations, la main est assimilée à une sorte de plateau, voire de reposoir, sur lequel nous sont présentées les plus belles actrices du moment. Si en 1914, la main maintenant assimilée à une arme devient plus massive et tend à se crisper en tant que symbole offensif, comme l'illustre l'étonnant photomontage *The tightening grip*, la tradition de la main ouverte en présentoir ou perchoir pour jolies femmes est reprise par quelques éditeurs. C'est maintenant sur la main du poilu que l'on pose des élégantes comme le font les éditions REX avec une série intitulée *Le meilleur fétiche* (N° 913). On y voit un soldat qui rêve, une main ouverte sur laquelle est posée une petite femme souriante tenant une pancarte marquée : « *Je porte bonheur* ». Chaque photomontage porte ce type de légende : « *Adorable fétiche, objet de mes amours, sur moi veille toujours... Le reste ?... Je m'en fiche !* ». Cette série de cartes postales illustre à nouveau le processus de militarisation des clichés de la Belle Époque dans le contexte de la guerre.

Répétition rythmique dans des échelles différentes

Sur certaines cartes postales de Reutlinger, le fond du décor est orné d'une frise constituée de photographies identiques d'un personnage dont le même portrait apparaît en plus grand au premier plan (série N° 596, vers 1905). Le photographe joue ici sur les variations de taille de ses personnages, donc sur la perspective, introduisant un effet de fuite et de profondeur dans la composition. Dans cette série, citons les portraits d'Emelen, de Darmières, de Lucy Gérard, de Marville et d'Otero. Ici, en privilé- ●●●











●●● giant la répétition rythmique d'une même forme avec des échelles différentes, Reutlinger tient en fait un discours sur le caractère multiple de la photographie elle-même, et devance en cela les travaux du constructiviste russe Gustave Kloutsis qui, au début des années 20, croit innover en utilisant cette technique. Sur certaines autres cartes postales, le décor est constitué de losanges juxtaposés, recouvrant toute la surface du document et représentant la même photographie d'un personnage qui apparaît en grand au premier plan (série N° 607, vers 1905). Celui-ci est mis en valeur d'une manière spectaculaire dans ce décor kaléidoscopique. Dans la collection de Paul Eluard, on trouve une carte de cette série. Elle est reproduite dans un article intitulé *Paul Eluard Les plus belles cartes postales*, et publié dans *Le Minotaure*, numéros 3-4 de l'année 1933. Nous n'avons trouvé aucun exemple de ce type dans les photomontages de la Grande Guerre. À propos des rapports entre la carte postale illustrée de la Belle Époque et le surréalisme, dans *Cartes fantasques*, William Ouellette écrit que « *Les Surréalistes apprirent qu'on peut rêver tout éveillé aussi bien qu'endormi. Vers 1924, quand leur mouvement naquit, ses membres avaient grandi en même temps que la carte postale, et ils reconnurent la mystérieuse évidence, le symbolisme inconscient de beaucoup de ces images. La belle collection du poète Paul Eluard en témoigne. Un art en féconde un autre : l'art naïf et populaire de la carte postale aida les surréalistes à définir leurs théories, qui changèrent leur vision du monde au milieu du XX*e *siècle, et sans eux nous serions peut-être incapables d'apprécier les cartes postales comme nous le faisons aujourd'hui* ». Reutlinger a également produit vers 1905, à partir de photos d'actrices, des images sérielles ou portraits multiples (série de portraits photographiques identiques et peints sur la même composition), devançant Andy Warhol qui, en 1962, croyant innover, réalise avec le même procédé et un sujet identique son *Marylin Diptych*.



PIPE, LUNE ET AUTRES THÈMES

Le thème du voyage des amoureux dans la lune, déjà très en vogue dans les photomontages de la Belle Époque, reste d'actualité pendant le





conflit. L'exemple le plus explosif, car le voyage s'effectue dans un obus, nous est proposé avec une série de cinq cartes de la marque La Favorite (N° 2453) datant de 1917, avec des légendes du genre : *« Au clair de la lune, fuyons les jaloux, l'ombre est opportune, nous serons chez nous ! »*. Toujours de la même marque (N° 2387), mentionnons aussi l'intéressante série de cinq cartes avec des légendes invitant à fuir la dure réalité du conflit : *« La Terre est trop commune : on y souffre, on s'y bat... Viens, partons dans la lune, c'est là qu'on s'en fait pas ! »*. Nombreux sont les photomontages de la Belle Époque sur le thème de la pipe. Le jeu consiste à assembler une tête photographique sur le fourneau d'une pipe dessinée, comme le fait Bergeret avec sa série fantaisiste des *Têtes de pipes*, ou la série 44 de la marque Pique. Tous ces montages sont réalisés par l'ajout d'une seule photographie sur un décor. En 1914, suivant le principe consistant à réunir deux niveaux de réalité comme toi et moi, on trouve des photomontages plus sophistiqués impliquant la mise en œuvre de plusieurs photos, comme le numéro 361 de la marque E.M. où la femme figure dans la fumée de la pipe du poilu, et le poilu lui-même dans sa propre pipe, le tout étant immergé dans un décor de tranchées. C'est dans la marque La Favorite, en 1916 et 1917, que l'on trouve des photomontages amusants sur des thèmes extrêmement variés et originaux comme *Les spécialités pharmaceutiques* avec des compositions intitulées *Le bisolévrol* ou *La poilutine* (9477, 1-5).

On voit donc que le photomontage de la Grande Guerre, qui s'inspire de celui de la Belle Époque et en diversifie les thèmes, est l'un des chevaux de bataille de l'art patriotique et caricatural si caractéristique de la propagande par l'image de cette période, comme il le sera quelques années plus tard en URSS dans l'art révolutionnaire au service de l'idéologie avec des artistes comme Klucis, Rodtchenko, et El Lissitzky. La Grande Guerre a en effet imposé le procédé du photomontage comme moyen d'expression, en popularisant les récréations photographiques à caractère ludique de la Belle Époque, grâce à une production industrielle avec des tirages importants adaptés aux besoins de la propagande par l'image. ■

Bruno DE PERTHUIS







Les photos illustrant cet article sont extraites du livre IKE, retales de la reconversión.

Les salariées d'IKE contre la reconversion industrielle

***«…Alors qu'elle a été décidée sur un coup de tête, l'occupation ne prendra fin que quatre ans plus tard… ».* Récit d'une belle leçon de résistance contre les lois du marché par des femmes qui ne savaient rien des luttes ouvrières.**

« Dans des temps obscurs pour ceux d'en bas comme le sont les nôtres – mais quels temps ne le furent pas ? –, se souvenir c'est déjà résister. C'est pour cela qu'on réprime la mémoire collective comme simple nostalgie réactionnaire et qu'on essaie d'effacer les traces de résistance afin de démontrer la naturalité des conditions d'exploitation actuelles. »

C'est en ces termes que le psychiatre Guillermo Rendueles se réfère à l'expérience vécue par les ouvrières de l'usine de chemises Confecciones Gijón, plus connue sous le nom de IKE, tout au long d'un conflit qui s'étala sur une dizaine d'années dont les quatre dernières virent l'occupation de l'usine par les plus irréductibles des ouvrières[1]. Si le même Rendueles fait observer que *« se souvenir est déjà résister »*, il note toutefois qu'il *« serait excessivement injuste de ne considérer la lutte d'IKE qu'en termes d'héroïsme et de condamner leurs protagonistes à l'amertume du souvenir et de l'hommage »*. Au-delà donc de la célébration

1. Le présent article est la ré-élaboration d'une note de lecture (parue *in* : *La Question sociale*, revue libertaire de réflexion et de combat, n° 2) du livre *IKE, retales de la reconversión. Trabajo femenino y conflicto social en la industria textil asturiana*, publié (sous la direction de Carlos Prieto) aux éditions Ladinamo en 2004. La traduction des extraits d'entretiens qui suivent le compte rendu est inédite.

d'un combat exemplaire à tous égards, il nous convie à voir dans le comportement des ouvrières d'IKE *« un authentique manuel d'instructions pour agir dans le nouveau (et à la fois si ancien) capitalisme mondialisé »*. Les lecteurs en jugeront sur pièces.

Quelques mots, pour commencer, des origines d'un conflit qui, s'il a eu l'honneur des « unes » des journaux de la région asturienne, n'est évidemment jamais parvenu à la connaissance de l'opinion publique française. La société textile Confecciones Gijón est fondée en 1952 par un entrepreneur de la région des Asturies, Enrique López. Elle se fait connaître dans la région par sa marque de chemises, baptisée IKE en hommage au président nord-américain Ike Eisenhower, le signataire des accords hispano-américains de 1953, qui allaient supposer l'intégration du franquisme dans le dispositif militaire des pays occidentaux. Ce nom, IKE, va désigner bientôt la société elle-même. À son meilleur moment d'activité, vers la fin des années 70, elle dispose d'un effectif de 680 personnes, des femmes en grande majorité, et fabrique plus d'un million de chemises par an. À la fin des années 80, la production est tombée à environ 200 000 chemises et l'entreprise ne donne plus de travail qu'à quelque 280 salariés. Entre-temps, l'industrie textile espagnole, comme celle des pays européens, a subi de plein fouet les effets des délocalisations vers les pays « émergents » les plus proches. En outre, les grandes sociétés sont victimes de la concurrence que leur font les petites entreprises textiles, plus « flexibles » et mieux adaptées aux aléas du marché de la mode. Dès avant sa « reconversion » officielle, au tout début des années 80, le secteur avait déjà été affecté par une restructuration sauvage, qui s'était traduite par la disparition officielle de la moitié des emplois, dont une bonne part était purement et simplement tombée dans le secteur informel.

La longue marche des femmes d'IKE

Il faut attendre l'année 1983, et l'incorporation d'IKE au Plan de reconversion textile[2] imaginé et mis en œuvre par les inspirateurs de la politique économique du gouvernement « socialiste » de Felipe González[3] pour que les salariées de l'entreprise prennent enfin le taureau par les cornes et décident de lutter pour la défense de leurs postes de travail. Dans ce combat, elles doivent faire face à la crise générale du secteur, aux relations de type paternaliste[4] et, partant, à l'absence de tradition de luttes qui le caractérisent – une chose qui mérite d'être relevée dans une région caractérisée pourtant par une forte tradition syndicale, socialiste pour l'essentiel – ainsi qu'à la sous-estimation dans laquelle on tient le travail des femmes.

Elles vont se heurter aussi à des partis politiques de gauche qui ne souhaitent pas encourager des mobilisations sociales qui risquent de porter ombrage au nouveau gouvernement et, surtout, à une administration régionale dominée par ces mêmes partis, PSOE et Izquierda Unida. Quant aux « grands » syndicats, les Commissions ouvrières et l'UGT, qui ont accompagné les premières actions des ouvrières, ils acceptent en 1990 le énième plan social proposé par les autorités de la région et abandonnent la majorité des ouvrières à leur sort.

La reprise de l'entreprise, en janvier 1987, par l'administration autonome de la région ne change rien de fondamental aux problèmes auxquels doivent faire face les employées, bien au contraire. Conscientes de ce que l'entreprise ne parvient pas à sortir de la crise et lasses de percevoir leurs maigres salaires – quelque 50 000 pesetas par mois – en retard, les ouvrières, qui ne sont guère plus de 400 à ce moment-là, commencent à multiplier les actions de protestation : arrêts de travail bimensuels, occupation des locaux pendant quatre heures en janvier 1988, etc. Une douzaine de jours plus tard, la police charge une de leurs manifestations et quatre d'entre elles doivent être soignées de leurs blessures à l'hôpital. En février, les agents de l' « ordre » public interviennent à nouveau pour empêcher les ouvrières d'accéder aux bureaux du Conseil de l'industrie à Oviedo. Toujours en février, les salariées, recourant à des procédés empruntés aux travailleurs des chantiers navals de la région, interrompent le trafic dans certaines rues du centre de Gijón en dressant des barricades avec des pneus enflammés, et bloquent pendant deux heures l'accès à la mairie. Fin 1989, elles décident d'un plan de mobilisations bihebdomadaires, le mardi et le jeudi. C'est à ce moment-là, du reste, que l'unité syndicale commence à se briser : les syndicats CCOO (sigle espagnol des Commissions ouvrières) et UGT, minoritaires au sein du comité d'entreprise de l'usine, acceptent l'offre du Conseil de l'industrie, avant même que la Direction provinciale du travail ne se prononce sur la viabilité du plan social, et entraînent avec eux 43 salariées. Cependant, la majorité des salariées, soit un peu plus de 200, ne veut pas du plan et le fait savoir à ses représentants, affiliés à la CSI (Corriente Sindical de Izquierdas) et à l'USO (Unión Sindical Obrera)[5]. À la fin janvier 1990, 3 500 personnes manifestent dans les rues de Gijón leur appui aux salariées d'IKE. En février, celles-ci coupent l'autoroute qui relie les deux grandes villes des Asturies, Gijón et Oviedo. En mars et avril, elles font de même dans plusieurs rues de Gijón et y dressent à nouveau des barricades de pneus enflammés. Enfin, quand la Direction provinciale du travail, qui a ●●●



2. Le mot « reconversion » est évidemment un euphémisme, très caractéristique de la *novlangue* des dominants : en vérité, il désigne un processus qui ne vise ni plus ni moins qu'à la disparition du secteur.

3. Je rappelle que le PSOE vient de remporter les élections législatives en octobre 1982. On notera, à ce sujet, que la politique économique du gouvernement de González n'est pas inspirée par les rédacteurs du programme grâce auquel le PSOE est venu au pouvoir, mais par Boyer et Solchaga, les représentants de l'aile la plus droitière et la plus néolibérale du parti socialiste.

4. Une des ouvrières, Ana Carpintero, avoue que les employées d'IKE, souvent originaires de la campagne, entraient toutes dans l'usine par *« enchufe »* (piston). G. Rendueles note que cette sorte de mécanisme paternaliste liait les ouvrières à l'usine et les conduisait à tolérer de nombreux abus. Par ailleurs, leur désir de ne pas trahir la confiance déposée en elles assurait de hauts indices de productivité.

5. L'Union syndicale ouvrière est un syndicat lié à des secteurs progressistes de l'Église. Elle fut créée, clandestinement, au temps du franquisme et participa à la création des Commissions ouvrières, avant de s'en désolidariser au moment où la mainmise du PCE sur l'organisation devint une évidence pour tout le monde. Quant au syndicat CSI (en français : Courant syndical de gauche), il s'agit d'une organisation implantée uniquement dans les Asturies : fondée sur des postulats « assembléistes », elle lutte pour la défense de l'identité industrielle de la région.

●●● refusé le précédent, donne son accord à un nouveau plan social en juillet 1990, les ouvrières occupent l'usine[6].

« Quand nous avons occupé, nous ne pouvions pas imaginer que l'occupation allait durer si longtemps. Si on l'avait su, je crois qu'on ne l'aurait pas fait. Même pas pour rire. La vérité, c'est que nous ne savions pas où nous nous mettions. » C'est en ces termes que s'exprime Ana Carpintero, une des principales animatrices du mouvement, des propos confirmés par une de ses camarades qui tente de s'expliquer le manque de réaction des autorités et des représentants de l'« ordre » public : *« Ils ne croyaient pas qu'on allait tenir autant qu'on a tenu, sinon ils nous auraient sans doute délogées. Ils ont dû penser : celles-là, des femmes mariées ou des célibataires qui vivent chez leurs parents, elles ne vont pas tenir. »* Et pourtant, alors qu'elle a été décidée sur un coup de tête le jour même où les employées ont appris que l'usine ferme, l'occupation ne prendra fin que quatre ans plus tard…

À la fin octobre 1990, la mairie de la ville, la conseillère à l'Industrie, les syndicats UGT et Commissions ouvrières signent un nouvel accord qui prévoit l'embauche d'une centaine de salariées d'IKE dans le cadre d'un projet textile qui serait géré par une entreprise privée et de 75 à 100 de plus dans des projets commerciaux. Il est refusé par la CSI et l'USO puis par l'assemblée des salariées de l'usine, qui ne croient pas à la réalité des projets annoncés. Pour preuve de leur détermination, un groupe d'entre elles part à Madrid pour occuper l'ambassade de Cuba, trois jours à peine après la signature de l'accord. La semaine suivante, les ouvrières investissent durant trois heures un bateau sous pavillon des Bahamas qui vient de jeter l'ancre à Gijón. Une manifestation de solidarité convoquée pour le 31 janvier 1991 parvient à rassembler encore 3 000 personnes dans la ville. L'UGT et les CCOO signent à nouveau un accord, qui reprend et précise les dispositions de 1990 : on a enfin trouvé, semble-t-il, l'entreprise chargée du projet textile imaginé par les autorités autonomes de la région. Mais il faut attendre mars 1992 pour que l'entreprise en question, Sicotex 5, acquière les deux terrains nécessaires à l'installation de la nouvelle usine et ce n'est qu'en janvier 1993 que le patron de cette entreprise basque daigne venir visiter un « chantier » encore parfaitement inexistant. En 2004, l'entrepreneur basque n'avait pas posé encore la première pierre de l'usine. Quant aux cours de formation prévus pour les salariées d'IKE postulantes à un emploi hypothétique chez Sicotex 5, leur déroulement fut encore plus calamiteux, puisqu'il s'avéra bien vite que le patron indélicat utilisait les « cours de formation » pour disposer d'une main-d'œuvre gratuite à raison de sept heures par jour. Et il en ira de même des promesses d'embauche dans le nouveau centre commercial dépendant de la chaîne de distribution Pryca, où seules trois ex-salariées d'IKE seront engagées au lieu de la centaine prévue tout d'abord.

Le syndicat CSI résumait comme suit la teneur du plan de « reconversion » des ouvrières d'IKE : *« Cadeau de 40 millions à l'entrepreneur pour la réalisation de cours pour recycler les travailleurs. Cadeau à l'entrepreneur de travail dissimulé sous forme de cours. Cadeau des machines et autres subventions au patron. Vente à vil prix de deux terrains à Roces, un cadeau de plus pour l'entrepreneur. Et la dernière réalité : 277 travailleuses à la rue. »*

L'occupation de l'usine

Une fois sûres que la police ne les délogera pas des lieux, les ouvrières organisent l'occupation de l'usine. Après quelques semaines épuisantes où elles restent sur place 24 heures sur 24, elles décident d'établir des tours rigoureux d'occupation : matinée, après-midi et nuit. Pour chacune, une semaine d'occupation est suivie de trois semaines libres. Dans des lieux inhospitaliers où, au tout début, l'eau et l'électricité ont été coupées, elles organisent des ventes des marchandises qui sont restées en stock, tiennent des assemblées, font des affiches, préparent les actions à venir. En novembre 1990, elles mettent sur pied une « Rencontre de femmes », où elles accueillent des femmes de tout l'État espagnol, tout particulièrement les salariées de Charpo, une entreprise de conserverie galicienne, qui combattent contre le licenciement de plusieurs dizaines d'entre elles.

Bien que leur combat soit essentiellement fondé sur l'action directe, elles recourent à tous les moyens à leur disposition pour populariser leur cause, y compris l'intervention aux élections municipales de mai 1991 où elles se présentent sous le nom de Mujeres-IKE Contra el Paro (Femmes-IKE contre le chômage). Enfin, conseillées par un cabinet d'avocats spécialisés dans le droit du travail, elles s'efforcent de mettre en jeu tous les recours (voire les subterfuges) légaux existants pour permettre à l'entreprise d'éponger ses dettes à l'égard des banques, de la Sécurité sociale et du Trésor public et de repartir à zéro sous une autre raison sociale. Quand il apparut que la nouvelle entreprise n'était pas plus viable que l'ancienne, celles des salariées qui n'avaient pas accepté les plans concoctés par les autorités régionales décidèrent de faire tout ce qui était en leur pouvoir pour s'emparer légalement des biens de l'entreprise, un projet auquel *« elles étaient les seules à croire »*, confesse l'avocat Carlos Muñiz, qui précise toutefois que *« leur infatigable esprit de*

6. Étant donné que les femmes constituent l'immense majorité des employés d'IKE, nous avons opté ici pour parler d'« ouvrières » et pas d'« ouvriers ». Cela étant, dans un article paru dans le journal *La Nueva España*, le 15 décembre 1990, soit après six mois d'occupation, le journaliste se réfère à un *« groupe de 160 femmes et trois hommes »*.

7. *IKE. Retales de la reconversión*, p. 114.

8. *Ibid.*, p. 119.

9. À ce sujet, on rappellera les luttes menées en France par les salariés de Cellatex, d'Adelshoffen, de Forgeval ou encore de Moulinex dont les menaces (déverser de l'acide sulfurique dans la Meuse, faire exploser des fûts de gaz, etc.) – assimilées un peu vite à une résurgence des tactiques du syndicalisme révolutionnaire des premières années du siècle passé – disaient assez le désespoir devant des mesures où ils voyaient, à juste titre, la fin de leur monde, *« avec ses règles, ses habitudes, ses valeurs, sa culture, sa force, ses réalisations, les souvenirs qui y sont enfouis »* (Danièle Linhart, avec Barbara Rist et Estelle Durand, *Perte d'emploi, perte de soi*, Éditions Érès, 2002, p. 33).

lutte [lui] *fit penser que cela valait la peine d'être tenté*[7] ». La dernière bataille livrée par les salariées est menée contre la justice qui décide d'abord que l'État doit bénéficier d'un droit d'acquisition préférentiel sur les biens en question puis est contrainte d'opter pour une mise à l'encan publique. Les salariées d'IKE en lutte vont faire en sorte que les candidats possibles aux enchères ne puissent même pas entrer dans la salle où ont lieu les enchères et parviennent à s'adjuger les biens au détriment de leur seul concurrent pour le rachat des biens, le FOGASA (Fonds de garantie salariale), autrement dit le représentant de l'administration. C'est sur cet épisode que se clôt définitivement, en mars 1994, la longue bataille des ouvrières d'IKE qui, au moins, obtiennent satisfaction sur un point, à savoir que *« dans une situation de faillite, les biens de l'entreprise doivent aller aux travailleurs*[8] ». Les biens seront rapidement vendus à un acheteur et les bénéfices partagés entre tous les salariés de l'ex-entreprise IKE, qu'ils aient participé ou pas à l'occupation des lieux. Les efforts consentis pendant plusieurs années ne furent pas entièrement vains même si les maîtres en résignation auront beau jeu de faire remarquer que, au bout du compte, les salariées d'IKE ne sont pas parvenues à l'objectif qu'elles avaient assigné à leur combat dès le tout début, c'est-à-dire la conservation de leurs postes de travail, et que ce combat qui semblait perdu d'avance a bel et bien été perdu.



Leçons d'un combat exemplaire

Alors quelles leçons peut-on tirer, en définitive, d'une expérience très emblématique de ce que sont aujourd'hui les luttes ouvrières dans les pays dits développés où l'enjeu a cessé d'être la hausse des salaires ou l'amélioration des conditions de travail pour se réduire à la défense d'un mode de vie qui traduit l'attachement des ouvriers à leur travail – un travail qui, quoi qu'en disent les idéologues de la fin de la « centralité de la valeur travail », continue de structurer l'identité sociale des individus et de donner un sens à leur temps libre – et, au bout du compte, à la survivance de la condition ouvrière elle-même[9].

À l'évidence, cette expérience a été surtout une belle leçon de résistance aux diktats du « marché », d'autant plus précieuse qu'elle a eu lieu à une époque où règne la conviction qu'il

●●● ne sert plus à rien de résister contre des « lois » de l'économie (capitaliste) censées être aussi immuables que les lois de la nature. Rappelant que les ouvrières d'IKE se sont battues, avec peu de moyens et sans l'appui des « grands » syndicats, contre tout et contre tous, contre leurs patrons, puis contre les autorités régionales et les partis, contre les juges, contre les forces de « l'ordre » – qui les rudoyèrent sans égards particuliers pour leur condition de femmes mais se souviennent encore des longues aiguilles industrielles qu'elles leur enfonçaient dans le ventre –, mais aussi contre ces citoyens qui, fâchés de les voir semer la zizanie dans l'ordre policé des villes, les invitaient très rudement à s'occuper un peu plus du soin de leurs foyers[10], contre leurs propres maris souvent, et surtout contre elles-mêmes, contre leur propre faiblesse, leur fatigue, le découragement accumulé, etc., un des collaborateurs du livre *IKE*..., Guillermo Rendueles, insiste sur le fait que ces femmes pas ou peu syndiquées, pas ou peu « politisées » au moment où on commença à envisager la fermeture de l'usine, ne se sont pas contentées de suivre l'exemple de leurs collègues mâles des autres secteurs industriels en capilotade de la région. *« L'essentiel de la reconversion industrielle qui a marqué les années 80 en condamnant les Asturies à vivre, plutôt mal du reste, du secteur tertiaire s'est déroulé sous le signe d'un fatalisme notable. Les actes de résistance* [...] *ont été très limités dans le temps et furent, avant tout, des démonstrations de force qui visaient à permettre aux syndicats de renforcer leur position autour de la table de négociations, lesquelles débouchèrent sur la préretraite pour les adultes et le départ pour les plus jeunes. Même un des rares espaces authentiques de résistance industrielle qui a perduré au cours des ans – le secteur naval – ne peut être comparé à la bataille d'IKE. »*

Et, une fois le constat établi, il resterait encore à se demander pourquoi les femmes, ces femmes-là en tout cas, sont allées plus loin que tous leurs homologues masculins de la mine ou de la sidérurgie, pourquoi ces femmes-là, précisément, n'ont pas voulu « entendre raison », se satisfaire des plans concoctés par les experts de l'administration avec l'assentiment des « grands » syndicats, se résigner à cette pseudo-rationalité économique qui décide d'envoyer au rebut des femmes dotées pourtant d'une énergie incommensurable, se plier à la logique d'une époque où le vieux rêve du temps libéré par la grâce de la technique s'est réalisé dans le cauchemar du chômage massif pour de larges fractions du monde ouvrier. ■

Miguel CHUECA

10. Ana Carpintero fait remarquer que, si des hommes dressent des barricades dans les rues, on dira qu'*« ils ne laissent pas travailler les autres »*, on les traitera de *« hijos de puta »*, etc. En revanche, on convie les femmes d'IKE à *« retourner chez elles »*, à *« s'occuper de leurs torchons »* ou à *« aller faire le ménage »*.



Paroles des ouvrières d'IKE

Les mobilisations[1]

Adela : On avait le syndrome des trottoirs. On venait à peine d'arriver sur les lieux de la mobilisation qu'on s'asseyait sur les trottoirs parce qu'on était à moitié mortes. On passait toute la journée assises sur le trottoir, mortes de fatigue.

Dossier CG[2] : Au fur et à mesure que le conflit s'est développé, il a fallu recourir à toutes sortes de mobilisations, en recueillant ce que chacune pouvait donner et était capable de donner, de façon graduelle, à mesure que notre degré de désespoir montait, et en prenant toujours plus de risques.

Je crois que, à partir du moment où le secrétaire général du PSOE des Asturies nous a dit que *« nous n'étions pas très gênantes parce que nous, nous ne mettions pas de camions en travers des routes »*, il nous a montré le chemin à suivre... Et nous avons fini par devenir le cauchemar de la mairie de Gijón, au point que, dès qu'ils voyaient deux femmes ensemble, ils leur demandaient tout de suite leurs papiers, en pensant qu'elles devaient être une sorte d'avant-garde des ouvrières d'IKE. La vérité, c'est qu'on était comme un furoncle au derrière qui les empêchait de s'asseoir.

Ana Fanjul : J'ai commencé à découvrir des aspects de ma personnalité que je ne connaissais pas. Au début, quand on sortait dans la rue pour revendiquer nos postes de travail perdus, j'avais

peur, physiquement, de ce qui pouvait nous arriver tellement la lutte était inégale : nous, avec les sacs plastiques où on mettait de quoi manger, et eux avec leurs matraques, leurs boucliers et même leurs mitraillettes. Tant que ça durait, on était tendues et même agressives aux moments les plus chauds. Et puis, quand tout était fini, et que je rentrais dans mon petit chez-moi pacifique, où ma famille m'attendait en tremblant à l'idée de ce qui avait pu m'arriver, et que je me croyais bien tranquille, je sentais tout d'un coup une fatigue presque incroyable qui me tombait dessus, que je n'arrivais pas à m'expliquer. Au bout d'un certain temps, je me suis rendu compte que c'étaient mes nerfs qui me faisaient ça.

Charo : On nous envoyait toutes les réserves de tous les corps spéciaux de la police du pays, des vraies brutes. Un jour, en arrivant sur le pont près du polygone industriel de Pumarín, on est tombées sur ces agents, avec leurs boucliers et la sale tête qu'ils nous faisaient. On était mortes de peur. On avait les jambes qui flageolaient. Alors, moi je m'avance avec une autre camarade de travail pour expliquer aux « antidisturbios » [l'équivalent espagnol des CRS] qu'on avait déjà négocié avec les policiers nationaux d'ici qu'une fois arrivées sur le pont, on ferait demi-tour et basta. Mais je ne vous raconte pas ma surprise quand on se retourne toutes les deux et qu'on ne voit aucune de nos collègues. Elles étaient toutes en train de courir vers les bois. Avec leurs talons hauts et leurs bas. On s'est mis à rire comme des folles.

Adela : On a risqué notre vie des dizaines de fois. Finalement, il ne s'est rien passé de grave, mais il faut dire qu'on s'est comportées parfois comme des crétines. Mais il se passait aussi des choses plutôt rigolotes. Par exemple, on nous disait : *« Demain, il y a une action. Venez en pantalons et avec des chaussures confortables. »* Eh bien, il n'y avait rien à faire : ces mesdames et mesdemoiselles venaient avec leurs petites jupes serrées, leurs talons hauts et leurs sacs à main. Et, un jour, à la sortie de Gijón, quand il a fallu sauter sur l'autoroute, je ne vous raconte pas le numéro comique : *« Mais comment voulez-vous que je fasse, avec cette jupe… »* À la fin, elles y sont arrivées. Il leur a fallu beaucoup d'efforts, mais elles y sont arrivées. Par contre, quand la police est apparue, et que ça a commencé à sentir le roussi, elles se sont toutes carapatées en sautant comme des cabris, avec leur jupe et tout le toutim. Ça, c'est une image que je n'ai jamais oubliée. *Madre*[3], avec le mal qu'on avait eu à les faire bouger au début…

Rosi : Les filles faisaient une confiance totale au comité. On en parlait entre nous et on disait, bon, demain, il y aura une action. D'accord. Et personne ne demandait ni où ni pourquoi.

Bernardina : Le comité organisait chaque jour une action différente et il en parlait à l'assemblée. Des fois, il fallait faire les choses un peu en secret, à cause de Radio-Pandore : il est arrivé qu'on aille faire une action et que la police soit sur place avant nous. Quand on est allées à Madrid pour occuper l'ambassade de Cuba, il n'y en avait que trois qui savaient où on allait. Les autres, quand elles l'ont su, elles en sont restées comme deux ronds de flan.

Rosa : On devait participer à une action à Oviedo. Avant de partir, je vois les filles qui étaient toutes en train de se faire une beauté.

– *Joder*, en voilà des filles qui sont belles ! Mais vous croyez aller où comme ça ?

– *Ay, muyer,* il faut bien qu'on s'arrange un peu si on doit aller à la capitale, non ?

Et moi, je me disais *« C'est ça, arrangez-vous, arrangez-vous ».*

Quand on est arrivées à la hauteur du Pryca [un grand magasin], juste avant d'arriver à Oviedo, on descend du car et on commence à couper la circulation sur l'autoroute.

– Comment ça se fait que tu ne nous as rien dit quand on était à Gijón ?

– Je n'en savais rien.

– Et comment que tu le savais, sale bête !

Elles avaient toutes mis leurs petites jupes droites, leurs bas et leurs chaussures à talons hauts. Et dans les manifs, pareil, c'était un plaisir de les voir courir habillées comme ça.

Ana Carpintero : Le comité d'entreprise décidait, en fonction de l'évolution des choses, si on avait intérêt à faire du grabuge ici ou là. On convoquait les filles dont on était sûres ●●●



1. Du texte « De l'atelier aux barricades. Le conflit d'IKE selon ses propres protagonistes », chapitre 5. Les mobilisations (*IKE. Retales de la reconversión*, p. 61-67).

2. Le coordinateur du volume, Carlos Prieto (qui s'est chargé de réaliser les entretiens avec les ouvrières d'IKE), a recouru parfois au « Dossier Confecciones Gijón » (Dossier CG) élaboré par les salariées elles-mêmes.

3. Plutôt que de chercher systématiquement des équivalents français, le traducteur a opté pour ne pas traduire certains mots ou tournures propres au langage parlé, dont des jurons (*« me cago en la leche »*) ou des traits caractéristiques du parler féminin (l'exclamation *« ay »* au début d'une phrase, par exemple) ou encore des vocables particuliers au bable, le dialecte des Asturies (*« muyer, fío »*).





●●● qu'elles répondraient dans tous les cas. Quand on a occupé le bateau, on y est toutes allées, mais on ne savait pas trop bien ce qu'on allait faire…

Rosi : On nous avait prévenues qu'à huit heures, il y avait un bateau des Bahamas qui entrait dans le Musel [le port de Gijón]. On l'a occupé très vite. On est montées par la passerelle du navire. On était toutes des femmes, rien que des femmes. Il y avait un type du bateau, une scie à la main, qui hallucinait : il avait les yeux comme des soucoupes. Le bateau avait une sorte de tour avec un *« No Smoking »* écrit en lettres énormes… et nous, on était là à fumer comme des pompiers. Vous savez ce que c'est, quand on est énervée… Les gens de l'équipage nous disaient *« Please, please, no smoking, no smoking, boom ! »* On avait de la dynamite sous les pieds. Là-dessus, arrive une journaliste de *La Nueva España* qui nous demande le nom du navire. Et Bernardina qui lui répond : *« No Smoking. »* Et l'autre : *« Ah ! Il s'appelle No Smoking. »*

L'armateur a donné l'ordre de nous déloger. Quand les flics ont mis le pied sur la passerelle, ils avaient encore plus peur que nous. Ils marchaient comme des canards.

Rosi : Quand on est allées occuper l'ambassade de Cuba à Madrid, il n'y avait que nous, les filles du comité, qui savions où on allait. Je me souviens d'une femme mariée, très sympa. Une fois dans le train, elle voit qu'on vient de dépasser Oviedo et elle nous demande :

– *Ay*, et vous nous conduisez où, comme ça ?

– Allez, tais-toi, et direction les couchettes.

– Les couchettes ? Mais on va où, là ?

– On va où ?… Mais à Madrid, bien sûr.

– *Me cago en la leche !* Et moi qui n'ai rien dit à mon mari !

Finalement, on a fait notre apparition là-bas. C'était un vrai bunker. Tout en ciment. On a frappé à la porte, comme des petites ménagères, et on est entrées. On a occupé. Je ne sais plus très bien ce qui s'est passé, mais finalement, au bout de cinq-six heures, on est sorties. On n'a vu ni presse ni rien…

Ana Carpintero : Je crois que j'ai commencé à fumer quand on a occupé l'ambassade de Cuba. Ce matin-là ç'a été vraiment infernal. Je ne vous raconte pas le nombre de kilomètres qu'on a pu faire dans Madrid. Quand on a pris l'ambassade, il y avait des filles qui disaient que, puisque c'est un pays soi-disant de gauche, ils allaient nous recevoir les bras grands ouverts. Mais, bon, moi je pensais que s'il y a une chose qu'ils devaient faire, c'était de nous ficher à la porte. Les filles ont décidé de quitter l'ambassade : il y en avait qui avaient

été déçues par le comportement des gens de l'ambassade, et les autres qui pensaient : *« Les pauvres ! »*

Rosi : Quand on est allées à Madrid, ils ont appelé une fois de plus les « antidisturbios » de Valladolid. Comme ils nous connaissaient déjà, ils disaient à ceux de Madrid : *« Oye, faites gaffe à celles-là, elles sont complètement imprévisibles. »*

« Comment ça ? Ici aussi ? », ils nous disaient. Et on leur répondait : *« Oui, fío, on est là où ça fait le plus mal. »*

Felipe González a été obligé d'entrer au Congrès des députés par la porte de service.

Rosi : On a appris à faire des barricades en entassant des pneus enflammés avec de l'essence. Un jour, il y a eu un flic qui a cassé le nez d'une collègue en lui tapant dessus avec son « walkie ». Alors, bien sûr, maintenant quand je les vois, la moindre des choses que je peux faire, c'est de les traiter de « fils de pute ». Je ne peux pas les voir en peinture. Au temps du franquisme, on courait parce qu'on savait que, sinon, on te coupait en rondelles. Mais que des choses pareilles aient eu lieu avec les socialistes au pouvoir, non, ça, je ne l'ai jamais accepté…

Mari Carmen : Moi, quand je voyais les flics et les gars au petit foulard bleu [les « antidisturbios »], je faisais littéralement dans ma culotte. Quand on allait couper le trafic, j'étais vraiment mal. Ou quand je voyais qu'un flic était en train de secouer une collègue, j'avais comme un nœud à l'estomac…

Rosi : Au moment de la remise des prix Prince des Asturies à l'hôtel Reconquista, ils avaient des photos de toutes les filles du comité d'entreprise pour le cas où on aurait fait une apparition dans le coin. Moi, dès que j'apparaissais près de la mairie de Gijón, on me fermait toutes les portes au nez dans la minute. Une fois qu'on empêchait Pedro Silva [président de la Communauté autonome] de passer, un flic m'a jetée par terre et je suis tombée sur le dos. Je me suis relevée et il m'a rejetée par terre. Trois fois de suite. On s'est ramassé beaucoup de baffes. Et des coups bas aussi : au ventre, sur la poitrine.

Charo : Je me souviens de Gloria, de La Camocha. Elle était toujours à pleurer comme une fontaine. Et pourtant, au lieu de faire demi-tour, elle allait toujours au-devant des flics. On lui disait : *« Mais, Gloria, pourquoi tu vas toujours vers les flics ? »* Et elle ne pouvait pas l'expliquer.

Adela : Un matin, on a réussi à empêcher le train de Madrid de partir, en faisant comme si on était enchaînées aux voies. Il y avait une collègue à côté de moi qui me disait : *« Ay, ay, moi je m'en vais. »* Et moi : *« Toi, tu ne bouges pas, hein, tu ne bouges pas. »*

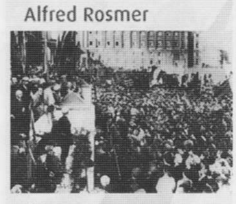
Ana Carpintero : Au niveau de la répression, il n'y a pas de différences dans un conflit entre les femmes et les hommes : la seule chose qui change, ce sont les méthodes. Avec nous, la police n'hésitait pas à faire du corps à corps, ils cognaient dur, en tapant en dessous de la ceinture. Vous croyez qu'ils auraient eu le courage de faire la même chose avec un ouvrier des chantiers navals ? Jamais de la vie ! Nos mobilisations à nous étaient forcément d'un autre genre : on se basait plus sur la patience, on jouait un peu les mouches du coche. C'était une de nos caractéristiques : la persévérance, l'entêtement…

Le réveil des gens est quelque chose de viscéral. On devait avoir quelque chose comme 40 ans et des poussières comme moyenne d'âge. Et c'étaient les femmes qui, il n'y a pas longtemps, avaient les positions les plus réactionnaires dans l'usine, qui se mettaient en tête des manifs, qui se battaient à coups de gamelle, à coups de parapluie, avec les aiguilles. Et souvent, il n'y avait pas chez elles de conscience de classe : tu sais qu'il t'arrive quelque chose, mais tu ne sais pas trop quoi, tu ne vois pas clairement pourquoi tu es là et tu ne vois pas que tu as l'État et le patronat en face de toi.

Nous, on disait qu'on était sur le fil du rasoir entre être une personne « normale » et devenir une « marginale », et que la différence c'est le poste de travail. Il y a des femmes, pas beaucoup, qui ont gardé cette conscience d'être sur le fil du rasoir. Pour d'autres, il s'agissait plutôt de vivre une situation injuste qui les affectait directement et qui faisait qu'elles se révoltaient, et il faut voir comment. Les femmes les plus réactionnaires étaient souvent les plus violentes. Avec une violence sans limites. Parfois, dans les assemblées, j'avais l'impression d'être en train de conduire une diligence avec quatre-vingts chevaux emballés. Une personne isolée, quand elle n'a rien à perdre, elle peut faire n'importe quoi, prendre un fusil et tirer sur le patron. Parce qu'elle est désespérée et qu'elle est seule. Quand on voit qu'on te frappe dur de tous les côtés, de partout, qu'on ne te laisse pas respirer, il est facile de se demander : *« Mais de quelle société on parle, là ? »* C'est peut-être très réac, mais c'est comme ça. Mais quand on canalise cette frustration à travers un collectif, on mesure les choses autrement, on réfléchit un peu plus aux actions qu'on va mener, on pèse le pour et le contre, et on essaie de voir jusqu'où on peut aller. ■

Texte traduit par M. C.

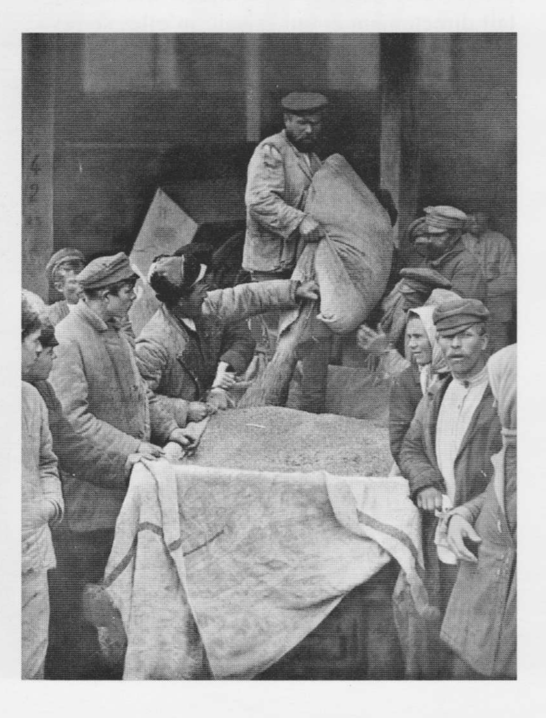




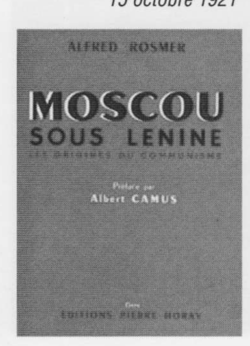


Lénine à son bureau, au Kremlin, lisant la Pravda.
L'Illustration *15 janvier 1921*

Ancien communiste de la « grande époque », Alfred Rosmer (1867-1964) publia son témoignage sur les premières années de la révolution russe, *Moscou sous Lénine*, en 1953 avec l'aide d'Albert Camus qui écrivit pour l'occasion une préface qui est sans doute l'un de ses plus beaux textes politiques.
À l'heure où tel éminent intellectuel italien s'emploie à réhabiliter Staline et tel autre, bien de chez nous, passe en contrebande sa camelote marxiste-léniniste sous prétexte d'anti-sarkozisme, il est particulièrement important, non seulement de relire le beau livre d'Alfred Rosmer, mais de le faire avec les « lunettes » d'André Prudhommeaux (1902-1968). En consacrant un article à *Moscou sous Lénine*, Prudhommeaux, ancien conseilliste devenu une des « têtes chercheuses » les plus originales du mouvement anarchiste de son temps, soulignait la nécessité d'en finir avec les mythes entretenus autour du bolchevisme et de prendre en tous temps et en tous lieux le « parti des écrasés » contre tous les oppresseurs, fussent-ils vêtus des oripeaux de l'émancipation… Puisse la leçon être enfin entendue !



La lutte contre la disette en Russie. Distribution des blés de semence aux paysans de Samara.
L'Illustration
15 octobre 1921



Un témoin de la « grande époque »

Par le ton et la mise en œuvre passionnés, à la Michelet, Trotsky exilé fut l'historien épique de la Révolution russe ; Victor Serge, l'amant malheureux des grandes aventures, en fut le romancier lyrique et le mémorialiste inquiet ; Rosmer figure honorablement parmi les chroniqueurs sérieux dont le cercle, peu nombreux, comprend John Reed, Arthur Ransome et Pierre Pascal (on hésite à citer Henri Guilbeaux ou Jacques Sadoul, non moins que René Marchand

ou André Morizet). Ce petit nombre des témoins dévoile assez la misère intellectuelle et morale d'une « grande époque » qu'un recul de plus de trente années a rendue prestigieuse. En fait, si quelque chose peut la valoriser à nos yeux, c'est bien moins la stature gigantesque (?) de ses héros, que l'étrange lumière qu'elle a projetée sur certaines vies auxquelles l'enthousiasme révolutionnaire est resté congénital, comme il l'était encore à tels demi-soldes rescapés des guerres du Consulat et de l'Empire, superbement raidis dans leur fidélité à la lumière de Valmy. Tel est le vétéran Alfred Rosmer, « vieux de la vieille » à qui je tire mon chapeau.

Il y a pourtant quelque déception à trouver en 1953, – et sous la plume d'un homme aussi bien informé et aussi courageux, qui en était à l'âge mûr lors des événements qu'il décrit et qui a eu depuis lors trente ans de répit pour les méditer et en tirer des leçons – des raisonnements historiques aussi fragiles[1] que ceux qui attribuent le cours totalitaire (ou si l'on veut « contre-révolutionnaire ») de la révolution à l'isolement de la Russie, à son caractère agricole, au relâchement thermidorien de la dictature, et, *last but not least*, au mauvais caractère du camarade Staline dans ses mutuels rapports avec le camarade Trotsky. Il serait facile de démontrer, tout à rebours, que – sans l'isolement de la Russie, qui la mettait non seulement hors de portée de la « bourgeoisie » occidentale, mais hors de portée du « prolétariat » occidental en la situant dans un univers utopique presque ultraterrestre – le régime des Soviets n'aurait pas duré plus d'une année ou deux ; que seul, son caractère foncièrement agricole permit au pays de ne pas mourir totalement de faim sous le communisme ; enfin, qu'un Thermidor qui mettrait fin à la terreur politique est précisément ce dont le peuple russe a le plus besoin et ce qu'il attend vainement depuis octobre 1917. Quant aux analyses caractérielles dont se compose le Testament politique de Lénine [...], qui donc voudra croire à la santé sociale d'un régime dans lequel le sort de tout un peuple est suspendu au fait que Trotsky ou Piatakov *« prennent trop volontiers les choses par leur côté administratif »* que *« Staline est trop brutal »* et que *« Boukharine entend mal la dialectique »* ? Il est assez décevant, lorsqu'on se nomme Lénine, de passer une vie à l'étude et à l'application du marxisme, pour aboutir à une interprétation de l'histoire qui fait du nez de Cléopâtre et de la vessie de Cromwell la cause première des révolutions et des contre-révolutions.

Heureusement, l'ouvrage de Rosmer[2] vaut beaucoup mieux que son chapitre conclusif. D'abord, parce qu'il est un livre de bonne foi, et ensuite, parce qu'il a criblé, dans une réalité dont la complexité nous échappera toujours, bien des éléments chargés de sens.

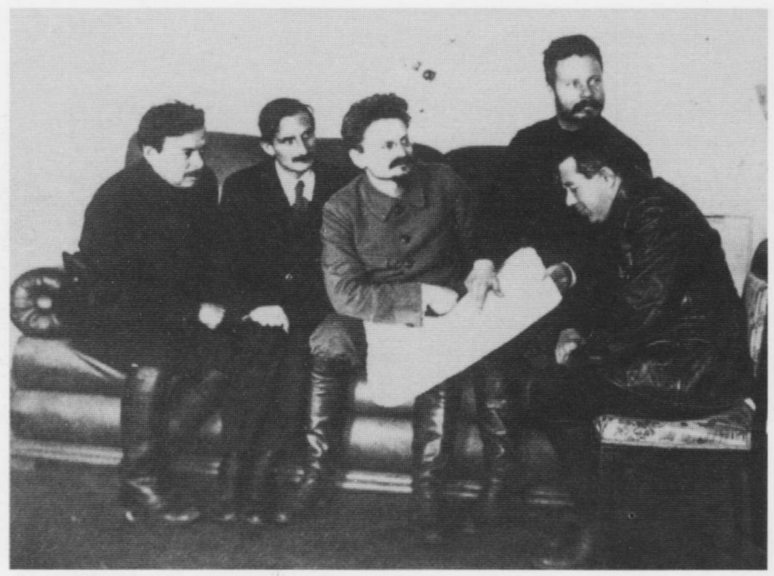


Marguerite et Alfred Rosmer.

Ce qui différencie *Moscou sous Lénine* des reportages hâtifs, ou des compilations savantes qui tiennent une si grande place dans la littérature politique, c'est qu'il comporte, en arrière-plan, cette part d'expérience humaine incommunicable, en dehors de laquelle il n'existe qu'impressions superficielles ou spéculations abstraites. Cela ne veut pas dire que les appréciations d'ordre personnel d'Alfred Rosmer sur les grandes figures du bolchevisme soient nécessairement valables ; mais son ●●●

1. Et aussi la justification, dont dans sa préface Camus se distance si légitimement, de la sanglante répression de la Commune de Cronstadt.

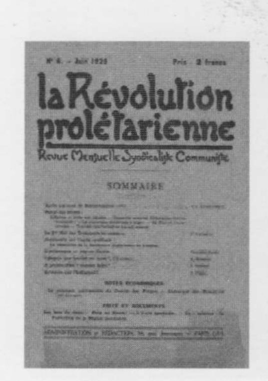
2. Alfred Rosmer, *Moscou sous Lénine, les origines du communisme*, préface par Albert Camus ; Flore, édition Pierre Horay, Paris.



Béla Kun, Alfred Rosmer, Léon Trotsky, M.V. Frounzé, et S.I. Gusev en conférence en 1920.

●●● témoignage est de ceux qui peuvent efficacement aider à reconstruire la réalité d'une époque et à communiquer à ses protagonistes ce relief stéréoscopique qu'un seul point de vue est impuissant à donner.

Ainsi lorsqu'il évoque Staline entrant pour la première fois en contact avec l'Internationale communiste réunie au Congrès et se présentant seul en costume militaire après quatre ans de paix, botté jusqu'aux cuisses au cœur de l'été – il semble qu'un tel trait manquerait à l'image recueillie par l'histoire, s'il n'avait été enregistré au vol. Seul également un Rosmer pouvait nous rapporter la vision familière de Boukharine au Praesidium, crayonnant inlassablement des portraits-charges de Radek en tutu, ou nous montrer la grimaçante arrogance d'un sous-Radek, le fameux Paul Levi, proposant, du haut de sa science marxiste, de refuser tout simplement la parole aux syndicalistes révolutionnaires des pays latins, aux antiparlementaires anglais, autrichiens, belges, hollandais, et aux éléments anarchisants de la CNT espagnole, des IWW américains, du KAP allemand, de l'USI italienne, élites combattantes que Lénine s'était donné tant de mal à rallier autour du drapeau bolchevik grâce aux thèses « libertaires » de *l'État et la Révolution*.



N° 6. – Juin 1925 Prix : 2 francs

la Révolution prolétarienne

Revue Mensuelle Syndicaliste Communiste

SOMMAIRE

Alfred Rosmer

Moscou sous Lénine
II - 1921-1924

1921 : Cronstadt + Lénine expose la NEP + Le IIIe Congrès de l'Internationale + L'Internationale syndicale rouge + 1922 : Le front unique : Chliapnikov & Cachin + Gênes & Rappalo + Procès des Socialistes-Révolutionnaires + Le IVe Congrès de l'Internationale + Les difficultés du P.C.F. + 1923-1924 : Désarroi à la direction de l'Internationale + Situation révolutionnaire en Allemagne + 1924 : Mort de Lénine + Le testament de Lénine +

FM | petite collection maspero

L'adhésion de la plupart d'entre eux, fondée sur un malentendu, fut d'ailleurs éphémère, et le troisième congrès les sacrifia définitivement aux « partis de masse ». Au fond, Rosmer en était plus proche que Lénine et Trotsky ; mais il nous apparaît prisonnier d'une éducation jacobine qui est celle – laïque – de tous les Français.

Pour un jacobin, le droit de critiquer une révolution n'existe pas. Or, dans un univers en mouvement de révolution totalitaire permanente, il n'y a de place ni pour l'erreur ni pour l'abstention.

Il y a d'une part, l'appareil impitoyable de la vertu, et les masses révolutionnaires qui l'acclament ; il y a, de l'autre, les crimes des contre-révolutionnaires écrasés par la roue de l'histoire ; et, tant qu'il y a révolution, le succès coïncide avec la vertu. Rosmer jacobin ne peut pas reconnaître les droits de la révolte à Makhno ou aux insurgés de Cronstadt – ces « anarchistes » et « enragés » de la guerre civile russe – parce qu'il lui faudrait alors, de proche en proche, étendre les mêmes droits humains aux Dantonistes, aux Girondins, aux Fédéralistes, aux Feuillants, à la Vendée, et jusqu'aux émigrés de Coblence, qui furent pour un Jacobin d'autres facteurs de la « contre-révolution ». La logique partisane de Rosmer, sa fidélité jacobine, est celle-ci : à un moment donné, il cesse d'être pour ceux que la roue écrase et prend parti pour la roue qui tourne, pour la roue de feu qui est le symbole des révolutions ; c'est que ses amis politiques, naguère encore solidaires des écrasés, sont maintenant au pouvoir. À un autre moment, il cesse de s'identifier à la roue et reprend le parti des écrasés, du moins de certains écrasés : c'est que ses amis ont été précipités du pouvoir sous la roue. Fidélité personnelle digne d'éloges, en un monde où les infortunés n'ont que des ennemis ; mais fidélité aux hommes de la secte ou du clan, plutôt qu'à l'homme, plutôt qu'à la justice. Le double *deal*, la double morale envers les amis et les étrangers, transformés en bons et mauvais par le préjudice, le *wishfull thinking* qui nous aide à confirmer nos choix ; le *right or wrong, my people*, qui nous attache à une classe, à une cause, à une génération, à une tradition, plus encore qu'à nous-mêmes et à la raison universelle – toutes ces démarches, qui ne sont étrangères à personne, se retrouvent à l'état de pureté innocente dans l'attitude théorique de Rosmer.

Et finalement, à travers ce livre, transparaît une fraternité instinctive de l'auteur pour des individus réprouvés par l'histoire, et condamnés par la théorie impitoyable de l'efficience politique. Face aux « membres » d'une organisation inhumaine, s'affirme le désir individuel de vérité et de pureté qui fut la noblesse d'une génération brûlée sur l'autel d'un Dieu inconnu ; elle était inscrite dans la nature de ces hommes, l'impossibilité pour eux, tôt ou tard, de se contenter de l'état de choses dont Trotsky exprima l'essence en 1921 : *« Nous avons planté un immense encrier sur la place Rouge ; et chacun, pour écrire, doit venir y tremper sa plume. »*

Rosmer a cru, peut-être, remplir son stylo de mémorialiste aux sources de l'ancienne orthodoxie. Il n'en plaide pas moins, sans le vouloir, la cause de l'Hérésie immortelle. ■

André PRUNIER
(alias André PRUDHOMMEAUX)

“La question fondamentale, la question taboue du mouvement libertaire et le thème que tant de livres, de militants et d'historiens n'arrivent pas à élucider, parce qu'ils ne le comprennent pas, est de savoir pourquoi ceux qui, hier, étaient des révolutionnaires devinrent, quelques mois plus tard, des ministres, des pompiers de la révolution, des contre-révolutionnaires... Pourquoi les leaders anarchistes et/ou le mouvement libertaire renoncèrent-ils à la révolution en juillet 36 et en mai 37 ? La réponse donnée par les Amis de Durruti, « *la trahison des dirigeants* », n'était qu'une insulte qui n'expliquait rien. Dès le premier instant, le mouvement libertaire, sans programme ni théorie révolutionnaires, soutint l'unité antifasciste. Il s'agissait de s'unir aux socialistes, staliniens, poumistes, républicains et catalanistes pour vaincre le fascisme. L'antifascisme fut dans les années 30 le pire venin et la plus grande victoire du fascisme. L'union sacrée de tous les antifascistes pour vaincre le fascisme et défendre la démocratie supposait pour le mouvement libertaire de renoncer à ses propres principes, à un programme révolutionnaire, aux conquêtes révolutionnaires, à tout... Ce qui équivaut au fameux slogan attribué à Durruti « *Nous renonçons à tout sauf à la victoire* » et donc se soumettre au programme et aux intérêts de la bourgeoisie démocratique. Ce fut ce programme d'unité antifasciste, de collaboration totale et loyale avec toutes les forces antifascistes qui conduisit, rapidement et inconsciemment, à la collaboration gouvernementale en ayant comme objectif unique celui de gagner la guerre contre le fascisme. Ce fut cette adhésion au programme antifasciste (c'est-à-dire de défense de la démocratie capitaliste) qui explique pourquoi et comment les leaders révolutionnaires d'hier sont devenus quelques mois plus tard des ministres, des pompiers de la révolution, des bureaucrates et des contre-révolutionnaires. C'est la CNT qui produisait des ministres, et ces ministres ne trahissaient rien ni personne. Ils se limitaient à exercer loyalement leurs fonctions le mieux qu'ils pouvaient.

La différence entre les insurrections de juillet 1936 et de mai 1937, c'est que les révolutionnaires, en juillet, étaient désarmés, mais ils avaient un objectif politique précis, la mise en échec du soulèvement militaire et du fascisme, alors qu'en mai, quoique bien mieux armés qu'en juillet, ils étaient désarmés politiquement. Les masses ouvrières s'insurgèrent contre le stalinisme et le gouvernement bourgeois de la Généralité, malgré leurs organisations et sans leurs dirigeants, mais elles furent incapables de poursuivre le combat jusqu'au bout sans leurs organisations et contre leurs dirigeants. En mai 1937, comme en juillet 36, il a manqué un parti révolutionnaire, que le prolétariat n'avait pas réussi à constituer dans les années 30. Ni le POUM ni la CNT-FAI ne pouvaient être cette avant-garde révolutionnaire, mais bien au contraire un obstacle empêchant sa constitution. L'incapacité des dirigeants anarcho-syndicalistes et l'absence de théorie révolutionnaire ouvraient la voie à l'unité antifasciste et au programme démocratique de la bourgeoisie républicaine. Les méthodes et les objectifs du prolétariat avaient disparu de la scène. Non seulement le CCMA n'a pas appuyé les comités révolutionnaires, mais il a même été jusqu'à collaborer avec le gouvernement de la Généralité pour les affaiblir et les supprimer.

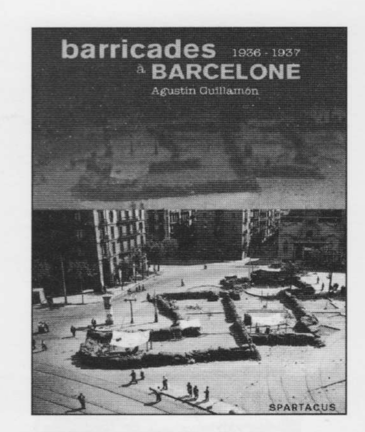
Les barricades dressées en juillet 1936 étaient encore là des mois après, alors que celles de mai 1937 disparurent immédiatement, à l'exception de celles, peu nombreuses, que le PSUC voulut laisser comme témoignage de sa force et de sa victoire.

En mai 1937, comme en juillet 36, il a manqué un parti révolutionnaire, que le prolétariat n'avait pas réussi à constituer dans les années 30.

Même si Mai 37 fut sans aucun doute la conséquence du malaise croissant face à l'augmentation des prix, au manque d'approvisionnements, la conséquence de la lutte au sein des entreprises pour la socialisation de l'économie et le contrôle ouvrier, la conséquence de la ferme volonté de la Généralité de désarmer l'arrière et de contrôler l'ordre public, etc., Mai 37 fut surtout LA DÉFAITE ARMÉE DU PROLÉTARIAT DONT AVAIT BESOIN LA CONTRE-RÉVOLUTION pour en finir une bonne fois pour toutes avec les menaces révolutionnaires pesant sur les institutions bourgeoises et républicaines.

En 1938, les révolutionnaires se trouvaient sous terre, en prison ou dans la clandestinité. Dans les prisons de Barcelone, il y avait 15 000 prisonniers antifascistes. La faim, les bombardements franquistes et la répression stalinienne régnaient sur Barcelone. Les milices et les entreprises avaient été militarisées. L'ordre régnait à nouveau sur le territoire espagnol, dans la zone fasciste comme dans la zone républicaine. Franco n'a pas écrasé la révolution en janvier 1939, la République l'avait déjà fait bien avant.”

feuilles de choix



Barricades à Barcelone 1936-1937

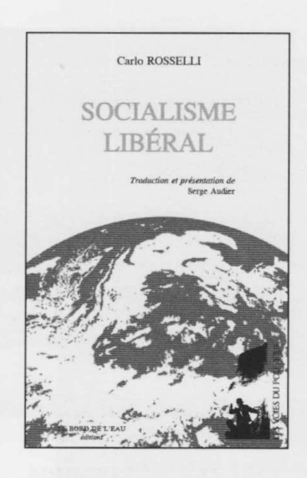
Agustín Guillamón

Spartacus, 2009, 224 p., 15 €

Animateur de la revue d'histoire sociale Balance *(Bilan) publiée à Barcelone et consacrée au mouvement ouvrier international et à la guerre d'Espagne, l'auteur synthétise dans cet ouvrage de nombreuses années de recherche sur les acteurs, les faits et les raisons qui virent la CNT s'opposer victorieusement au coup d'État franquiste de juillet 1936 et laisser le champ libre aux staliniens et aux forces de répression en mai 1937, malgré le soulèvement spontané, mais sans lendemain et sans perspective, de la base de la CNT.*

Malgré des jugements parfois abrupts ou contestables quand l'auteur se laisse aller à ses penchants bordiguistes, ce livre a le mérite d'établir précisément les faits, de s'appuyer sur des documents inédits ou peu connus, de poser des questions dérangeantes, et d'interroger le paradoxe d'une victoire transmuée quelques mois plus tard en une défaite sur laquelle on n'a pas fini de s'interroger...

feuilles de choix



Socialisme libéral
Carlo Rosselli

(Traduction et présentation de Serge Audier),
Le Bord de l'eau éditions,
2009, 524 p., 22 €

Ce livre a été écrit en cachette en 1928-1929 sur l'île de Lipari par le militant et théoricien socialiste et antifasciste Carlo Rosselli (1899-1937) qui y avait été relégué par le régime de Mussolini. Il est typique des débats de l'époque sur le marxisme et des tentatives de renouvellement des théories socialistes à la lumière des événements majeurs (guerre mondiale, bolchevisme, fascisme, etc.) qui avaient bouleversé le paysage politique. Les idées de Rosselli, fondateur de Giustizia e Liberta, *évoluèrent en marge des partis de la gauche traditionnelle avec la double préoccupation de la lutte antifasciste et d'une justice sociale dans la liberté, comme l'indiquait le nom du mouvement. Cette édition bénéficie d'une nouvelle traduction et d'une longue étude savante sur le concept de « socialisme libéral » qui, il faut le souligner, n'a rien à voir avec les arguties social-libérales par lesquelles des partis actuels de centre gauche justifient leur passage à droite. Elle donne enfin une biographie de Rosselli dont nous reproduisons un extrait qui évoque sa participation à la guerre d'Espagne et sa fascination pour l'anarchisme catalan, peu avant son assassinat à Bagnoles-de-l'Orne par des militants d'extrême droite de la Cagoule.*

« **Le dernier combat : la guerre d'Espagne**

La guerre civile espagnole marque un tournant majeur pour *Giustizia e Libertà* en général, et pour Carlo Rosselli en particulier. Il y voit d'emblée, en effet, un événement crucial pour l'avenir de l'Italie et de l'Europe entière, dans lequel *Giustizia e Libertà*, après tant d'échecs, d'atermoiements et de projets avortés, pourrait enfin jouer un rôle important. Sa conviction est que là se joue le destin du monde : l'espoir naît soudain d'un mouvement populaire qui pourrait briser enfin la trajectoire du fascisme et du nazisme en Europe. En outre, comme à chaque étape de sa vie, Carlo Rosselli renoue avec certains idéaux du *Risorgimento* et du républicanisme de Mazzini. C'est en effet une grande tradition républicaine et démocratique italienne, issue du XIXe siècle, comme l'a rappelé Giorgio Spini (*Quaderni del Circolo Rosselli*, 2, 1996, pp. 94-101) que de venir en aide aux peuples du monde entier en lutte pour la liberté. Ce fut le cas en 1823, avec des exilés volontaires italiens venus combattre en Espagne pour la Constitution de Cadix contre une expédition française, puis lors de la guerre des Grecs contre la domination turque, puis de nouveau en Espagne, avant la Pologne en 1863, la guerre de sécessions aux États-Unis, etc. L'intérêt de Carlo Rosselli pour l'Espagne, outre ces résonances historiques, n'est d'ailleurs pas nouveau : il avait déjà suivi de près l'insurrection des Asturies, où il avait admiré, malgré son échec, la combativité du prolétariat. Cette fois, il s'engage avec enthousiasme dans la guerre civile, au cours de laquelle il manifestera une grande sympathie pour le « communisme libertaire » de Catalogne, avec l'espoir de voir l'Italie s'enflammer à son tour dans une lutte d'émancipation nationale. Très vite, cependant, sa ferveur et son optimisme feront place aux désillusions. Pour certains observateurs, l'erreur du groupe a consisté à choisir le front de la Catalogne, où il s'enlisera bientôt, au lieu d'aller combattre à Madrid.

Cette fois, il s'engage avec enthousiasme dans la guerre civile, au cours de laquelle il manifestera une grande sympathie pour le « communisme libertaire » de Catalogne.

Dès le 31 juillet 1936, dans *Giustizia e Libertà*, il souligne, avec admiration, que *« la révolution espagnole est notre révolution »* et que *« la guerre civile du prolétariat d'Espagne est la guerre de tout l'antifascisme »*. Entre le 1er et le 6 août, il se rend à Barcelone afin de conclure un accord avec les autorités catalanes en vue de la formation d'une « Colonne » antifasciste italienne. Là, il négocie notamment avec l'anarchiste Diego Abad de Santillan. Il prend contact aussi avec de nombreux Italiens, en particulier des anarchistes, déjà engagés dans le combat. Puis il retourne à Paris, où il rencontre notamment André Malraux dans des réunions tenues au domicile de la rue du Bac, et s'active pour recruter des aviateurs. Il aidera d'ailleurs à la formation de l'escadrille aérienne de Malraux. Finalement, la Colonne italienne, dite « Colonne Ascaso » – du nom d'un anarchiste tué à Barcelone – se constitue à Pedralbes, dans la banlieue barcelonaise. Elle comprendra, environ, cent cinquante hommes, dont une majorité d'anarchistes, une vingtaine de membres de *Giustizia e Libertà*, mais aussi des socialistes, des républicains et des communistes. Pour Carlo Rosselli, c'est surtout la fréquentation des milieux anarchistes, tant italiens qu'espagnols, qui jouera un rôle important dans la reformulation de sa réflexion politique durant cette période. Il aura ainsi pour interlocuteur privilégié Camillo Berneri, ancien collaborateur de *L'Unità* de Salvemini et de *La Rivoluzione liberale* de Gobetti. Leurs débats lui donneront l'occasion de mieux fixer les points de convergences et de désaccords entre le « socialisme libéral » et l'anarchisme.

Son exaltation, à la tête de la Colonne italienne, se manifeste à plusieurs reprises, notamment dans le numéro de *Giustizia e Libertà* du 7 août, où il célèbre *« le flambeau du* Risorgimento *qui s'allume à nouveau »*, *« le* Risorgimento *politique qui donne la main au* Risorgimento *social et prolétarien »*. Là encore, la bataille en Espagne est rapprochée de celle de l'antifascisme en Italie. Dans une lettre du 19 août 1936 à Marion, il explique le sens de son engagement aux côtés des républicains espagnols : *« Je suis convaincu de l'extrême importance que, pour la cause de la libération et de la régénération de l'Italie, peut avoir une participation de notre part à la magnifique lutte espagnole. »* Et, dès le 28 août, la Colonne italienne connaît sa première bataille à Monte Pelato. Bien qu'inférieure au plan numérique et technique, elle parvient à résister aux troupes franquistes, marquant ainsi sa première victoire, au demeurant plus symbolique que stratégique. Mais Carlo Rosselli en sort blessé à l'épaule, et la période d'inactivité qui suit la bataille est marquée par de nombreuses polémiques au sein de la Colonne. Il y en aura encore bien d'autres, exacerbées, de surcroît, par des échecs ou semi-échecs militaires répétés. »

La poésie, retranchée loin du monde

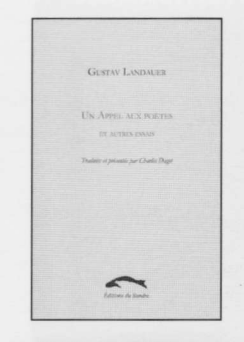
Gustav Landauer (1870-1919) fut l'une des figures de l'anarchisme allemand avec notamment Rudolf Rocker et Erich Mühsam. Philosophe, passionné de littérature, fin connaisseur des œuvres de Shakespeare, Oscar Wilde ou encore Edgar Poe, Landauer participa pendant près de trente ans à la presse radicale allemande. Sa « carrière » de publiciste s'est interrompue en mai 1919, Gustav Landauer perdant la vie sous les coups d'un groupe d'anciens combattants décidés à châtier celles et ceux qui participaient à la révolution des conseils de Munich.

Publié avec une très utile introduction de Charles Daget, ce recueil rassemble deux études sur Ernst Friedrich Hölderlin, figure du romantisme allemand, et Johann Wolfgang Von Goethe ; études écrites en 1916 et 1918, pendant la Première Guerre mondiale, sous l'œil soupçonneux de la censure. Gustav Landauer nous livre ici une lecture singulière, audacieuse de ces auteurs qui lui permet de poser une critique sévère de cette Allemagne militarisée. Il écrit ainsi que *« le sentiment et le besoin d'amour de Hölderlin sont indissolublement liés à son désir d'une vie publique pleine de beauté et de liberté »* ; quant à Goethe, Landauer en fait un virulent adversaire du nationalisme allemand et un fédéraliste avant l'heure.

Landauer considère que *« chez les Allemands, l'esprit et sa production littéraire, artistique et philosophique, s'isolent en eux-mêmes, se masturbent et se font violence à eux-mêmes »*. Cette idée, on la retrouve déjà dans *La Révolution*, livre qu'il écrit en 1907 : *« À l'époque chrétienne* [la poésie] *était chez elle partout où les hommes étaient réunis : à l'église, à l'Hôtel de ville, à l'assemblée, en plein air, sur les champs de bataille, au travail, dans les châteaux des chevaliers et à la cour des princes. Sa seule place est désormais dans la solitude où l'homme se retire, c'est-à-dire dans les livres. »*

Alors, Gustav Landauer enjoint les poètes de s'emparer de la question politique et sociale, à y apporter leur souffle créatif, utopique, anti-autoritaire, seule façon également de contenir *« les philistins* [ces *« bureaucrates-démocrates »* qui]*, du haut des songes creux du socialisme patenté, imaginent une méthode pour purger définitivement les institutions établies de l'injustice et du malheur »*. Car Landauer, poète et anarchiste, détestait au plus haut point les professeurs ès Révolution, ces pesants marxistes orthodoxes allemands, tout comme il critiquait le culte de l'État et le centralisme des spartakistes.

Christophe PATILLON



UN APPEL AUX POÈTES
ET AUTRES ESSAIS
de Gustav Landauer
(textes traduits et présentés par Charles Daget),
Éditions du Sandre, 2009,
89 p., 11 €

Un sociologue des utopies sociales

La revue et l'association Anamnèse – le rappel du souvenir – ont pour but *« l'étude et la mise à disposition d'auteurs en sciences sociales et humaines, francophones, décédés,* [...] *tombés dans l'oubli »*.

Dans cette livraison, elle publie les actes d'un colloque tenu en septembre 2007 à l'IMEC de Caen sur le sociologue Henri Desroche (1994-1994). Issu d'un milieu modeste, ce dernier, après le séminaire, entre chez les Dominicains. Proche de la revue *Économie et humanisme*, il publie *Signification du marxisme* (1949) qui n'est guère appréciée par sa hiérarchie. Il quitte l'Église l'année suivante, puis entre au CNRS pour se consacrer sa vie durant à l'histoire du coopérativisme et des utopies sociales – on lui doit ainsi dans une abondante production un beau livre sur *La Société festive. Du fouriérisme écrit aux fouriérismes pratiqués* (1975).

Après avoir abordé l'homme et son œuvre, les contributions de ce colloque traitent de ses réseaux à l'étranger (Brésil, Québec) et des grands thèmes (économie sociale, utopie, religion, éducation) de l'œuvre multiforme de ce *« passeur de frontières »* dans le temps, l'espace et *« entre les diverses disciplines des sciences sociales »*. Elles sont complétées par une bibliographie, large mais non exhaustive, de l'auteur.

Signalons, enfin, que l'association consacrera ses prochains travaux au philosophe, sociologue et théoricien marxiste Lucien Goldmann.

Charles JACQUIER



HENRI DESROCHE,
ANAMNÈSE,
n° 4, 2008, L'Harmattan,
2009, 286 p., 26 €

Propagande par l'image

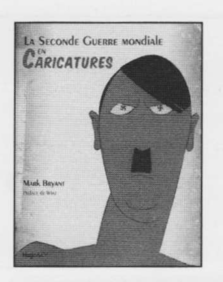
Pendant la Seconde Guerre mondiale, peut-être plus encore que lors de la Première, chaque camp rivalise d'imagination pour mettre en scène l'ennemi et plus généralement le conflit (ou l'absence de conflit) par l'image dans une visée propagandiste. La caricature, dans cet ensemble, tient une place de choix. Les dessinateurs aux commandes de la presse satirique dans les années 1930 se retrouvent à l'avant-scène d'une guerre iconographique dans laquelle la feuille illustrée, le journal, le cinéma et bien sûr l'affiche, forment les armes d'un combat en direction surtout de leur propre opinion nationale.

Chaque État (surtout les puissances occidentales en fait) produit son image de propagande, comme tente de le restituer cet ouvrage très illustré, traduction d'une précédente version publiée en Angleterre. L'auteur offre là surtout un recueil de 350 caricatures principalement européennes (mais pas seulement), classées de manière chronologique. Chaque chapitre correspond à une année de la guerre, année introduite par un texte précisant la situation géopolitique. Toutes les images font l'objet de légendes explicatives s'intéressant au contexte historique et à la personnalité des dessinateurs.

Ces images, trop peu accessibles par ailleurs, passionneront ceux qui voient dans la caricature un témoignage inestimable des inconscients collectifs, des peurs et des fantasmes aiguisés par la guerre. On retrouve dans ces pages les principaux belligérants à l'œuvre, et la caricature restitue les retournements d'alliances des uns et des autres, la foi dans la victoire ou l'exagération des faiblesses adverses. Depuis le milieu du XIXe siècle, la caricature circule largement en Europe (en temps de paix surtout), produisant une rhétorique commune, comme on le voit très clairement dans ces charges souvent interchangeables d'un pays à l'autre, serait-ce le style graphique de chacun.

Regrettons une introduction quelque peu approximative, quelques hiatus chronologiques dans la présentation des documents, qui par ailleurs ne sauraient refléter de manière totalement satisfaisante la production caricaturale de cette période, tant les images produites pendant la guerre demeurent difficiles d'accès au chercheur. Les quelques dessins mal reproduits n'enlèvent pas à cet ouvrage sa principale qualité : présenter au lecteur une iconographie pour l'essentiel inédite.

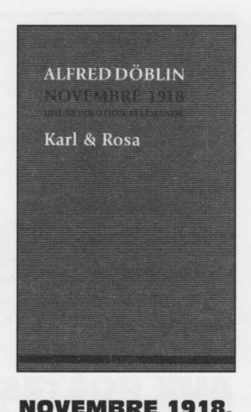
Guillaume DOIZY



LA SECONDE GUERRE MONDIALE EN CARICATURES
de Bryant Mark
Éditions Hugo et Cie,
160 p., 25 €



Au cœur de l'Allemagne d'après-guerre



NOVEMBRE 1918, UNE RÉVOLUTION ALLEMANDE
KARL ET ROSA
d'Alfred Döblin
Éditions Agone, 2008,
752 p., 33 €

Ce gros ouvrage constitue la dernière partie d'une tétralogie consacrée à la révolution allemande. Intégrant fiction et réalité historique, mêlant aux personnages réels des parties oniriques permettant d'appréhender leurs contradictions, leurs faiblesses et leurs doutes, Döblin restitue les épisodes les plus importants de la révolution allemande de 1918. Rosa Luxembourg croupit alors en prison où elle sombre dans une dépression lorsque la révolution éclate en Russie. Libérée grâce à la contagion de la vague révolutionnaire russe qui touche alors l'Allemagne, elle se retrouve, au même titre que les autres leaders, au cœur de ces bouleversements, tentant de construire un Parti communiste en pleine tourmente. Violemment opposée à la majorité des dirigeants sociaux-démocrates pendant les années d'avant-guerre en raison de leur opportunisme, Rosa Luxembourg vit des heures de grande tension lorsqu'elle se heurte à la majorité des jeunes militants, convaincus que les travailleurs n'ont qu'à donner quelques coups de boutoir pour que le capitalisme s'effondre. Mise en minorité au congrès de fondation du parti dont elle demeure un des principaux dirigeants, épuisée et désespérée, elle finira par choisir de rester à Berlin malgré des signes alarmants: le pouvoir cherche en effet à éliminer les leaders révolutionnaires, et ce, jusqu'à l'échec des spartakistes et des délégués révolutionnaires qui tentent une prise du pouvoir à Berlin.

Les militants soutenus par Karl Liebknecht déclenchent une insurrection improvisée à la première provocation du pouvoir. Alors que les soldats s'emparent de lieux stratégiques, les masses envahissent la ville. Mais cette immense démonstration de force du prolétariat allemand se cantonne à un défilé, du fait de l'indécision des chefs, du désaccord des indépendants (fraction des socialistes ayant rompu avec le PSD sans rejoindre les communistes), du manque de conscience claire des objectifs à atteindre de l'ensemble des acteurs de cette tentative. Noske, militant socialiste, gouverneur de la ville de Kiel, répond aux sollicitations d'Ebert en vue d'écraser la révolution. L'écrivain allemand Döblin s'intéresse à la haine que ces sociaux-démocrates vouent à la révolution et ses représentants, voire même à la république.

À côté de ces personnages historiques, le lecteur suit le cheminement de deux soldats démobilisés fin 1918, ayant aimé la même femme, l'infirmière qui les a soignés. L'un d'eux, Maus, devient contre-révolutionnaire et membre des corps francs tandis que le second, Becker, tente de retrouver un poste de professeur de grec, avant de s'enthousiasmer pour l'engagement révolutionnaire, dans ce qui sera un des derniers combats des travailleurs de Berlin de cette révolution de 1918. Le roman s'achève en 1920 avec le soldat Becker, dont l'évolution traduit le malaise de la société allemande sous la République de Weimar.

Cette vision de la révolution allemande, très marquée par la subjectivité de son auteur, passionnera tous ceux qui s'intéressent à cette période, ou qui cherchent à bien comprendre l'arrivée de Hitler au pouvoir.

Anne ZANDITÉNAS

L'absence pour seule éternité

CAMILLE CLAUDEL
UNE MISE AU TOMBEAU
de Jean-Paul Morel
Les Impressions nouvelles,
320 p., 22,50 €

Le 10 mars 1913, l'artiste Camille Claudel passait définitivement de l'autre côté de la vie. Internée sur « placement volontaire » à Ville-Évrard, elle entamait une plongée dans les oubliettes de la psychiatrie, qui allaient la retenir prisonnière jusqu'à sa mort. Maints ouvrages de référence de l'époque sur la peinture ou la sculpture la signalèrent d'ailleurs comme décédée aux alentours des années 20, ignorant qu'en réalité la vieillesse l'éternisait, non plus dans l'écoulement du siècle, mais dans une temporalité parallèle et itérative, propre aux aliénés.

Le philosophe et journaliste Jean-Paul Morel a rassemblé les pièces dispersées d'un puzzle aussi sordide que dramatique. Le dossier de cette mise au ban asilaire semble donc enfin complet, bien qu'il y plane encore des zones de mystère.

Au premier coup d'œil, le livre déroute et présente des aspects rébarbatifs si l'on se contente de le feuilleter distraitement: peu de texte explicatif en somme, mais des lettres reproduites in extenso, des listes de noms, des bilans de santé, des articles de loi, de nombreuses annexes. Pourra-t-on réellement s'intéresser à ce genre de pensum touffu ? La réponse est oui, car, d'emblée, nous sommes happés par les engrenages d'un authentique drame personnel. Même les pesées mensuelles de la frêle patiente ou ses commandes de colis alimentaires émeuvent. Ces données, d'une sécheresse toute clinique, se muent en touchants témoignages des tourments endurés par Camille. Et les documents se font traces.

À cause de quelle fêlure intime se rompit l'équilibre de cette femme talentueuse, sensible jusqu'au génie pur ? L'inconnue demeure. Une vague histoire d'avortement circule, mais c'est le non-dit le plus assourdissant de cette enquête. Par contre, il est clair que l'amante de Rodin se laissa gagner par une paranoïa hystérique envers son mentor. Rongée par un délire qui flirtait avec de suspectes théories complotistes dépassant de loin ses déchirements passionnels, la malheureuse s'imagina spoliée, plagiée, pillée de ses derniers meubles par une bande de marchands et de galeristes, tous véreux et francs-maçons, emmenés par le démoniaque Auguste.

On ne lira pas sans frisson les remontrances comminatoires de Madame Louise Claudel, interdisant aux infirmières de laisser sortir le moindre courrier de sa fille ; on ne recevra pas sans malaise la paresse confessée par son cagot de frère, Paul, plus obsédé par le salut de l'âme de son aînée que par la préservation de son intégrité psychique ou, pis, le sort de sa dépouille.

Nous n'avons dès lors pas affaire ici à un récit mais plutôt à une suite d'éclairages dont l'unique faiblesse est de souffrir, dans son ultime chapitre, de trop flagrantes redites. Apparaissant en filigrane, au moment des didascalies et des commentaires nécessaires à l'intelligence de sa tragédie, l'auteur s'en absente ; l'objectivité de sa démarche n'en est que plus évidente ; et c'est au lecteur seul de se faire une idée du rôle endossé par chaque protagoniste.

En 1988, une plaque commémorative fut apposée à Paris, au 19 du quai Bourbon, sur les murs de l'immeuble dans lequel Camille vivait en locataire recluse avec une douzaine de chats et d'où, racontait-elle, on l'avait littéralement enlevée. Une phrase extraite d'une missive à Rodin y est gravée : *« Il y a toujours quelque chose d'absent qui me tourmente. »* Croyait-elle si bien dire ? Cette absence n'était qu'elle-même.

Frédéric SAENEN

L'anarchisme de l'intérieur

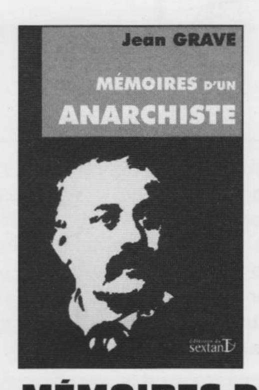
Auteur de *La Société mourante et l'anarchie* (1893), l'ouvrier cordonnier Jean Grave (1854-1939) fut une personnalité centrale du mouvement anarchiste français des années 1880 à 1914 comme propagandiste au service du communisme libertaire. Proche de Pierre Kropotkine et d'Élisée Reclus, il fut l'animateur inlassable de plusieurs revues libertaires, *Le Révolté* (fondé par Kropotkine à Genève en 1883), puis *La Révolte* et *Les Temps nouveaux*, à Paris. Il y établit le siège de son journal dans une pièce obscure de la rue Mouffetard – d'où son surnom peu amène de *« pape de la rue Mouffetard »* – qui vit défiler la plupart des militants qui comptaient et nombre de sympathisants parmi lesquels beaucoup d'artistes et d'écrivains alors proches de l'anarchisme.

Ses mémoires, écrits comme il se doit à la fin de sa vie alors qu'il avait abandonné la vie politique active depuis longtemps, sont indispensables pour comprendre de l'intérieur le mouvement anarchiste de la fin du XIXe et du début du XXe siècles. Ils avaient déjà été édités sous le titre de *Quarante ans de propagande anarchiste* (Flammarion, 1973), avec une préface savante de Jean Maitron et un imposant appareil critique qui ne figurent malheureusement pas dans cette réédition.

Malgré son intérêt documentaire indéniable, on ne pourra aborder ce livre qu'avec circonspection tant l'auteur fait de son récit un jeu de massacre et un règlement de compte a posteriori avec la plupart des personnalités qu'il croisa et dont, à quelques exceptions près, peu trouvent grâce à ses yeux. On s'amusera parfois de le voir prendre la pose de la concierge de service et distiller à tout propos des petites piques désagréables quand ses aigreurs portent peu à conséquence tant son penchant pour cela est chez lui récurrent. Il n'en est pas de même des jugements à l'emporte-pièce qu'il proféra contre la plupart des anarchistes individualistes, d'Albert Libertad à Victor Serge en passant par Rirette Maîtrejean, qui, à sa décharge, ne le ménageaient guère, les traitant sans détour de détraqués sexuels, de voleurs et d'escrocs, et Libertad lui-même d'indicateur de police – une antienne qui fut reprise durant des décennies, privant le mouvement anarchiste d'un précurseur dans la critique de la vie quotidienne.

Ces aspects – tout comme le soutien qu'il apporta au « Manifeste des Seize » (février 1916) en soutien aux États démocratiques, France et Grande-Bretagne, contre les Empires centraux, qui valut à ses signataires une réplique argumentée d'Errico Malatesta – ne doivent pas toutefois masquer son œuvre de diffuseur et de propagandiste hors pair des idées anarchistes durant plusieurs décennies, à une époque où ce mouvement occupait le devant de la scène, et c'est cela qu'il faut retenir de ce livre...

CJ

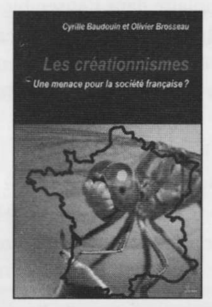


MÉMOIRES D'UN ANARCHISTE
de Jean Grave
Éditions du Sextant, 2009, 544 p., 28 €

Anti-darwinisme

Écrit par un biologiste et un physicien, ce petit livre résume d'abord la théorie matérialiste de l'évolution de Charles Darwin (1809-1882). Elle a fait l'objet d'attaques, d'abord aux États-Unis, de la part de fondamentalistes protestants partis en croisade contre son enseignement dans les écoles publiques, parvenant dans un État (le Tennessee) à l'y faire interdire (jusqu'en 1967 !). Ce courant a connu un regain sous les présidences Reagan et Bush. Il croise la théorie pseudo-scientifique du « dessein intelligent ». L'une des thèses de l'évolutionnisme darwinien est l'absence de tout finalisme : c'est le hasard qui « guide » l'évolution des espèces, et non un quelconque « but » (fût-ce l'espèce humaine), ce qui ramènerait à l'hypothèse d'une « main invisible ». Thèse inacceptable pour les créationnismes, venus de divers secteurs religieux, qui ont parfois aussi un écho en Europe – dans l'Italie de Berlusconi, ou via le Conseil de l'Europe où le Vatican a cherché à faire du lobbying. Ils investissent Internet, les loisirs éducatifs avec des « musées de la Création » où l'obscurantisme devient high-tech. Une lecture utile en cette année Darwin.

Denis ANDRO



LES CRÉATIONNISMES
UNE MENACE POUR LA SOCÉTÉ FRANÇAISE ?
de Cyrille Baudoin et Olivier Brosseau
Éditions Syllepse, 2008, 7 €

L'amateur de livres

Voici une nouvelle liste d'ouvrages d'occasion proposés à la vente par la librairie Floréal, qui tient à remercier les lecteurs de *Gavroche* qui lui passent des commandes et rappelle que les prix pratiqués sont très raisonnables... **Assurez-vous, toutefois, que les livres sont encore disponibles !**

- Arsac (Joanni d'), La Guerre civile et la commune de Paris. *Récit chronologique hostile à la Commune.* Curot 1871, relié demi-toile, pièce de titre dorée, vii, 655 pp., très bon état malgré quelques rousseurs . . . . 50 €

- Biographie populaire illustrée de Gambetta. Léon Ebran, Fécamp (s.d.), relié d .bas. rouge, dos à nerfs, titre et fleurons dorés, 564 p., portrait en frontispice, texte encadré aux motifs de la République, nombreuses illustrations dans et hors texte. Léger manque en tête, bel exemplaire dans l'ensemble. . . . . 35 €

- Castelnau (Jacques), Marat « L'Ami du Peuple ». Hachette, 1939, couverture illustrée, 255 p., envoi à Pierre Loiselet. Bel exemplaire. . . . . 12 €

- (Catalogue), 1870-1871, la Guerre, les sièges, la Commune. *Édité à l'occasion du centenaire.* Clavreuil, 1971, 104 p. . . . . . 10 €

- (Collectif), Russie soviétique et socialisme. *Réponses à des questions actuelles.* Les îles d'or, 1950, 93 p. 10 €

- (Collectif), Le Deuxième conflit mondial. Éditions G.P. 1946, couverture cartonnée illustrée sur les deux plats d'une mappemonde. Dos à faux nerfs et titre doré, 606 p., nombreuses illustrations photographiques et plans de batailles dans le texte. Très bel exemplaire . . . . 40 €

- Courtois, Peschanski et Rayski, Le Sang de l'étranger. *Les immigrés de la M.O.I. dans la Résistance.* Fayard, 1989, 473 p., sources, index des noms, index des thèmes et des organisations, état neuf . . . . 23 €

- Delon (C.), Les Paysans, histoire d'un village avant la Révolution. Bibliothèque d'Éducation (s.d.), cartonnage d'éditeur, 192 p., ouvrage pédagogique orné de nombreux dessins dans le texte . . . . 13 €

- Dorgelès (Roland), À bas l'argent ! *Roman.* Albin Michel, 1963, relié pleine toile rouge, 330 p., état neuf. . . . . 12 €

- Duboin (Jacques), La Grande révolution qui vient et Kou l'ahuri. Fustier, 1935, 2e édition revue et corrigée, parfait état . . . . 15 €

- Esprit (Revue), *N° 8-9 août-sept. 1968 : La Révolution suspendue.* 256 p. légèrement défraîchi . . . . 8 €

- Humbert (Jeanne), Eugène Humbert et Sébastien Faure. Petite plaquette de 30 p. N° spécial, 1970, édité par « La Voie de la Paix », parfait état . . . . 10 €

- Jouve et Ditisheim, Danton (Discours). *Collection « Le cri de la France ».* Egloff Fribourg, 1944, 282 p. sous couverture rempliée. Exemplaire sur vergé crème, parfait état . . . . 20 €

- La Hodde (Lucien de), Histoire des sociétés secrètes et du Parti républicain de 1830 à 1848. Méline, Cans et Cie Bruxelles, 1850, 445 p., couverture refaite . . . . 50 €

- Launay (Robert), Barère de Vieuzac (l'Anacréon de la Guillotine). Tallandier, 1929, 354 p., 18 illustrations hors texte, exemplaire non coupé, état neuf . . . . 20 €

- Lenotre (G.), Robespierre et la « Mère de Dieu ». *Le Mysticisme Révolutionnaire.* Perrin, 1926, 333 p., nombreuses illustrations hors texte. État neuf . . . . 20 €

- Maillard (Firmin), Les Publications de la rue pendant le siège et la Commune. *Bibliographie pittoresque et anecdotique : satires-canards-complaintes-chansons-placards et pamphlets.* Aubry, 1874, Édition originale, xii, 198 pp., table alphabétique. Exemplaire en parfait état . . . . 50 €

- Mallet (Serge), La Nouvelle classe ouvrière. Seuil, 1969, 256 p. Index bibliographique et index des noms . . . . 8 €

- Massé (Daniel), L'Énigme de Jésus-Christ. Éditions du Siècle, 1926, 279 p., légère mouillure . . . . 25 €

- Mathiez (Albert), Études robespierristes. *La corruption parlementaire sous la Terreur.* Armand Colin, 1917, 327 p., légères rousseurs sur la couverture . . . . 25 €

- Péguy (Marcel), La rupture de Charles Péguy et de Georges Sorel. Cahiers de la Quinzaine (12e de la 19e série), plaquette de 64 p., exemplaire non coupé . . . . 15 €

- Robert (Fernand), Vers un monde nouveau. Fustier (s.d., 1936 ?), 185 p. . . . . 20 €

- Robert-Pimienta, La Propagande bonapartiste en 1848. Cornély et Cie, 1911, index alphabétique des noms, index des journaux et des principaux éditeurs, 8 gravures. Cet exemplaire est sans couverture, l'intérieur est en bon état et complet de ses gravures, il peut être relié . . . . 25 €

- Solinhac, La Sottise humaine. Eugène Figuière, 1934, 191 p. (couverture défraîchie) . . . . 15 €

- Stern (Daniel), Histoire de la révolution de 1848. *Ouvrage de Marie d'Agoult écrit sous le nom de Stern.* Librairie Internationale xxiv, 520 pp. impression encadrée en deux colonnes, nombreuses illustrations. Cet exemplaire, dont seuls le faux titre et le titre sont fortement tachés, comporte une belle reliure demi-basane rouge, dos à nerfs, titre doré . . . . 50 €

- Tsur (Jacob), L'Épopée du sionisme. Plon, 1976, 158 p. . . . . 13 €

- Williams (Roger L.), Le Prince des polémistes : Henri Rochefort. Trévise, 1970, 331 p., 8 illustrations hors texte, bon état . . . . 15 €

- Windisch et Willener, Le Jura incompris, fédéralisme ou totalitarisme. *Collection Sociologie en Suisse.* Delta Vevey, 1976, 194 p. . . . 15 €

- Zévaès (Alexandre), Histoire de la Troisième République 1870 à 1926. Georges-Anquetil, 1926, 643 p. Très bon état . . . . 20 €

- Zischka (Anton), Du pain pour deux milliards d'hommes. Flammarion, 1944, 356 p., très bon état . . . . 12 €

LIBRAIRIE FLOREAL
41, rue de la Harpe – 27000 EVREUX – Tél. : 02 32 33 22 33

Nom : .... Adresse : ....

Je vous commande les livres suivants : ....

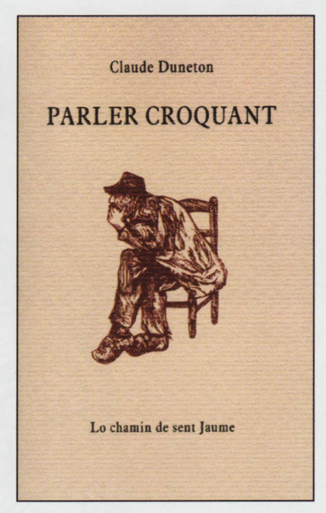
Auteur	Titre	prix
	Port et emballage prix forfaitaire	4,00 €
	Total	

Bon de commande et chèque à adresser à Librairie Floréal

Howard Zinn, Mike Konopacki, Paul Buhle
Une histoire populaire de l'empire américain
Vertige Graphic, 2009, 288 p., 22 €

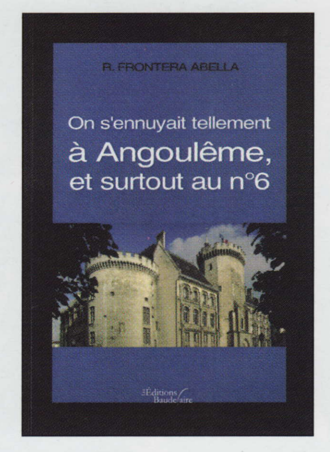
Depuis fin août en librairie, voici la version française de l'adaptation en bande dessinée de l'ouvrage à succès de Howard Zinn *Une histoire populaire des États-Unis*, publié pour la première fois en 1980.

Des dessins ponctués de photos d'époque illustrent le propos d'un narrateur qui n'est autre que Zinn soutenant l'essentiel des conceptions défendues dans son ouvrage d'origine. Ainsi, dans un prologue sur l'après 11 septembre 2001, le personnage Zinn affirme : « *notre gouvernement a utilisé le 11 septembre comme excuse pour un nouveau saccage orchestré par l'empire. Il est important de se souvenir que les invasions de l'Afghanistan et de l'Irak ne sont pas des événements uniques. Ils font partie d'un schéma constant du comportement américain.* » Ce que démontre le livre en douze chapitres ou plutôt douze histoires dessinées, de l'empire intérieur avec le massacre des Indiens à l'impérialisme mondial avec sa guerre permanente. L'ouvrage nous redonne à lire et à voir autrement cette vision décapante d'un historien qui invite à « *de nouvelles façons de penser* ».



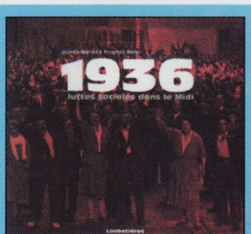
Claude Duneton
Parler croquant
Las edicions dau Chamin de Sent Jaume
2009, 213 p., 17 €

Nouvelle édition du livre de Claude Duneton qui, paru en 1973, fut porteur d'espoir pour ceux qui pensaient qu'on pouvait encore sauver quelques langues qui résistaient toujours à la colonisation du français académique, la langue du roi. Espoir perdu. Et, ironie du sort, comme l'écrit Claude Duneton dans la préface de cette réédition, c'est maintenant au tour du français d'être chassé par l'anglo-américain, nouvelle langue de nos élites.



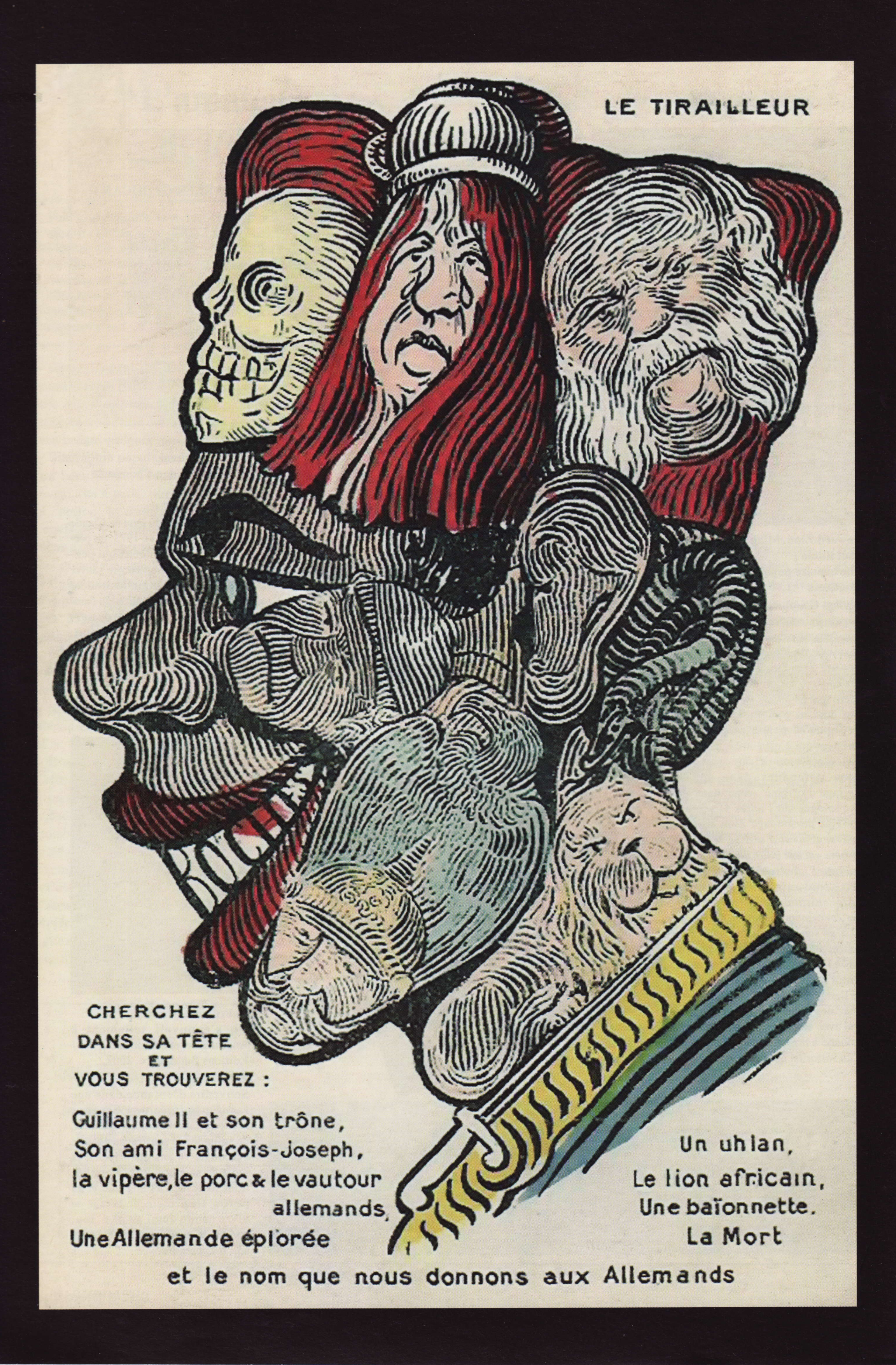
R. Frontera Abella
On s'ennuyait tellement à Angoulême, et surtout au n° 6
Éditions Baudelaire, 2009,
87 p., 12 €.

Souvenirs d'enfance dans une famille émigrée de l'Espagne franquiste. Un quotidien d'ennui, de solitude, de souffrance pour ce garçon de 14 ans qui affronte la mort de sa mère et les humiliations réservées à l'étranger et au pauvre. Heureusement, la rage de vivre habite aussi au n° 6, tout comme la puissance du rêve et la soif d'apprendre.



1936, luttes sociales dans le Midi.
Violette Marcos & Progreso Marin. Éditions Loubatières.
120 p., 23,50 €

Un lecteur nous a fait parvenir ce livre auquel il a participé pour la recherche de documents. Publié en 2006, cet ouvrage écrit par une historienne des mouvements sociaux et l'auteur d'un livre de témoignages sur la guerre d'Espagne met bien en valeur des photos restituant les moments intenses d'une période qui, dans le Midi, comme dans le reste du pays, fut très courte.
Pour contact : juanitosmarcos@free.fr


LE TIRAILLEUR
CHERCHEZ
DANS SA TÊTE
ET
VOUS TROUVEREZ :
Guillaume II et son trône,
Son ami François-Joseph,
la vipère, le porc & le vautour
allemands,
Une Allemande éplorée
Un uhlan,
Le lion africain,
Une baïonnette.
La Mort
et le nom que nous donnons aux Allemands